

La Nouvelle-Calédonie, loin du « retour à la normale »

► Malgré les discours rassurants de Gérald Darmanin, se déplacer ou se soigner demeure très difficile dans les quartiers nord de Nouméa

► La conviction de nombreux élus, y compris modérés, est que les forces de l'ordre ne parviendront pas, seules, à mettre fin aux troubles

► Après trois semaines d'insurrection mêlée d'émeutes urbaines, chacun sent bien qu'existe à présent un risque d'effondrement total du Caillou

► « La procédure relative au projet de loi constitutionnel doit être définitivement interrompue », estime Calédonie ensemble (non indépendantiste)

► Les ultras de tout bord dominant la crise, des parlementaires jugent que l'abandon du texte est la seule issue possible

PAGE 10

Etats-Unis

Biden affiche sa fermeté sur l'immigration

Par décret, le président américain a décidé de restreindre le droit d'asile. La frontière avec le Mexique sera fermée au-delà d'un seuil d'entrées illégales

PAGE 2

Crise climatique

Le réchauffement s'accélère et bat des records

Le rythme est sans précédent : selon une étude publiée par 59 scientifiques, le réchauffement climatique s'accroît désormais de 0,26°C par décennie

PAGE 16

À TRAVERS L'EUROPE, L'EXPLOITATION DES CHAUFFEURS ROUTIERS

► Sans contrôle ou presque, la concurrence s'exacerbe par le bas dans le secteur routier

► Reportage aux Pays-Bas, avec des chauffeurs qui passent jusqu'à trois ans de suite dans un camion pour 70 euros par jour

PAGES 18-19



Un chauffeur indien devant son camion, sur un parking d'Hazeldonk, aux Pays-Bas.

ÉRIC FLOIGNY POUR « LE MONDE »

L'après-9 juin : la guerre de position débute à gauche

AUSSTÔT connus les résultats des élections européennes, qui verront certainement la liste de Raphaël Glucksmann l'emporter sur celle de Manon Aubry, et le Parti socialiste s'imposer comme la principale force de gauche au détriment de La France insoumise, débute une recomposition à l'issue incertaine. Qui, de la gauche de gouvernement, des partisans de l'union des gauches et de Jean-Luc Mélenchon, prendra le pas sur ses concurrents ? La bataille ne fait que commencer.

PAGES 12-13

ÉDITORIAL

LA VICTOIRE ÉTRIQUÉE DE NARENDRA MODI

P. 34 ET INTERNATIONAL P. 8

Turquie
Les nouveaux maires prokurdes dans le viseur d'Erdogan

PAGE 6

Israël
La colère et la désunion des familles d'otages désemparées

PAGE 5

Fin de vie
Une tribune du philosophe Fabrice Gzil en faveur du projet de loi

PAGE 31

Cinéma
Redécouvrir Mohamed Zinet, cinéaste et acteur algérien

Dans les années 1970, il incarnait la figure canonique du travailleur immigré racisé. La Cinémathèque lui rend hommage

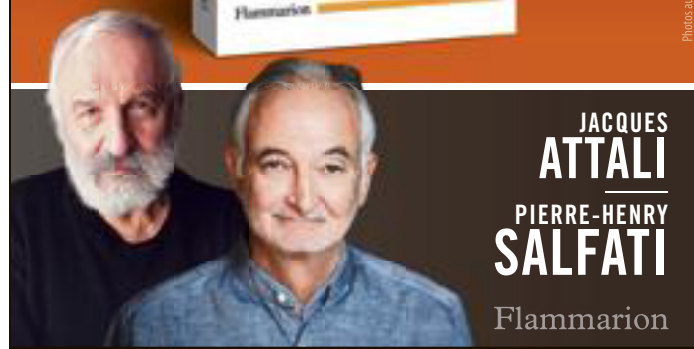
PAGE 27

Paris 2024
Versailles, de cité royale à site olympique

Ville hôte des épreuves d'équitation, la préfecture des Yvelines a bousculé ses habitudes pour réussir sa mue en cité olympique

PAGES 22-23

“**Monothéisme et polythéisme : un dialogue vertigineux entre raison et foisonnement.**”



JACQUES ATTALI
PIERRE-HENRY SALFATI
Flammarion

VU PAR STELLINA (TAÏWAN)

CARTOONING FOR PEACE





Joe Biden s'entretient avec une patrouille frontalière et des responsables locaux, à Brownsville, au Texas, le long du Rio Grande, le 29 février.
EVAN VUCCI/AP

Immigration : Biden restreint le droit d'asile

La frontière avec le Mexique sera fermée au-delà de 2 500 passages par jour. Un niveau déjà atteint

WASHINGTON - correspondant

On ferme. Tel est le message martial, à court terme et à visée électorale, que Joe Biden a choisi d'envoyer, mardi 4 juin, au sujet de la frontière avec le Mexique. Confronté à une crise migratoire de longue haleine, le président des États-Unis en a longtemps rejeté la responsabilité sur les élus républicains au Congrès. Mais cette stratégie l'exposait trop aux critiques.

Par décret présidentiel, Joe Biden choisit de restreindre immédiatement le droit d'asile. La frontière avec le Mexique sera fermée dès lors que le nombre d'entrées illégales quotidiennes dépasse 2 500 personnes en moyenne pendant une semaine. Les migrants venus dans l'espoir de déposer une demande d'asile seront alors expulsés sans avoir pu déposer leur dossier. Un retour à la normale sera possible lorsque le nombre se stabilisera autour de 1 500.

« La vérité simple, c'est qu'il existe une crise migratoire mondiale, a expliqué Joe Biden dans une allocution à la Maison Blanche, et si les États-Unis ne sécurisent pas leur frontière, il n'y a pas de limite au nombre de personnes qui pourraient tenter de venir ici. » Le président a affirmé qu'il prenait cette décision « non pas pour s'éloigner de qui nous sommes, en tant qu'Américains, mais pour s'assurer de la préservation de ce que nous sommes pour les générations futures ».

La suspension, même temporaire, du droit d'asile marque pourtant un tournant politique pour le président américain et son camp. « Ne rien faire n'est pas une option », a dit Joe Biden. Son administration a attendu la tenue de l'élection présidentielle au Mexique, marquée par la victoire inédite de Claudia Sheinbaum, pour annoncer ce durcissement. Le président démocrate promet que les

deux pays travailleront ensemble, en « partenaires égaux », et s'engage à ne pas pratiquer de séparations entre adultes et enfants, contrairement à son prédécesseur.

« L'administration Trump a attaqué presque chaque aspect du système migratoire et l'a fait de façon honteuse et inhumaine », a affirmé un haut responsable à la presse. Le problème essentiel de l'administration Biden sur la question migratoire n'a pas été son laxisme, mais son caractère illisible, et parfois contradictoire. Selon l'Institut des migrations politiques (Migration Policy Institute, MPI), Joe Biden a été un président extrêmement actif, prenant, jusqu'à la mi-janvier, 535 mesures exécutives. Mais le sentiment d'une large majorité des Américains est celle d'une impuissance et d'une incertitude, alors que l'immigration vient juste derrière l'inflation dans la liste de leurs préoccupations.

A son arrivée à la Maison Blanche, le président démocrate avait présenté un projet pour réformer le système migratoire, en rupture avec l'ère des expédients trumpistes. Echéec familial. Depuis près de trente ans, les administrations successives se contentent d'agir sur les dispositifs opérationnels, sans jamais refonder les paramètres fédéraux de traitement des migrants, ni revoir le droit d'asile. Pourtant, début février, un texte bipartisan a été présenté au Sénat, prévoyant de durcir la voie vers l'asile et d'accroître la sécurisation

de la frontière et les capacités de rétention avant expulsion. Mais sur les instructions de Trump, les élus républicains à la Chambre des représentants ont choisi de préserver la crise ouverte plutôt que d'offrir un compromis victorieux à Joe Biden, en année électorale.

Ce dernier a dénoncé, mardi, un « coup politique extrêmement cynique ». En campagne, Donald Trump promet une militarisation de la politique migratoire et une vague d'expulsions sans précédent contre les plus de 10 millions de résidents illégaux sur le territoire. Il veut prendre pour modèle l'opération « Wetback », décidée par le président Dwight Eisenhower à l'été 1954 pour renvoyer massivement les migrants mexicains, dans un contexte chargé de racisme à leur égard. Une référence que Donald Trump citait déjà lors de sa première campagne en 2015, mais dont l'ampleur réelle il y a soixante-dix ans, au-delà des effets de manche répressifs, est pourtant contestée par les experts.

Système engorgé

Aujourd'hui, Joe Biden pare au plus pressé, alors qu'il doit affronter Donald Trump lors d'un premier débat présidentiel, le 27 juin, sur la chaîne CNN. Depuis 2021, à force de vouloir donner des gages à tout le monde, d'afficher une détermination contre l'immigration illégale tout en vantant l'apport et le mérite des immigrants, qui constituent la moelle épinière de l'Amérique depuis trois siècles, la Maison Blanche a brouillé son message.

A cinq mois de l'élection présidentielle, il devenait urgent de corriger cette vulnérabilité politique, au risque calculé de mécontenter l'aile gauche du Parti démocrate et les associations d'aide aux réfugiés. L'organisation American Civil Liberties Union, qui avait attaqué l'administration Trump sur ce sujet devant les tribunaux

Joe Biden pare au plus pressé, alors qu'il doit affronter Donald Trump lors d'un premier débat présidentiel, le 27 juin

en 2018, a annoncé son intention de saisir à nouveau la justice.

Dans les faits, l'effet dissuasif et l'efficacité possible du décret présidentiel suscitent nombre d'interrogations. Un expert de la politique migratoire, interrogé par *Le Monde*, estime ainsi que ce « changement de ton majeur par rapport au début de la présidence Biden » ne devrait pas avoir d'impact sur deux points : la détermination de dizaines de milliers de personnes à traverser la frontière illégalement et l'impossibilité de procéder à l'expulsion des ressortissants originaires de pays en dehors du continent américain. Un nombre croissant de Chinois par exemple (48 000 entre octobre 2023 et avril) ont ainsi été contrôlés à l'ensemble des points d'entrée sur le territoire américain.

Les statistiques officielles indiquent une baisse récente, après un mois de décembre 2023, après des chiffres particulièrement élevés au mois de décembre 2023. En avril, la police aux frontières a intercepté 128 900 migrants sans papiers, soit 6 % de moins que le mois précédent. Au total, depuis mai 2023, 750 000 personnes ont été reconduites à la frontière, une accélération extrêmement spectaculaire. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis 2010, précise la Maison Blanche. La moyenne était de 233 000 par année sous la présidence Trump.

Malgré cela, la tendance historique demeure claire : celle d'un

afflux massif de millions de réfugiés à la frontière sud du pays. Entre octobre 2021 et avril 2024, selon les statistiques du service de protection des frontières et des douanes (CBP), 8,09 millions de personnes ont été contrôlées à leur arrivée en provenance du Mexique.

Les causes sont variées : répressions politiques, catastrophes économiques et climatiques, etc. Cette pression a conduit à l'entrée d'un grand nombre de réfugiés aux États-Unis, qui se sont ensuite répartis sur le territoire après leur remise en liberté, en attendant une décision finale sur leur statut. Leur arrivée dans de grandes métropoles comme New York ou Chicago, contrôlées par des démocrates, a créé des problèmes financiers et mis en tension les capacités d'accueil et de soins. De nombreux élus démocrates de terrain ont réclamé des politiques plus restrictives, afin d'endiguer le phénomène.

Autoroute pour les républicains

Mais le système est engorgé, et la politique migratoire se réduit à de la gestion de crise, plutôt qu'à la résolution des problèmes à long terme. Selon la Maison Blanche, le système d'asile compte plus de 1 million de dossiers, dont plus de 300 000 ont été déposés avant 2021 et l'entrée en fonction de Joe Biden. Fin 2023, plus de 2,4 millions de cas faisaient l'objet d'une procédure devant les tribunaux spécialisés.

En mai 2023, le « Title 42 », une législation d'urgence adoptée en janvier 2020 sous Donald Trump dans le cadre de la prévention du Covid-19, a pris fin. Il permettait d'expulser sur-le-champ les sans-papiers, sans même examiner la légitimité de leur demande d'asile. L'administration Biden a alors décidé de mettre en place des centres régionaux de traitement, en Colombie et au Guatemala pour commencer. En janvier 2023, une application, CBP One, a été

lancée pour organiser une prise de rendez-vous aux points légaux de franchissement de la frontière afin de déposer une demande. Malgré la volonté d'accélérer et de fluidifier le traitement des dossiers, l'administration sait que les capacités judiciaires et policières sont débordées. « Franchement, j'aurais préféré traiter ce problème à travers une législation bipartisanne, a expliqué Joe Biden mardi, parce que c'est la seule façon de réparer un système aujourd'hui cassé, de recruter plus de policiers aux frontières, plus d'officiers chargés de l'asile, plus de juges. Mais les républicains ne m'ont pas laissé de choix. »

Les blocages parlementaires ne sont pas l'explication unique de cet embarras démocrate. La Maison Blanche a longtemps préféré détourner le regard de la frontière, offrant une autoroute aux républicains et aux médias conservateurs. D'estrade en estrade, Donald Trump décrit un pays envahi par des « violeurs » et des « assassins », qui « parlent des langues que personne ne comprend », échappés d'« asiles de fous ». Les réfugiés sont déshumanisés, présentés comme des termites.

Joe Biden, lui, tout en dénonçant et en détricotant certains aspects de la politique de son prédécesseur, a donné l'impression de tergiverser. Mardi, lors de son allocution, le président semblait parler presque à regret, par défaut. « La statue de la Liberté n'est pas une relique quelconque dans l'histoire de l'Amérique, a-t-il assuré. Elle représente ce que nous sommes, en tant qu'États-Unis. Je ne diaboliserai donc jamais les immigrants. Je ne ferai jamais référence aux immigrants comme des personnes « empoisonnant le sang » d'un pays. » Une formule incendiaire de Donald Trump. La possibilité de requérir l'asile est inscrite dans le droit international, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948. ■

PIOTR SMOLAR

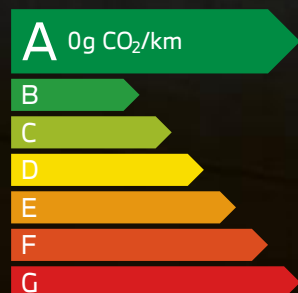


T H E i7



100% ÉLECTRIQUE

The = La
Consommation d'énergie électrique de la BMW i7 : 18,5 à 21,7 kWh/100 km. Autonomie en mode électrique : 538 à 624 km. Autonomie en mode électrique en ville : 574 à 695 km. Depuis le 1er septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO₂, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. BMW France, S.A. au capital de 2 805 000 € - 722 000 965 RCS Versailles - 5 rue des Hérons, 78180 Montigny-le-Bretonneux.



Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

Enquêtes de l'UE sur les liens entre Moscou et l'extrême droite

Les services de contre-espionnage s'intéressent de près aux connexions entre la Russie et des parlementaires

Sept pays de l'Union européenne (UE) enquêtent depuis l'automne 2023 sur une opération inspirée par Moscou visant à déstabiliser le scrutin européen du 9 juin et à renforcer les forces politiques pro-russes au sein du Parlement européen. Ces Etats, dont la France, ont mobilisé leurs services de renseignement, mais aussi, pour certains, leur justice pour traquer les relais de Moscou, qu'ils soient parlementaires, hommes d'affaires ou journalistes qui auraient pu diffuser contre rémunération, les diatribes anti-occidentales et financer des médias complices. Parmi eux, plusieurs personnalités de l'extrême droite française.

Le 29 mai, des forces de police belges et françaises ont perquisitionné, à Bruxelles et à Strasbourg, le domicile et les bureaux de Guillaume Pradoura, l'assistant français de Marcel de Graaff. L'élu européen est membre du Forum pour la démocratie, un parti néerlandais allié du président russe, Vladimir Poutine. Il avait occupé les mêmes fonctions auprès de Nicolas Bay – un ancien cadre du Rassemblement national (RN), aujourd'hui membre de Reconquête! – au Parlement européen, avant d'être exclu du RN, en 2019, pour une photo antisémite; puis, jusqu'en 2022, auprès de Maximilian Krah, eurodéputé d'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti d'extrême droite allemand.

La justice belge agit dans le cadre d'une enquête ouverte en avril pour « trafic d'influence, corruption passive et appartenance à une organisation criminelle ». Selon le parquet fédéral, des membres de l'institution strasbourgeoise ont été « approchés et payés » pour diffuser de la propagande russe. M. Pradoura pourrait avoir facilité les échanges entre les bailleurs de fonds prorusses et les listes d'extrême droite au Parlement européen. Les policiers ont saisi des

clés USB, des ordinateurs, des courriers et des photos à son domicile. M. Pradoura n'a pas encore été auditionné dans ce dossier.

Le travail de la justice recoupe celui du renseignement. En mars, les autorités tchèques avaient dénoncé les activités du site d'information *Voice of Europe*, enregistré à Prague, accusé d'avoir diffusé la propagande russe et corrompu des élus européens. Les services de contre-espionnage polonais avaient, eux, déclaré, le 28 mars, avoir saisi près de 100 000 euros, lors de perquisitions menées contre les réseaux pro-Poutine.

« Plus de un million d'euros »

Selon les informations réunies par un groupe de médias réunissant *Le Monde*, les quotidiens tchèque *Denik N*, polonais *Gazeta Wyborcza* et belges *Le Soir* et *De Morgen*, l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* et l'émission « Kontraste » de la chaîne allemande ARD, l'opération s'appuyait également sur deux autres sites d'information : *Visegrad Post* et *Golos.eu*; le premier est un site de référence pour l'extrême droite française, fondé en Hongrie par deux militants identitaires français : François Lavallou, dit « Ferenc Almassy », et Nicolas de Lamberterie. En 2022, M. Almassy a fourni diverses prestations pour la fondation créée par Identité et démocratie, le groupe auquel le RN est rattaché au Parlement européen. Le second site, enregistré en Russie, en 2018, affirme « lutter pour les Ukrainiens prorusses ou nés en Russie qui sont politiquement persécutés ou exposés à la haine ethnique ». Les mails pour *Golos.eu* sont dirigés vers un serveur avec une adresse IP russe.

Ces trois sites devaient servir de relais à une campagne pilotée par Viktor Medvedtchouk, un oligarque ukrainien, ami intime de Poutine, réfugié en Russie, et par son associé, Artem Martchevsky, détenteur de passeports ukrainien et



israélien, résidant en République tchèque jusqu'en mars. Les services de renseignement tchèques (BIS) disposent d'écoutes téléphoniques datant du printemps 2023 et permettant d'entendre MM. Medvedtchouk et Martchevsky discuter de l'« Euro-projet » incluant ces trois sites d'information. L'opération aurait coûté, au minimum, « plus de un million d'euros », selon le BIS.

L'opération aurait débuté avec *Voice of Europe* en Pologne. Oleg Volochine, député ukrainien du parti d'opposition Pour la vie, qualifié par le gouvernement de Kiev de « VRP du Kremlin », et M. Medvedtchouk, dont les chaînes de télévision en Ukraine ont été fermées, en 2021, pour propagande prorusse, auraient chargé M. Martchevsky, au printemps 2023, de créer, de Prague, le « nouveau réseau prorusse ». M. Medvedtchouk aurait financé le projet. « Deux personnes, de nationalité russe, auraient convoyé de l'argent de Moscou », dit la synthèse du BIS. Les deux hommes avaient refusé,

**Des eurodéputés
auraient été
« approchés
et payés »
pour diffuser
de la propagande
russe**

lors de l'affaire *Voice of Europe*, toutes les allégations retenues contre eux.

Toujours selon ce document tchèque, Petr Bystron, pilier de l'AfD allemande, aurait été associé par M. Martchevsky au choix des élus européens et des assistants à solliciter pour relayer la parole de Moscou contre rémunération. Deux enregistrements de M. Bystron, l'un réalisé dans une voiture, l'autre dans les locaux de *Voice of Europe*, attesteraient de discussions avec M. Martchevsky au sujet de rétributions financières en faveur d'élus, notamment de l'AfD.

Néanmoins, si les services de renseignement disposent d'enregistrements et, si le BIS tchèque fait état de « transferts », en particulier entre MM. Bystron et Martchevsky, il ne semble pas, pour l'heure, exister de preuves assurant que les huit parlementaires cités ont reçu des fonds. Les enquêteurs poursuivent les investigations sur les contacts ayant existé avec les eurodéputés Maximilian Krah, Marcel de Graaff et le Croate Ladislav Ilcic (parti d'extrême droite chrétienne Souverainistes croates).

Ils cherchent également à faire la lumière sur les liens entre ce réseau prorusse et le député européen français Nicolas Bay, de Reconquête!, dont le nom apparaît dans certaines écoutes téléphoniques. Avant de rejoindre Eric Zemmour, M. Bay avait été chargé par Marine Le Pen de gérer les relations avec les alliés européens jus-

qu'en 2019. A ce titre, il coprésidait le groupe au sein duquel siégeait le RN avec Marcel de Graaff, qui a embauché par la suite son ancien assistant parlementaire, M. Pradoura. Il entretient également des relations suivies avec M. Ilcic, invité, en mars 2024, au lancement de campagne de Reconquête!.

Interrogé par *Le Monde*, M. Bay assure avoir découvert *Voice of Europe* lorsque l'affaire est sortie dans la presse. « C'est complètement farfelu, a-t-il dit. Je n'ai rencontré M. Medvedtchouk qu'une fois, en 2018, au Parlement, lors d'un colloque sur la situation en Ukraine où il défendait une position russophile. Mon dernier voyage à Prague remonte à 2019 avec Marine [Le Pen] pour la campagne des européennes. »

Aucune poursuite pour l'heure

Il assure n'avoir jamais été sollicité pour défendre la parole du Kremlin contre des versements. « Je n'ai jamais été en contact avec ces gens, ils ne m'ont jamais rien proposé, a-t-il ajouté. Quand j'ai été en déplacement, je n'ai jamais rien caché. Contrairement à certains députés monothématiques, je vais dans toutes les zones du monde. » Il dit ne pas être inquiet des suites de l'enquête visant M. Pradoura, et avoir été interviewé « à deux ou trois reprises » par M. Almassy, du site *Visegrad Post*.

Joint par *Le Monde*, le 31 mai, M. Pradoura a nié tout versement et déclaré : « Je n'ai aucun commentaire à faire pour le moment. Je suis

un militant politique. Je rencontre beaucoup de gens. Cela ne fait pas de moi un complice. Je répondrai publiquement à ces accusations après les européennes du 9 juin. » Les élus cités dans l'enquête belge ou dans celles des services de renseignement ne font, pour l'instant, pas l'objet de poursuites.

M. Bystron, contacté par *Die Zeit*, a démenti les accusations le visant. « Je n'ai jamais reçu d'argent en lien avec *Voice of Europe* ou Prague, ni d'aucun Ukrainien, Russe ou autres », a-t-il dit. M. de Graaff, lui, s'est déclaré « choqué » de ne pas avoir été informé à l'avance des perquisitions visant son assistant parlementaire, ajoutant que lui et ses pairs avaient choisi de ne « pas tenir compte de l'hégémonie occidentale » et niant connaître ou avoir entendu parler d'Artem Martchevsky. Ce dernier, par son avocat, a nié toute remise d'argent à M. Bystron.

MM. Lavallou (Almassy) et de Lamberterie n'ont pas souhaité répondre au *Monde*. Installés en Hongrie depuis plusieurs années, les deux fondateurs de *Visegrad Post*, en 2016, sont associés au pouvoir hongrois. Leur site entend ausculter l'actualité des pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) d'une manière favorable à la droite radicale. M. de Lamberterie est devenu proche de Laszlo Toroczkaï, chef du Mi Hazank Mozaïom, un parti d'extrême droite. ■

JACQUES FOLLOROU
ET CLÉMENT GUILLOU

La Russie « cartographie les points faibles dans les pays cibles »

Les incidents visant les pays scandinaves, la Finlande et les trois Etats baltes se multiplient. Des experts prônent une action coordonnée

MALMÖ (SUÈDE) -
correspondante régionale

Vers 3 heures du matin, le 23 mai, deux bateaux avancent sur le fleuve Narva, qui sépare l'Estonie de la Russie. A bord, quatre hommes encagoulés. Ils se mettent à repêcher les balises installées par l'Etat balte pour orienter les pêcheurs et leur éviter de pénétrer dans les eaux russes. Les gardes-frontières estoniens, qui filment la scène, décident de ne pas intervenir, de peur d'aggraver la situation. Mais, pour Tallinn, cela ne fait aucun doute : Moscou est responsable. Le chargé d'affaires russes est convoqué par le ministre des affaires étrangères, Margus Tsahkna.

« Cet incident frontalier s'inscrit dans un contexte plus large de comportement provocateur et d'actions hybrides de la part de la Russie, y compris sur ses frontières maritimes et terrestres dans la région de

la mer Baltique », constatait, le lendemain, le chef de la diplomatie européenne, Joseph Borell, dans un communiqué, dans lequel il ajoutait que « de telles actions [étaient] inacceptables ».

La veille de l'affaire des balises, le 22 mai, c'est un prétendu décret, publié par le Kremlin sur Internet, qui a mis la région en émoi : il prévoit de modifier unilatéralement les frontières maritimes de la Russie avec la Finlande et la Lituanie.

Cependant, à peine les médias russes en avaient-ils fait écho que le lien vers le texte disparaissait. At-il été publié par erreur, ou avec l'intention de tester les réactions des pays voisins? Le ministre des affaires étrangères lituanien, Gabrielius Landsbergis, a réagi : « Une nouvelle opération hybride russe est en cours, cette fois-ci pour tenter de répandre la peur, l'incertitude et le doute quant aux intentions [de Moscou] en mer Baltique ». Côté finlandais, la prudence

est de mise, même si les experts y voient une tentative de déstabilisation. Le président, Alexander Stubb, appelle à réagir « calmement et à se baser sur des faits », tandis que la cheffe de la diplomatie finlandaise, Elina Valtonen, rappelle que « la distraction est aussi un moyen d'influence hybride. La Finlande ne se laissera pas distraire », affirme-t-elle.

« Affaiblir l'ordre international »

Ces ingérences russes dans la région se sont multipliées ces derniers mois. Dans un rapport publié le 27 mai intitulé « Traquer la guerre hybride russe », des chercheurs des quatre pays scandinaves, de la Finlande et des trois Etats baltes, spécialistes des questions de sécurité, recensent ces incidents, dans les huit pays, désormais tous membres de l'OTAN.

Peu important les modalités, la méthode est toujours la même, constatent-ils : la Russie « recher-

che et cartographie les points faibles et les lignes de fracture dans les pays cibles ». L'objectif « est de défaire et d'affaiblir l'ordre international dominé par l'Occident et fondé sur des règles que le Kremlin considère comme une menace pour ses ambitions de grande puissance ».

En février 2023, par exemple, le site de l'aéroport de Copenhague est la cible d'une attaque par déni de service (DdoS), rendant un service inaccessible par saturation de requêtes. Puis, plusieurs hôpitaux et des universités danoises sont à leur tour touchés, suivis de la compagnie nationale de chemins de fer et de différents médias. L'attaque, qui frappe aussi des sites suédois, est revendiquée sur Telegram par un groupe de hackers baptisé « Anonymous Sudan ». L'actualité est alors marquée par les autodafés du coran, organisée dans les deux pays par un citoyen dano-suédois. « Dans ce contexte, un groupe de pirates

religieux pouvait sembler plausible », constate Jeanette Serritzlev, analyste au Collège royal de défense danois. Sauf qu'en réalité l'enquête démontre que les hackers opèrent depuis la Russie.

En Lettonie, des responsables politiques sont victimes de canulars téléphoniques. Leurs auteurs, deux comédiens russes, baptisés « Vovan » et « Lexus », arrivent même à piéger le premier ministre, Arturs Krisjanis Karins, en septembre 2023. Rien de grave, si ce n'est que « le résultat de ces actions soutient les intérêts du Kremlin », affirme Ieva Berzina, chercheuse au Centre d'études stratégiques et de sécurité de l'Académie nationale de défense de la Lettonie.

Car ces canulars ridiculisent les responsables occidentaux et les déstabilisent, sans compter que leurs auteurs peuvent « tenter d'influencer le comportement de leurs cibles dans l'intérêt d'une politique étrangère malveillante », note

M^{me} Berzina. Le rapport mentionne aussi les actes de vandalisme contre les voitures du ministre de l'intérieur estonien et du rédacteur en chef du site d'information *Delfi*, le 8 décembre 2023, devant leur résidence. Il évoque l'attaque contre la statue du résistant lituanien Adolfas Ramanauskas, le 8 mai 2023, ainsi que les manœuvres de l'église orthodoxe en Suède et sur l'archipel de Svalbard visant à déstabiliser les populations, et le brouillage des signaux GPS dans la région.

Autant d'incidents montrant, selon les chercheurs, que la Russie est prête à « utiliser toute la panoplie d'un Etat autoritaire [sans] scrupules juridiques ou moraux ». En plus de recommander l'« attribution publique » de ces ingérences, ils suggèrent que les huit pays se rassemblent pour coordonner leurs réponses et ainsi renforcer la dissuasion. ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

Israël : Nétanyahou désespère les familles d'otages

Officiellement, 43 captifs sont morts. En réalité, sur 124, à peine une moitié d'entre eux sont présumés vivants

JÉRUSALEM - correspondant

Dans des bureaux, à Bnei Brak, une banlieue religieuse de Tel-Aviv, plus d'une centaine de militaires israéliens tiennent depuis sept mois une comptabilité macabre. Sous l'autorité du général de réserve Nitzan Alon, en étroite coopération avec les forces spéciales et la division de recherche et des unités d'élite du renseignement militaire, ils rassemblent des preuves de vie, mais aussi des indices qui permettraient d'attester de décès parmi les 124 otages encore détenus par le Hamas palestinien, après leur enlèvement le 7 octobre 2023.

Lundi 3 juin, l'armée a mis une nouvelle fois ce décompte à jour, en annonçant la mort de quatre d'entre eux, dont les corps demeurent à Gaza. Il s'agit d'un citoyen israélien et britannique, Nadav Popplewell, et de trois octogénaires capturés au kibboutz Nir Oz. L'un d'eux, Amiram Cooper, avait contribué à fonder en 1955 cette collectivité agricole.

Profondes divergences

Cette annonce accroît la pression sur le gouvernement israélien, qui se déchire à propos d'une nouvelle proposition de cessez-le-feu, supposée permettre de libérer au moins une partie des otages. Des proches de captifs et leurs soutiens ont manifesté, lundi soir, à Jérusalem et à Tel-Aviv, bloquant la voie rapide qui fend la cité blanche du nord au sud. La mère d'un otage encore détenu à Gaza, Einat Zangauker, en a tiré une conclusion sans appel : « *Voilà le résultat de la pression militaire. Nous les récupérons morts.* »

Selon l'armée, les quatre otages ont succombé à Khan Younés, entre février et avril, alors qu'une division israélienne réduisait en ruines cette ville, située à moins de 10 kilomètres de Nir Oz. Les soldats s'engageaient aussi dans une partie du réseau de tunnels aménagé par le Hamas sous le bâti. Leurs officiers n'avaient presque aucun espoir d'y libérer des otages par la force. Mais ils affirmaient que cette pression devait contribuer à contraindre le

mouvement palestinien à libérer ses captifs, à la faveur d'un cessez-le-feu, qui se fait encore attendre. L'enquête de l'armée se poursuit, afin de déterminer les circonstances exactes de ces décès.

En sept mois de guerre, Israël a annoncé la mort de 43 otages, victimes de blessures subies le 7 octobre ou de leurs conditions de détention, tués par le Hamas ou par des bombardements et des tirs de l'armée de l'Etat hébreu. En réalité, ce bilan est plus grave : de source israélienne, à peine une moitié des 124 captifs à Gaza sont présumés vivants. Cela pousse un nombre croissant de familles à désespérer de leur gouvernement, craignant que celui-ci ne sacrifie leurs proches afin de ne pas interrompre la guerre.

« *Elles ont cru jusqu'en janvier, peut-être, à ce que leur disait [le premier ministre, Benjamin] Né-*

tanyahou lorsqu'il les rencontrait. Mais il ne parvient plus à les apaiser. Il devient évident pour de plus en plus d'entre elles qu'il n'est intéressé que par sa survie politique », estime une source proche des négociateurs israéliens. Mardi, dans une interview au magazine *Time*, le président américain, Joe Biden, a estimé, sans s'engager personnellement, que ces critiques avaient « *toutes les raisons de croire* » que M. Nétanyahou prolongeait la guerre afin de se maintenir au pouvoir.

En dépit de l'immense solidarité que les proches des otages suscitent en Israël, ceux-ci ont échoué à présenter un front uni et « *une stratégie cohérente* », constate cette source proche des négociateurs. « *Leur "quartier général" est aujourd'hui un corps disjoint, qui ne produit qu'une lutte sporadique.* » Certains soutiennent le

gouvernement et privilégient l'effort de guerre à la survie de leurs proches. Mais leurs divisions sont plus profondes. « *Il y a des divergences inhérentes entre ceux qui espèrent que leurs proches sont encore vivants et ceux qui savent qu'ils ont été tués et veulent récupérer les corps*, précise cette source. *Tout comme entre les familles des soldats [qui ne seraient libérés que dans la seconde phase, hypothétique, d'un éventuel accord] et les autres, entre les proches des femmes et des hommes, des vieux et des jeunes...* »

Face à la pression de ceux qui s'expriment encore, le gouvernement a fini par montrer son impatience. Le 30 mai, une réunion avec le conseiller à la sécurité nationale, Tzachi Hanegbi, s'est achevée en esclandre. Selon la chaîne 12, que le bureau de M. Hanegbi n'a pas démentie, ce

dernier a estimé auprès de plusieurs familles qu'une première phase dite « *humanitaire* » d'un cessez-le-feu pourrait s'ouvrir « *dans quelques mois* », afin de faire libérer une vingtaine d'otages, en échange de prisonniers palestiniens. Les parents d'otages craignent que le gouvernement se contente de cette première phase et maintienne les troupes de Gaza. « *Je ne crois pas que ce gouvernement parviendra à mener l'accord à son terme* », aurait avancé M. Hanegbi.

L'espoir vient des Etats-Unis

Ces proches placent désormais leurs espoirs dans la pression américaine, depuis que le président Joe Biden a lui-même dévoilé les grandes lignes d'une nouvelle proposition israélienne d'accord, le 31 mai. Washington s'emploie à limiter les marges de

Des familles ont obtenu la signature de 70 députés sur 120 en soutien à la proposition de cessez-le-feu

manœuvre de M. Nétanyahou, soupçonné par plusieurs sources proches des négociateurs d'avoir « *saboté* » leurs efforts après avoir accepté de mauvaise grâce de précédents projets d'accords. Lundi, M. Biden a lui-même annoncé à l'émir du Qatar, médiateur privilégié de ces pourparlers, qu'Israël était prêt à négocier sur le texte qui lui avait été transmis dans la journée.

Des familles d'otages cherchent à appuyer cette pression : mardi, elles ont obtenu la signature de 70 députés israéliens sur 120 en soutien à la proposition de cessez-le-feu de l'Etat hébreu. La veille, certaines avaient tenté de poursuivre des membres de la coalition au pouvoir dans les couloirs de la Knesset. Le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, avait dû faire intervenir les gardes.

Les militants souhaitaient confronter ce suprémaciste, partisan d'un nettoyage ethnique à Gaza, après qu'il a menacé de démissionner et de provoquer des élections anticipées si le gouvernement négociait un tel accord. Ilana Gritzewsky, libérée par le Hamas lors du cessez-le-feu de novembre 2023, lui a lancé : « *Je suis assez bonne pour vivre dans un tunnel, mais pas assez pour que tu me reçoives ? C'est ta faute si les otages ne sont pas là. Le sang est sur tes mains. Tu aurais pu me tuer moi aussi. Où est-ce que tu t'enfuis ?* »

Itamar Ben Gvir court lui-même après son premier ministre, sans plus de succès. Il a patienté dans son bureau, lundi, et affirmé avoir échoué à obtenir des collaborateurs de M. Nétanyahou le texte du compromis proposé au Hamas, au moment même où celui-ci était transmis aux autorités qataries. ■

LOUIS IMBERT

Les Etats-Unis et l'Europe divisés sur le nucléaire iranien

Les Européens s'inquiètent des progrès réalisés par Téhéran, mais Washington ne veut pas aggraver les tensions

Quelle attitude avoir à l'égard de l'Iran, afin de sanctionner les progrès de son programme nucléaire, en pleine guerre entre Israël et le Hamas ? La question anime les débats du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne. Contre l'avis des Etats-Unis, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont déposé ensemble, lundi 3 juin, à l'ouverture de la session, un projet de résolution, afin de dénoncer l'attitude de Téhéran. Le texte est soumis au vote jeudi 6 juin.

La résolution a toutes les chances d'être adoptée par les trente-cinq pays représentés au Conseil des gouverneurs. S'il est possible que les Etats-Unis se rallient finalement à la majorité, les discussions préliminaires ont mis en lumière de fortes différences d'approche entre les deux rives de l'Atlantique. D'un côté, Washington cherche à éviter toute escalade avec l'Iran dans le contexte du conflit israélo-palestinien, bien que le régime des mollahs avance dans son programme, selon les Occidentaux. L'adminis-

tration Biden se garde d'ailleurs de faire le moindre commentaire public sur la question.

Pour les Européens, il est au contraire nécessaire de distinguer les urgences afin de mettre la pression sur Téhéran, en dépit des risques de conflit régional. Au fond, les capitales européennes soupçonnent aussi l'administration Biden de tout faire pour que le dossier ne s'invite pas dans la campagne de l'élection présidentielle de novembre. Donald Trump reste adepte de la « *pression maximale* » à l'égard de l'Iran, alors que son successeur démocrate Joe Biden, a longtemps espéré, en vain, ressusciter l'accord international censé encadrer les activités nucléaires du pays, avant que celui-ci soit dénoncé unilatéralement par l'ex-président républicain en 2018.

« Urgence à réagir »

Tandis que Téhéran accumule la matière fissile enrichie, les représentants de Londres, Paris et Berlin (E3) invoquent « *l'urgence à réagir devant la gravité de la situation* ». En mars, les trois gouvernements avaient renoncé à préparer

une telle résolution, en raison, déjà, des réserves de Washington. Mais ils considèrent désormais que le coût de l'inaction serait plus lourd que le risque d'escalade dans la région.

L'idée est plutôt d'intensifier la pression diplomatique sur Téhéran, précisément dans le contexte du conflit israélo-palestinien, après l'offensive menée contre Israël par l'Iran, mi-avril, pour riposter contre la destruction de son consulat à Damas. Les diplomates européens considèrent que l'Iran a alors cherché à « *contourner par le bas* » la dissuasion d'un pays doté de l'arme nucléaire, à l'occasion de cette attaque massive, mais déjouée, de drones et de missiles. Une opération inédite qui s'ajoute aux activités de déstabilisation opérées dans la région par des milices proches du régime : le Hamas, mais aussi le Hezbollah au Liban, et les houthistes au Yémen. « *Il est donc nécessaire de rétablir une forme de rapport de force de la dissuasion, en se concentrant, au sein de l'AIEA, sur le volet nucléaire* », juge un diplomate.

Lors d'un appel au premier ministre israélien, Benjamin Néta-

nyahou, mardi, Emmanuel Macron a fait état de sa « *vive inquiétude quant à la trajectoire du programme nucléaire iranien* », selon l'Elysée. Il a souligné que « *la France, avec ses partenaires internationaux, ferait pression sur le régime iranien pour qu'il respecte ses obligations internationales.* »

Période d'incertitude

La résolution préparée par les Européens cherche avant tout à mettre Téhéran face à ses responsabilités vis-à-vis de l'AIEA. Elle pointe la présence inexploquée de traces d'uranium sur deux sites non déclarés, en violation des engagements pris envers l'agence. « *Il est essentiel et urgent* » que Téhéran fournisse des raisons « *techniquement crédibles* », insiste le texte. A ce sujet, un « *rapport complet* » pourrait être demandé au directeur général de l'AIEA, Rafael Grossi.

Au premier jour de la réunion, ce dernier a évoqué les « *lacunes* » dans la surveillance des activités nucléaires, du fait de la forte restriction des inspections depuis 2021. Il a également jugé « *inacceptables* » les récentes déclarations

publiques de responsables iraniens sur une possible évolution de leur doctrine nucléaire, afin d'en assumer la vocation militaire.

La dernière visite de M. Grossi en Iran, début mai, n'a donné aucun résultat. Quelques jours plus tard, la mort du président iranien, Ebrahim Raïssi, tué le 19 mai dans le crash de son hélicoptère, a ouvert une période d'incertitude, dans la perspective des élections organisées pour désigner son successeur, le 28 juin. Mais le patron de l'AIEA se dit prêt à retourner à Téhéran pour relancer les échanges avec les responsables du pays.

L'Iran a déjà prévenu : « *Si certains pays européens malavisés adoptent une position hostile (...), ils feront face à une réponse sérieuse et efficace de notre pays* », a écrit sur le réseau X, samedi, l'amiral Ali Shamkhani, conseiller politique du Guide suprême, Ali Khamenei. Quant à la Russie, elle juge que cette « *résolution anti-iranienne (...)* ne peut qu'aggraver la situation », selon l'ambassadeur russe à Vienne auprès de l'AIEA, Mikhaïl Oulianov. ■

PHILIPPE RICARD

MOYEN-ORIENT

La Slovénie reconnaît l'Etat de Palestine

Le Parlement slovène a voté, mardi 4 juin, un décret reconnaissant l'Etat de Palestine, la coalition au pouvoir ayant décidé de passer en force et de rejeter une motion de l'opposition. Une semaine après l'Espagne, l'Irlande et la Norvège, le petit pays alpin a franchi le pas après moult rebondissements. Le décret a été approuvé par 52 voix sur les 90 sièges, l'opposition ayant boycotté la séance à l'exception d'un député qui s'est abstenu. – (AFP)

GÉORGIE

Nouveau projet de loi controversé contre la « propagande LGBT »

Le parti au pouvoir en Géorgie a annoncé, mardi 4 juin, l'introduction d'une proposition de loi visant à interdire la « propagande LGBT » dans l'enseignement et à la télévision, qui vient peu après l'adoption d'une autre législation controversée sur l'« influence étrangère » inspirée de la législation russe. Au pouvoir depuis 2012, le parti Rêve géorgien a renforcé ces deux dernières années son virage conservateur, accusant l'Occident de saper les « *valeurs traditionnelles* ». – (AFP)

Turquie : les maires kurdes dans le viseur d'Erdogan

Deux mois après le scrutin, les édiles prokurdes élus dans le sud-est du pays sont menacés de destitution

REPORTAGE

BATMAN, DIYARBAKIR ET VAN
(TURQUIE) - envoyé spécial

La nouvelle s'est propagée comme une traînée de poudre et n'a pas fini de soulever des remous. Lundi 3 juin, à peine deux mois après les élections municipales en Turquie, le ministère de l'intérieur a annoncé, dans la matinée, la destitution de Mehmet Siddik Akis, le maire prokurde de gauche de Hakkari, une ville de l'extrême sud-est du pays, pour « appartenance à une organisation armée terroriste » et son remplacement par le gouverneur. L'édile a été placé en garde à vue.

L'annonce a immédiatement suscité l'indignation de son parti, le Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (DEM, anciennement HDP), et de toute l'opposition. Des manifestations ont éclaté à Diyarbakir, Batman et Hilvan. Un appel à des veillées devant les 78 mairies remportées par le DEM dans la région a aussi été lancé. A Hakkari, où les autorités ont interdit toute manifestation pendant dix jours, plusieurs élus des villes alentour ont appelé à une marche.

Le président du Parti républicain du peuple (CHP), Özgür Özel, a annoncé, sur son compte X, rejeter une décision qui « se base sur une affaire vieille de dix ans, et qui est toujours en cours ». Une délégation de son parti avec plusieurs députés s'est rendue mardi sur place.

De son côté, Ahmet Davutoglu - ministre des affaires étrangères, puis premier ministre entre 2014 et 2016 - a indiqué que « désigner un kayyum [administrateur d'Etat] à la mairie de Hakkari est une pratique totalement antidémocratique ». Pour l'ancien lieutenant du président Recep Tayyip Erdogan, « on vient tout juste de sortir de l'élection du 31 mars. Si le maire arrêté est coupable alors pourquoi l'avoir autorisé à participer à l'élection ? Mettre un kayyum, c'est mettre la volonté des électeurs sous hypothèque et encourager, sur le terrain, l'organisation terroriste ».

« Atteinte à la liberté de vote »

Aux micros des journalistes, Gulistan Kilic Kocyigit, la vice-présidente du groupe parlementaire DEM, la troisième force au Parlement, a affirmé que « cette illégalité ne vise pas seulement les habitants de Hakkari ou le DEM, c'est une atteinte à la liberté de vote ». L'ancien coprésident de la formation, Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016, a été condamné en mai à quarante-deux ans de prison, notamment pour atteinte à l'unité de l'Etat.

Commentant la destitution du maire de Hakkari, le journaliste Deniz Zeyrek du quotidien natio-



naliste d'opposition Sözcü, a tenu à ajouter que cette décision « signifie que des enquêtes sont actuellement menées contre tous les maires [DEM], et que progressivement des administrateurs seront nommés pour chacun d'eux ».

De fait, la destitution du maire de Hakkari est la première d'un maire prokurde depuis ces élections municipales à l'issue desquelles la formation du président, le Parti de la justice et du développement (AKP), avait enregistré son revers le plus cuisant depuis son arrivée au pouvoir il y a vingt-deux ans. A partir de 2015, année de la reprise de la guerre contre le mouvement kurde, et après les municipales de 2019, la quasi-totalité (143 sur 167) des édiles du

parti prokurde, élus démocratiquement lors des deux précédents scrutins, ont été déçus, le plus souvent arrêtés, parfois jugés et condamnés. Les bâtiments municipaux, eux, ont été réquisitionnés par l'Etat. Autant de coups de force justifiés, de façon répétée, par Ankara en raison des liens supposés entre les élus et la rébellion du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre le pouvoir turc.

Encore à Van, au lendemain du scrutin du 31 mars, la commission électorale avait tenté d'invalidier le vote au profit du candidat AKP, arrivé près de 30 points derrière le DEM, provoquant, déjà, un vent de colère qui avait fait descendre dans la rue, les 1^{er} et 2 avril, des di-

zaines de milliers d'électeurs. Une colère d'autant plus irrépressible que l'ensemble des quatorze arrondissements de cette ville, majoritairement kurde, de plus de 1,1 million d'habitants avaient, pour la première fois, plébiscité le parti prokurde. Les mobilisations se sont alors propagées dans tout le sud-est, et même à Istanbul, en signe de solidarité. Au point de faire reculer les autorités, qui ont finalement validé l'élection.

Ardoise colossale

« Nous avons indiscutablement vécu une solidarité nouvelle, a expliqué au Monde, fin mai, Neslihan Sedal, jeune co-maire de Van - une règle imposée au sein du parti prokurde depuis 2014 par souci de parité - avec Abdullah Zeydan. Pour la première fois, droite et gauche s'étaient rassemblées pour défendre nos droits. Les citoyens se sont élevés contre l'injustice et tout ce qu'ils ont perçu comme une usurpation de nos biens communs. »

Comme quasiment partout ailleurs dans la région, l'édile a succédé à un kayyum. Passé l'euphorie du triomphe électoral et de sa validation par les autorités, Neslihan Sedal et son co-maire ont installé leurs équipes et repris progressivement possession des lieux. Du moins ce qu'il en reste. Dans toutes les villes ainsi récupérées par le DEM, audits et inventaires ont été lancés pour vérifier les comptes et l'état du propriétaire. Et partout,

un même constat : les administrateurs d'Etat ont laissé une ardoise colossale, creusé la dette du budget municipal et transféré en grande partie les ressources des villes à l'Etat ou à des tiers.

Avec un trou de 9 milliards de livres turques (environ 256 millions d'euros), Van est ainsi devenue une des villes les plus endettées de Turquie. « Nous avons sollicité des reports de crédits et une enveloppe supplémentaire auprès de l'Etat, mais vu la politique d'austérité engagée par le gouvernement, il y a peu de chance que nous soyons entendus », poursuit la jeune élue. Une demande d'audit a été envoyée, à Ankara, auprès de la Cour des comptes ; aucun retour n'a pour le moment été enregistré à la mairie.

Le même son de cloche émane de la mairie de Diyarbakir, la capitale régionale, elle aussi à forte majorité kurde avec son 1,8 million d'habitants et largement remportée par le DEM. Pour Dogan Hatun, co-maire avec Serra Bucak, les élections de mars ont été autant de signes du discrédit de la politique de l'Etat. « A regarder les résultats de près, ces années de kayyum ont fait plus de tort au pouvoir en place qu'à nous », nous a expliqué l'édile, rappelant que les candidats du gouvernement ont quasiment perdu la moitié de leur électorat dans les différentes circonscriptions.

« Les gens ont compris le côté factice de ce système d'administrateurs venus d'ailleurs, totalement

« Pour la première fois, droite et gauche s'étaient rassemblées pour défendre nos droits »

NESLIHAN SEDAL
jeune co-maire de Van

éloignés des préoccupations locales, dit-il. Ils ont fermé et barricadé la mairie, démantelé toute sa structure administrative, supprimé toute référence kurde, détourné les ressources. » L'élue de rappeler la crise économique, qui n'en finit pas de frapper, et plus particulièrement encore ce sud-est kurde du pays. Près de 320 000 jeunes de l'agglomération sont sans emploi, selon ses chiffres. Ces deux dernières années, d'après l'Institut turc des statistiques (TÜİK), Diyarbakir a été classée comme « ville la plus triste » du pays.

« La sanction des urnes a été forte », souligne le maire, ajoutant d'un ton prémonitoire : « Est-ce que cela empêchera pour autant l'Etat d'avoir à nouveau recours à ce procédé pour écarter les maires élus ? Le risque est bien là. »

A 31 ans, Gulistan Sönük est peut-être le visage le plus éclatant de la victoire de l'opposition kurde dans ce sud-est turc aux dernières élections. Avec 64,5 % des voix, elle est devenue la première femme à la tête de la mairie de Batman, une ville conservatrice de 650 000 habitants, longtemps marquée par le souvenir d'une série de suicides de jeunes filles dans les années 1990. Elle est aussi devenue l'édile la mieux élue des 81 capitales de province que compte le pays.

« Pillage quasi systématique »

Née dans un village alentour, où elle fut la première à fréquenter un lycée et à pousser les portes d'une université, la jeune maire a devancé de près de 50 points son adversaire direct. L'homme, candidat local du Huda Par, un parti islamiste radical kurde, soutien du gouvernement à Ankara, connu surtout pour ses violentes diatribes contre les droits des femmes et l'égalité de genre, a obtenu 15,7 % des suffrages.

Le symbole est d'autant plus fort que Gulistan Sönük succède, elle aussi, à un de ces administrateurs imposés par le pouvoir central. « Ici, nous avons eu, sur les dix dernières années, huit gérées par un pillage quasi systématique des ressources municipales », explique-t-elle. L'endettement a atteint près de 4 milliards de livres turques, soit plus de 80 % du budget de la ville. Des locaux ont été cédés, des terres et des parcs, appartenant à la mairie, vendus.

« Ils ont pris tout ce qui était possible de prendre, souligne-t-elle. Mais le pire est qu'ils ont supprimé toutes les structures d'aides et de soutien à la population locale. Ces dernières années ont vu une recrudescence des usages de la drogue par les jeunes, une augmentation de la prostitution et surtout un regain, à nouveau, des suicides et des violences faites aux femmes. » Quelques jours encore avant le scrutin municipal, le centre Selis de solidarité et d'aide aux femmes a été fermé et le bâtiment loué pour vingt-cinq ans, moyennant une redevance d'à peine 1500 livres turques par an.

« Des recours et procédures judiciaires sont en cours d'évaluation », souffle-t-elle, avant d'ajouter, un brin philosophe : « Ce n'est pas en gagnant une élection municipale que le printemps arrive. » La destitution du maire de Hakkari vient, crûment, de le rappeler. ■

MARIE JÉGO

NICOLAS BOURCIER

Ankara menace de nouveau les Kurdes syriens

LA TURQUIE voit d'un très mauvais œil le projet de l'administration kurde d'organiser, le 11 juin, des élections municipales en Syrie dans les provinces sous son contrôle au nord et à l'est du pays. « Il n'est pas possible d'accepter une telle situation », a déclaré Yasar Güler, le ministre turc de la défense, lundi 3 juin. Pour lui, cette initiative est une étape vers la création d'une entité kurde autonome aux marches de la Turquie, ce qui la rend « inacceptable ».

Sans entrer dans les détails, le général Güler a réitéré la volonté de son pays d'établir une « zone de sécurité » en Syrie et en Irak afin de contrer la menace posée par les militants kurdes. « Nous n'accepterons aucun fait accompli au détriment de notre sécurité nationale et de l'intégrité territoriale de nos voisins », a-t-il conclu.

Ce scrutin est un chiffon rouge pour la Turquie car l'organisation politico-militaire kurde les Unités de protection du

peuple (YPG) à son initiative est vue par Ankara comme une succursale du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, autonomiste), fondé par des Kurdes de Turquie en 1978. Or, le PKK, qui a mené, des années durant, une insurrection armée contre l'Etat turc, est considéré comme une organisation terroriste non seulement par Ankara, mais aussi par l'Union européenne, le Canada et les Etats-Unis.

« Nous n'hésiterons pas à agir »

En Syrie pourtant, les YPG sont organisés et puissants. Soutenus par les Etats-Unis dont ils ont été les meilleurs alliés contre l'organisation Etat islamique, ils ont pu établir une administration autonome dans les zones qu'ils contrôlent, à Rakka, à Hassaké, à Deir ez-Zor, où ils gèrent des installations pétrolières, ainsi que dans une partie de la région d'Alep. Un début d'autonomie qui irrite les dirigeants turcs. Ce soutien américain est

depuis des années la principale pomme de discorde entre Ankara et Washington.

C'est pour chasser les combattants kurdes, jugés menaçant pour son intégrité, que la Turquie a mené plusieurs opérations au nord de la Syrie entre 2016 et 2022, ce qui lui a permis de prendre le contrôle d'une large portion de territoire. Une « zone de sécurité » a été créée, de plusieurs centaines de kilomètres de long, sur une profondeur de trente kilomètres. Ces terres sont désormais administrées par Ankara. La nouvelle intervention viserait à prolonger cette bande de terre plus loin vers l'est, en Syrie et en Irak, où le PKK est implanté depuis des années, notamment dans son nid d'aigle des monts Qandil, entre le Kurdistan iranien et le Kurdistan irakien.

La Turquie n'hésitera pas à intervenir, c'est ce qu'a laissé entendre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, jeudi 30 mai. « Nous suivons de près les actions

agressives menées par l'organisation terroriste contre l'intégrité territoriale de notre pays et de la Syrie sous le prétexte d'une élection », a-t-il déclaré lors d'un discours prononcé devant des militaires. « Nous avons fait ce qu'il fallait par le passé face au fait accompli. Nous n'hésiterons pas à agir de nouveau si nous sommes confrontés à la même situation », a-t-il martelé.

L'intervention n'est peut-être pas pour demain, mais les drones turcs ciblent sans relâche les infrastructures et les militants des YPG en Syrie et du PKK en Irak. Lundi 3 juin, deux membres des forces kurdes de sécurité ont été tués par une frappe de drone non loin de Kobané, en Syrie. Vendredi 31 mai, des drones turcs ont tué quatre responsables kurdes et blessé onze civils à Qamishli dans la province d'Hassaké, contrôlée par les YPG. ■



50 ANS D'UN PARTENARIAT UNIQUE POUR CHANGER DURABLEMENT L'AVIATION



En 1974, Safran et GE Aerospace créaient leur société commune, CFM International. Ce partenariat unique a donné naissance à un leader aéronautique mondial : toutes les deux secondes, un avion propulsé par des moteurs CFM décolle dans le monde. Aujourd'hui, les deux partenaires développent la prochaine génération de moteurs disruptifs qui contribueront à la décarbonation de l'aviation.

PEWMA 2014 Photo: SAFRAN - Shutterstock



*CFM International est une société commune 50/50 entre Safran Aircraft Engines et GE Aerospace

A Pékin, des familles de victimes commémorent Tiananmen

A Hongkong, plusieurs personnes ont été arrêtées avant le 4 juin, date anniversaire du massacre des étudiants chinois

PÉKIN - correspondant

Dans le monde de silence qu'impose la Chine sur la sanglante répression, il y a trente-cinq ans, du mouvement de Tiananmen, quelques familles de victimes se sont malgré tout rassemblées, mardi 4 juin, au cimetière Wanan, au nord-ouest de Pékin. Elles s'y sont rendues, suivies de près par la police, dans une section alors fermée au public.

Sur une vidéo diffusée par la radio américaine Radio Free Asia, quelques personnes vêtues de noir et de gris lisent un texte qu'elles ont préparé. « *A l'époque, animés de patriotisme et d'un cœur pur, vous vous inquiétiez du futur et de la trajectoire de ce pays* », y explique You Weijie, la porte-parole des familles. « *Vous espériez un gouvernement honnête et droit, qui combatte la bureaucratie et la corruption* », ajoute-t-elle.

Les familles demandent la reconnaissance officielle du massacre, des excuses et le droit de porter le deuil en public. Elles s'adressent au président chinois, qui, depuis douze ans au pouvoir, n'a de cesse d'insister sur le combat contre la prévarication.

« *Le secrétaire général Xi Jinping a dit qu'il fallait perpétuellement sonner le clairon de la lutte contre la corruption, les étudiants cette année-là n'en étaient-ils pas les lanceurs d'alerte ? Le chemin pour obtenir la justice est un combat difficile et permanent* », dit M^{me} You, dont le mari a été tué sur la place, en 1989. Dans une lettre rédigée quelques jours avant la date anniversaire, ces mêmes proches disaient au président chinois qu'elles « *n'oublieront jamais les vies perdues de ceux tués sous les balles ou écrasés par les chars* ».

Rassemblement à Taïwan

Commémorer ce mouvement étudiant réclamant l'ouverture politique de la Chine et évoquer sa répression, qui a sans doute fait plus d'un millier de victimes à partir du 4 juin 1989, est interdit. Un des meneurs de l'époque, Xu Guang, a été une nouvelle fois condamné, le 3 avril 2024, à quatre années d'emprisonnement pour « *trouble à l'ordre public* » pour avoir tenu une pancarte demandant justice devant un poste de police en 2022.

Les familles ont, une nouvelle fois, reçu l'ordre de ne pas parler à la presse. Selon Radio Free Asia, média financé par le Congrès

Rappeler ce mouvement étudiant réclamant l'ouverture politique de la Chine est interdit

américain, des militants des droits de l'homme ont été emmenés en « *vacances forcées* » à l'extérieur de Pékin.

A Hongkong, resté pendant trois décennies un point d'exception dans le monde chinois pour la mémoire de Tiananmen, les veillées au parc Victoria sont interdites depuis 2020, année où a été promulguée une loi de sécurité nationale y calquant le logiciél répressif chinois. Cette année, comme en 2023, les autorités ont organisé un marché de dégustation des produits traditionnels des différentes provinces chinoises, histoire d'occuper l'espace.

Les 28 et 29 mai, sept personnes avaient été arrêtées dans la Région administrative spéciale, notamment pour des posts « *séditieux* » sur Facebook sur « *une date sensible à venir* ». L'avocate Chow Hangtung, ex-organisatrice des veillées, et déjà détenue depuis septembre 2021, a été à nouveau mise en examen, car le groupe Facebook sur lequel ont été publiés les messages faisait référence à son nom.

La situation dans l'ancienne colonie britannique, longtemps sanctuaire de liberté d'expression en territoire chinois, se rapproche de plus en plus de celle de la Chine continentale. Un artiste de Hongkong, Sanmu Chen, a été temporairement détenu, lundi 3 juin, pour avoir mimé les chiffres 8-9 et 6-4 avec ses bras dans la rue. Mardi, quatre personnes ont été arrêtées pour avoir tenté de commémorer publiquement. Taïwan est désormais le dernier lieu dans le monde chinois où le souvenir est possible. Le nouveau président, Lai Ching-te, déjà honni par Pékin, a assuré mardi dans un communiqué que « *les souvenirs du 4 juin ne disparaîtront pas dans le torrent de l'histoire* ». Des centaines de personnes se sont rassemblées mardi soir dans la capitale, Taipei, en un nouveau défi à l'effort chinois pour éteindre la mémoire de Tiananmen. ■

HAROLD THIBAUT

Après les législatives, l'Inde entre dans une ère d'instabilité politique

Modi doit négocier avec des chefs régionaux pour conserver le pouvoir

NEW DELHI - correspondante

La terre a tremblé à New Delhi, mardi 4 juin, sous les pieds de Narendra Modi. L'homme fort de l'Inde, qui gouverne sans partage depuis dix ans, contrôlant la quasi-totalité des institutions du pays, se retrouve à devoir négocier âprement avec des chefs régionaux pour se maintenir au pouvoir. Son parti, le puissant Bharatiya Janata Party (BJP) est certes arrivé en tête des dix-huitièmes élections générales indiennes, mais, pour la première fois depuis 2014, il n'obtient pas, à lui seul, la majorité.

Tel un rouleau compresseur, le BJP, la plus grande formation politique au monde avec ses 180 millions de membres, écrasait tout sur son passage ; il n'a obtenu que 240 députés, alors que la majorité est fixée à 272 sièges – il lui en manque 30. Il peut l'atteindre avec l'Alliance démocratique nationale (NDA), que mène le BJP (elle totalise 292 élus), mais celle-ci est l'objet de toutes les tractations. L'opposition, unie autour du Parti du Congrès, a opéré un remarquable retour, obtenant 234 sièges, et pourrait convaincre deux hommes-clés de la rejoindre et renverser ainsi le rapport de force. Un tel scénario n'est pas le plus probable, mais il n'est pas non plus totalement exclu.

Ces deux faiseurs de roi sont des chefs régionaux, des vétérans de la politique qui ont dans leur main une trentaine de sièges. Ils avaient changé leur alliance à l'occasion de ces élections législatives. Braconnés par le BJP, ils avaient rejoint Narendra Modi. Sans eux, le parti au pouvoir aurait été mis en échec.

Cette récente trahison pourrait-elle s'avérer fragile ? Nitish Kumar, le dirigeant de l'Etat du Bihar, et Chandrababu Naidu, de l'Andhra

Pradesh, devraient, en fait, choisir le camp qui sera le plus offrant. Le Parti du Congrès, qui revient de loin, n'a peut-être pas intérêt à se livrer à ce jeu. Les coalitions seront instables. Le vieux mouvement de l'indépendance devait discuter avec ses alliés, mercredi 5 juin.

Malgré les incertitudes et sa performance médiocre, M. Modi a clamé sa victoire, « *un exploit historique* », saluant « *l'immense confiance* » des électeurs.

Le premier ministre essuie le plus gros revers de sa carrière, avec 63 sièges perdus en cinq ans. Sa campagne, entièrement focalisée sur sa personne, n'avait pas de souffle, pas d'élan, pas d'idées nouvelles.

Le scrutin constitue un échec personnel, symbolisé par la défaite de son parti dans la circonscription d'Ayodhya, cette ville de l'Uttar Pradesh où il a inauguré le controversé temple dédié à Ram, le 22 janvier – il est construit sur les ruines de la vieille mosquée Babri –, persuadé de tenir là la carte maîtresse pour emporter une victoire historique avec 400 sièges. Un seuil qui lui aurait permis de modifier la Constitution et de poser les bases d'une nation hindoue. Son parti a perdu dans l'Uttar Pradesh, l'Etat le plus peuplé d'Inde et parmi les plus pauvres, dirigé par un moine qui représente la frange la plus ex-

Le premier ministre essuie le plus gros revers de sa carrière, avec 63 sièges perdus en cinq ans

trémiste du BJP, une extrême droite ouvertement islamophobe. Ayodhya symbolisait le triomphe des hindous sur les musulmans. L'échec du BJP montre que la religion pèse moins que le contenu de l'assiette. Il prouve également que la rhétorique antimusulmane de Modi, à nouveau utilisée lors de la campagne, a ses limites.

« Perte morale et politique »

Dans l'Uttar Pradesh, comme dans d'autres Etats ruraux, les paysans possèdent en moyenne moins de 2 hectares. Les jeunes, dont les familles se sont saignées pour leur offrir des études dans l'espoir d'un retour sur investissement, grossissent les cohortes des chômeurs. L'inflation du coût de l'électricité et des produits de base a appauvri un peu plus les foyers modestes. Ces électeurs ont été sensibles au programme de l'opposition, d'une plus grande justice sociale.

« *Le verdict de la population ne peut être plus clair : elle souhaite que le BJP soit plus conciliant et moins conflictuel à l'égard des aspirations politiques des différentes communautés et régions de l'Inde. Il montre également les limites de la polarisation communautaire en tant que stratégie de mobilisation, qui s'est avérée être le pilier de la campagne du BJP. Le résultat met ce parti face à ses responsabilités et lui demande d'être plus constructif* », écrit, dans son éditorial, le grand quotidien *The Hindu*.

Le Parti du Congrès, qui a doublé son score par rapport à 2019, qualifie l'élection de « *perte morale et politique* » pour M. Modi. Les Indiens, selon ses dirigeants, ont envoyé un message clair. « *Ils ont unanimement et clairement dit qu'ils ne voulaient pas que Narendra Modi et Amit Shah [le ministre de l'intérieur] soient impli-*

qués dans la gestion de ce pays, qu'ils n'aient pas la manière dont ils l'ont dirigé », a déclaré devant les journalistes Rahul Gandhi, le chef de file du mouvement, élu dans l'Uttar Pradesh.

Même s'il parvient à se maintenir au pouvoir, Narendra Modi sera politiquement très affaibli, l'Inde est sans doute entrée dans une nouvelle ère d'instabilité politique, au moment où elle a besoin de réformes profondes. Rapidement, la question de l'après-Modi – le premier ministre est âgé de 73 ans – pourrait s'ouvrir au sein du BJP.

De nombreux intellectuels, cibles du pouvoir durant la dernière décennie, se sont réjouis des résultats, à l'image du politiste Pratap Bhanu Mehta. « *L'élection générale de 2024 est un moment merveilleux. L'air de découragement, l'ombre étouffante de l'autoritarisme et les vents nauséabonds du communautarisme se sont, au moins pour le moment, dissipés* (...) *Désormais, Narendra Modi n'est plus l'incarnation divine du peuple. Aujourd'hui, il n'est qu'un politicien comme les autres, ramené à une dimension normale par les électeurs* », écrit-il dans le quotidien *The Indian Express*.

Sudheendra Kulkarni, qui fut proche de l'ancien premier ministre Atal Bihari Vajpayee (BJP), veut croire, dans *The Hindu* « *que les jours de la politique d'arrogance de M. Modi sont bel et bien révolus. Lui et son ministre de l'intérieur, Amit Shah, ne pourront plus utiliser impunément la direction de l'application des lois, le bureau central d'enquête, les services fiscaux et d'autres instruments coercitifs de gouvernance contre leurs opposants politiques dans le cadre d'une campagne bidon de lutte contre la corruption* ». ■

SOPHIE LANDRIN

Au Royaume-Uni, la gauche du Parti travailliste accuse Keir Starmer de « purge »

A un mois du scrutin, le chef de file du Labour exclut des députés proches de Jeremy Corbyn

LONDRES - correspondante

Il est midi, mardi 4 juin, au Nag's Head Market, un marché du nord-est de Londres, dans la circonscription d'Islington North, où Jeremy Corbyn, chef de file du Labour jusqu'en 2020, se présente aux élections générales du 4 juillet en tant qu'indépendant, après avoir été exclu du parti par son successeur, Keir Starmer. Sa réélection dans ce quartier qu'il représente depuis plus de quarante ans est un test pour l'aile gauche du Labour, qui refuse de céder au recentrage du parti opéré par M. Starmer.

Le marché, entre les vendeurs de saris, de fruits exotiques et les réparateurs de téléphones, est un bon thermomètre du quartier : les soutiens à M. Corbyn sont indéniables, mais pas majoritaires. Jacqueline (la plupart des commerçants n'ont pas souhaité donner leur nom), qui vend des plats caribéens, ne « *s'intéresse pas trop* » aux élections mais demande quand même si « *Jeremy* » est candidat pour le Labour et comment voter pour lui s'il est classé comme indépendant. Raham Singh, qui vend des montres d'occasion, assure apprécier « *Jeremy* » (ici, tout le monde semble l'appeler par son prénom) et votera « *sûrement* » pour lui, mais

« *ce sera difficile d'être élu sans le Labour en soutien* ».

Nico, cordonnier, ne votera pas : « *Je ne fais plus confiance aux politiques. Nigel Farage [pour l'extrême droite] est un clown, Keir Starmer est comme un conservateur et Jeremy a deux visages : il paraît bien, mais il est comme les autres politiques* ». Il ne mentionne même pas Rishi Sunak, le premier ministre conservateur, qui s'enfonce dans les sondages. « *Moi, je ne voterai pas Labour, la manière dont ils ont viré Jeremy n'est pas correcte* », glisse un ami.

« Deux poids, deux mesures »

Choisi par les membres du Labour sur un programme très socialiste (nationalisations et de taxation des grandes fortunes), Keir Starmer, ex-procureur général réputé pour son sérieux, a renoncé à ces propositions pour ne promouvoir que la discipline budgétaire, la sécurité ou une gestion raisonnée de la migration.

Depuis 2020, il a méthodiquement affaibli l'aile gauche du parti, écartant M. Corbyn au motif qu'il n'avait pas assez lutté contre les soupçons d'antisémitisme en interne et marginalisant l'influence de Momentum, le mouvement de soutien à son prédécesseur. Depuis que Rishi Sunak a annoncé, le 22 mai, des élections

anticipées, cette « *purge* », comme la qualifient les membres de Momentum, s'est accélérée.

Diane Abbott, élue de la circonscription d'Hackney, proche d'Islington North, a failli en faire les frais. La députée, qui jouit d'un statut d'icône à gauche pour son inlassable combat contre les inégalités et parce qu'elle a été la première femme noire élue à la Chambre des communes en 1987, n'a obtenu de pouvoir se présenter sous les couleurs du parti que le 4 juin, à la suite d'une forte mobilisation des habitants d'Hackney, après qu'elle a assuré que la direction voulait la pousser à la retraite. M^{me} Abbott a été suspendue du Labour en 2023 pour avoir relativisé, dans *The Observer*, le racisme dirigé contre les juifs, les Irlandais ou les Tziganes par rapport à celui visant les personnes noires.

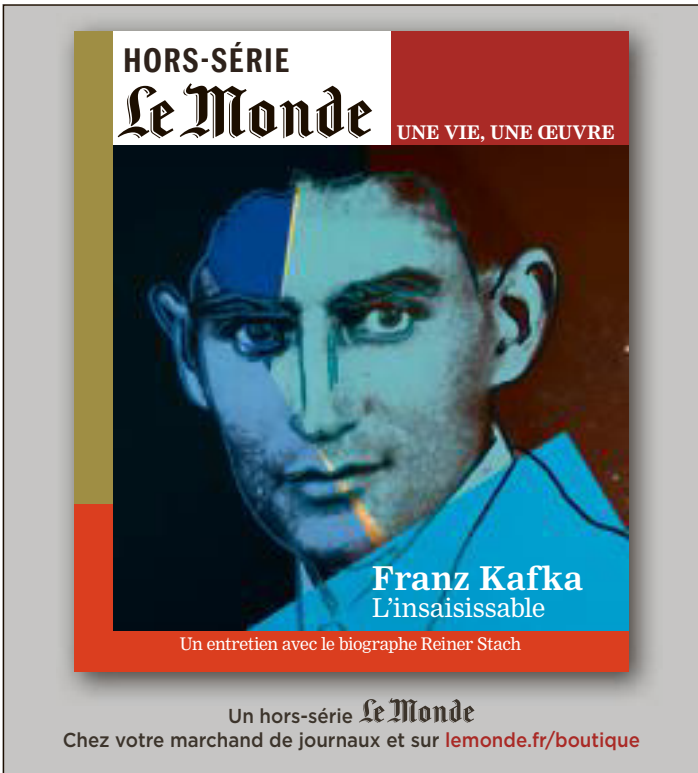
Faiza Shaheen, une économiste, a appris fin mai qu'elle n'était plus la candidate du Labour dans sa circonscription de Chingford and Woodford Green, près d'Hackney. La direction du Labour lui reproche d'avoir reposté un tweet mentionnant le « *lobby juif* » et un autre où elle se dit victime d'islamophobie. La jeune femme, connue pour ses positions pro-palestiniennes et plébiscitée par la cellule locale du Labour, vient de quitter le parti. Angus Satow, porte-parole

de Momentum, dénonce un « *deux poids, deux mesures* », citant Steve Reed, un allié de M. Starmer, qui n'a pas été sanctionné malgré un tweet qualifiant de « *maître de marionnettes* » un donateur juif du Parti conservateur.

Comme d'autres à la gauche du parti, Angus Satow note le virage « *pro-Israël* » de M. Starmer (Jeremy Corbyn est un partisan de longue date de la cause palestinienne), un programme n'ayant plus rien de socialiste et la volonté d'éteindre le débat interne. Sa collègue Hilary Schan, ex-présidente de Momentum, vient de démissionner du Labour et de rejoindre We Deserve Better, mouvement créé par le journaliste Owen Jones, pour soutenir les candidats indépendants ou Verts dont les propositions radicales sont rejetées par les travaillistes.

Carla Denyer, candidate écologiste à Bristol, et Jeremy Corbyn sont les deux personnalités ayant le plus de chances d'être élues : dans le système uninominal majoritaire à un tour britannique, les petits partis ont du mal à exister. Pourtant, « *si le niveau de haine pour les conservateurs est impressionnant, il n'y a aucun enthousiasme pour Keir Starmer : le niveau d'abstention risque d'être record* », note Hilary Schan. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX





En 30 ans, PAPREC a construit le leader français du recyclage et de la production d'énergies vertes.

Le groupe réalise désormais 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ses 16 000 collaborateurs œuvrent au quotidien pour la décarbonation de l'économie.

Innovation et excellence sont les clés du succès de cette incroyable aventure humaine et industrielle.

5 JUIN 2024
LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT
Paprec Plastiques 71 - Chalon-sur-Saône





Un drapeau kanak brandi au milieu de la route, au col de la Pirogue, à Païta, en Nouvelle-Calédonie, le 4 juin.

DELPHINE MAYEUR/AFP

Nouméa loin d'un « retour à la normale »

Malgré le discours rassurant des autorités, se déplacer ou se soigner reste difficile dans les quartiers nord

NOUMÉA - envoyée spéciale

Les forces de l'ordre ne parviennent toujours pas, et ne parviendront pas seules, à mettre fin aux troubles dans le Grand Nouméa, en proie à l'insurrection depuis le 13 mai. Telle est la conviction des progressistes en Nouvelle-Calédonie, dont fait partie Calédonie ensemble, le parti non indépendantiste de la droite modérée, dirigé par Philippe Gomès et qui compte dans ses rangs le député de la majorité présidentielle Philippe Dunoyer.

« La procédure relative au projet de loi constitutionnelle [élargissant le corps électoral] doit être définitivement interrompue, réclame Calédonie ensemble. Le président de la République ne l'a pas dit de manière assez claire, et certains peuvent instrumentaliser ces ambiguïtés. » Après sept morts, 600 blessés recensés, 7 000 chômeurs comptabilisés et 1 milliard d'euros de dégâts estimés, « que faut-il de plus » pour convaincre Emmanuel Macron d'abandonner sa réforme ? C'est l'interrogation portée par M. Gomès, mardi 4 juin, à Nouméa, lors d'une conférence de presse. Celle-ci a débuté par une minute de silence « dédiée à toutes les victimes de l'insurrection, aux Calédoniens de toutes ethnies et aux forces de l'ordre ».

Le 23 mai, à Nouméa, le chef de l'Etat s'était engagé à « ne pas passer en force » sur sa réforme, sans prononcer le mot « retrait » attendu par les militants indépendantistes. Juridiquement, le retrait d'un texte déposé n'est certes pas possible – seul le Congrès réuni à Versailles ou un référendum peuvent sceller le sort de la réforme constitutionnelle, fait valoir l'Elysée. Le président de la Républi-

Selon Philippe Gomès, président de Calédonie ensemble, la situation actuelle, « c'est la guerre civile »

que ne peut, en outre, se dédire trop vite, surtout avant le scrutin européen du 9 juin, qui s'annonce très difficile pour sa majorité.

Mais ces arguties ne peuvent être comprises sur les barrages calédoniens, et l'ambiguïté volontaire de l'exécutif entretient la colère, au risque – chacun le mesure maintenant après trois semaines d'insurrection mêlée d'émeutes urbaines – d'un effondrement total de la Nouvelle-Calédonie.

Suspension définitive de la réforme, abandon, ou annonce qu'il n'y aura jamais de Congrès : « Il y a un Rubicon sémantique à franchir, insiste Philippe Gomès, ce qui permettra au FLNKS [Front de libération nationale kanak et socialiste] de faciliter la démobilisation et la délégitimation des groupes [les plus radicaux] qui continuent de

provoquer des dégâts. » Député du groupe Renaissance, Philippe Dunoyer a voté la réforme élargissant le corps électoral. Mais, aujourd'hui, les ultras de tous bords dominent la crise, et il ne doute pas que l'abandon du texte soit la seule issue possible.

Selon Philippe Gomès, la situation actuelle en Nouvelle-Calédonie, « c'est la guerre civile, il ne faut plus avoir de pudeur face aux mots ». Car, précise le président de Calédonie ensemble, « dans les trois quarts de l'agglomération, personne ne se sent en sécurité, sauf dans les quartiers sud, à majorité de Blancs, qui se sont mobilisés sur des barrages. Or, quand des gens sont obligés d'assurer leur propre sécurité, on sait que des civils peuvent en tuer d'autres ».

Propos radicaux des loyalistes

Trouver de la nourriture, se déplacer, se soigner et travailler demeure très difficile, voire impossible pour beaucoup dans les quartiers nord de la capitale, malgré la mobilisation de 3 500 agents des forces de l'ordre. La communication officielle exaspère les Nouméens, qui vivent très loin du « retour progressif à la normale » annoncé par les autorités le 27 mai.

Vendredi 31 mai, le ministre de l'intérieur et des outre-mer,

Gérald Darmanin, saluait ainsi une grosse opération du RAID et du GIGN dans le quartier de Rivière-Salée – « le dernier de Nouméa qui n'était pas sous contrôle », affirme-t-il. Le haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie assure alors que « la situation s'améliore sensiblement ». Mais, dans la nuit, des maisons ont brûlé à Vallée du Tir et les loyalistes dénoncent, ce jour-là, lors d'une conférence de presse, les insuffisances des forces de sécurité.

« Plus la situation traîne, plus les risques de débordements existent », menace Gil Briat, élu loyaliste de la province Sud. Cela « pourrait être bien pire », selon lui, si les habitants des quartiers sud, pour certains notoirement armés, « utilisaient les moyens qu'ils ont entre les mains ». « A un moment, ils seront à bout », prévient-il.

Le 1^{er} juin, le point de situation du haut-commissariat se contente de souligner que « le nettoyage des barrages avance » et que « le Médipôle reprend progressivement une activité normale ». Dans le sillage de Sonia Backès, la cheffe de file d'une droite locale qui condamne « un coup d'Etat », orchestré par des « milices indépendantistes » et des « terroristes », les propos radicaux n'ont pas varié depuis le début de la crise, le 13 mai. Dans une tribune au *Figaro*, mardi 28 mai, l'ancienne secrétaire d'Etat appelle à la « résistance » face aux indépendantistes, en qualifiant les loyalistes de « dignes descendants des résistants [qui se sont opposés] à l'obscurantisme nazi ». Le loyaliste Nicolas Metzendorf, député Renaissance par ailleurs, presse, le 2 juin, son électoralat de « choisir son camp ».

Lundi 3 juin au matin, la tension monte. La quatre-voies menant du nord de la Grande-Terre vers

Nouméa, la Savexpress, est de nouveau fermée, et le pont d'Apogoti, à Dumbéa, dégagé en fin de semaine précédente, réoccupé par les militants indépendantistes. Dans l'après-midi, deux personnes sont gravement blessées par balles, dans des circonstances à établir, au col de la Pirogue. Ce nœud essentiel bloque depuis le 13 mai la réouverture de l'aéroport international La Tontouta.

Des indépendantistes silencieux

Le communiqué officiel prend alors acte du fait que le terrain n'est pas tenu : « Les forces de sécurité intérieures et les services de l'Etat continuent à être pleinement mobilisées. » Des heurts opposent toujours, ces deux derniers jours, émeutiers et forces de l'ordre dégageant les barrages au milieu d'habitants terrés chez eux, à La Conception, Apogoti, Rivière-Salée, Normandie, ou Tuband, dans le Sud. Et l'accès au grand hôpital n'est toujours pas sécurisé.

Dans les coulisses, la mission nommée par Emmanuel Macron tente de promouvoir une désescalade en soutenant les responsables politiques du FLNKS pour qu'ils reprennent le contact avec le terrain. Roch Wamytan, président (Union calédonienne [UC], membre du FLNKS) du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, Louis

Mapou, président (Palika) du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Gilbert Tyuienon, porte-parole de l'UC, entre autres, sont restés silencieux depuis l'explosion des violences, incapables d'éteindre un incendie qui les menace directement et personnellement.

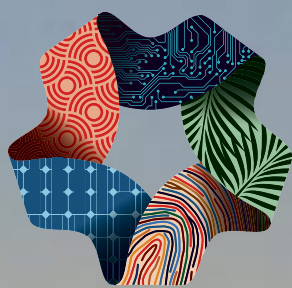
De son côté, la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), créée par l'UC pour lancer le mouvement, a appelé à maintenir la pression sans fin connue et tient bon dans le rapport de force qu'elle a instauré. D'autant qu'elle doit, elle aussi, gérer des éléments radicaux. La balle est dans le camp des indépendantistes, mais rien de décisif ne se produira au FLNKS avant son congrès, annoncé pour la mi-juin.

Après trois jours de bureau politique élargi, et en présence de la CCAT, le FLNKS n'a pu qu'appeler, dimanche, M. Macron à clarifier ses propos sur la réforme du corps électoral : « Afin de parvenir à renouer le dialogue qui demeure un objectif partagé, le FLNKS demande que le président de la République soit explicite dans ses propos, en affirmant clairement qu'il ne convoquera pas le Congrès de Versailles et abandonne par conséquent cette réforme constitutionnelle. »

Face aux ultras, le protocole de sortie de crise, que la mission de médiation cherche au centre du jeu politique, demeure donc difficile à atteindre. Tandis qu'à Paris l'exécutif a les yeux rivés sur les Jeux olympiques, la situation économique et sociale s'enfonce. « Personne ne réalise au plan national la gravité de la situation. Il n'est jamais arrivé qu'un territoire français soit ainsi pris en otage pendant trois semaines », s'alarmait, mardi matin, Philippe Dunoyer. ■

NATHALIE GUIBERT

Le 1^{er} juin, le Haut-Commissariat se contente de souligner que « le nettoyage des barrages avance »



NEOM

MAGNA LA CÔTE DE NEOM

“Là où le monde peut découvrir la beauté
grandiose de la nature, bénéficier d’un mode de
vie ultramoderne et vivre des expériences inédites
dans un lieu unique au monde.”

“Magna est un ensemble de 12 destinations époustouflantes qui s’étend sur 120 kilomètres,
le long du magnifique littoral du golfe d’Aqaba en Arabie saoudite,
en passe d’établir une nouvelle norme mondiale en matière de tourisme durable de luxe.

Magna est conçue autour d’une technologie de pointe, d’une architecture de classe
mondiale et d’équipements ultramodernes qui s’intègrent harmonieusement à la nature.

Les 12 destinations, chacune avec sa propre identité, s’intégreront parfaitement
pour créer une expérience cohérente et singulière, avec 15 hôtels emblématiques
et plus de 2 500 résidences contemporaines. Magna redéfinit le luxe et la durabilité,
offrant ainsi un style de vie sans compromis.”

NEOM.COM



MAGNA

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La recomposition de la gauche s'amorce

Lors du scrutin du 9 juin, le PS devrait remettre en cause la place dominante de LFI, rebattant les cartes pour 2027

Nul besoin d'attendre l'issue des élections européennes. A gauche, les exégèses des résultats sont prêtes, ou presque, dans l'optique du changement du rapport de force interne, attendu au soir du 9 juin. Alors que la présidentielle de 2022 avait consacré la domination de La France insoumise (LFI), à travers la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), le scrutin européen devrait changer la donne, et redorer le blason d'un Parti socialiste (PS) sorti des années de vaches maigres.

Du côté des anciens dirigeants du PS, l'affaire est entendue : un bon score de leur candidat signifierait un retour en force d'une gauche « de gouvernement », après des années d'effacement derrière LFI. Raphaël Glucksmann est crédité de 14,5 % des intentions de vote, selon l'enquête de l'institut Ipsos, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et *Le Monde*, publiée le 3 juin. La tête de liste du PS-Place publique est donnée troisième, juste derrière celle de la majorité présidentielle, menée par Valérie Hayer (16 %), mais loin devant celle des « insoumis », portée par Manon Aubry (8 %).

Les dirigeants de LFI, qui pourraient terminer à la quatrième place, voient les socialistes comme le symptôme du retour de la « vieille gauche », celle de l'ancien président de la République François Hollande, synonyme, pour eux, de trahisons et responsable, selon eux, de la naissance du macronisme. Ce récit des deux gauches, porté, d'un côté, par le leader de LFI, Jean-Luc Mélenchon, et, de l'autre, par Raphaël Glucksmann et ses parrains socialistes, s'est ancré dans la campagne. Le duel devrait se poursuivre à la faveur de la recomposition d'un paysage politique jusqu'alors figé à gauche, en vue de l'élection présidentielle de 2027.

Côté LFI, Jean-Luc Mélenchon a commencé à installer l'évidence d'une quatrième candidature de sa part au scrutin élyséen, en faisant de l'élection européenne le

« premier tour » de la prochaine présidentielle. Conscient de ne plus être le candidat naturel de la gauche, tant il est contesté par ses anciens partenaires de la Nupes, l'ancien sénateur socialiste a renoué avec sa stratégie du clivage permanent. Une façon, selon un cadre de son mouvement, de « créer de l'irréductible » et d'hypothéquer toute perspective de réconciliation avec le PS.

« IRRÉCONCILIABLES »

En meeting à Toulouse, samedi 1^{er} juin, il a adopté des accents complotistes, laissant entendre que tout était entrepris pour saboter le vote en faveur de LFI dans les quartiers populaires, et ouvrant la voie à une contestation des résultats. Le lendemain, dans un post de blog, il a estimé que, en France, l'antisémitisme

était « résiduel », réactivant le procès qui lui est fait sur le sujet. Mardi, sur Sud Radio, le chef de file du PS, Olivier Faure, a fustigé un « dérapage incompréhensible ». « Jean-Luc Mélenchon fait tout pour rendre impossible une alliance », avait-il jugé un mois plus tôt, sur la même radio, en estimant que le fondateur de LFI, avec lequel il avait noué la Nupes pour les législatives de 2022, se rendait « irréconciliable ». Ce mot, institué par Manuel Valls en 2016, alors premier ministre, est également de retour chez les « insoumis ». « Raphaël Glucksmann est le candidat des gauches irréconciliables, il marque le réalignement du noyau mou du PS sur l'orientation de Hollande », tranche le député (LFI) du Val-d'Oise Paul Vannier.

Dans ce duel entre les deux gauches, Jean-Luc Mélenchon s'est

trouvé un partenaire de circonstance : son ancien compère de Solférino, François Hollande. Raphaël Glucksmann, lui, a pris soin de laisser l'ex-président socialiste à l'écart de sa campagne, préférant se montrer avec l'homme de la gauche plurielle, Lionel Jospin, le 22 mai, et au côté de Martine Aubry, avec qui il clôturera sa campagne, vendredi 7 juin, par un ultime meeting à Lille. Le même jour, dans la banlieue de Limoges, François Hollande est convié à un rendez-vous de campagne en soutien à la candidate Gulsen Yildirim, vingt-sixième sur la liste de M. Glucksmann. Il devrait aussi se gausser des attaques de LFI, vues comme la preuve que « la recomposition à gauche » est en route, confirme son entourage.

Parmi les partisans d'Olivier Faure, on redoute que François

CONSCIENT DE NE PLUS ÊTRE LE CANDIDAT NATUREL DE LA GAUCHE, MÉLENCHON A RENOUÉ AVEC SA STRATÉGIE DU CLIVAGE PERMANENT

Hollande ne se serve d'un bon score du PS aux européennes comme d'un marchepied pour réaliser un « come-back ». Il y a deux mois, l'ex-président a suggéré à Luc Broussy, proche de M. Faure, l'idée d'organiser un meeting commun de la gauche dans la dernière ligne droite de la campagne, où seraient présents l'ancien premier ministre Bernard Cazeneuve et lui-même... Au sein du PS, la proposition a reçu un accueil mitigé. « On n'a pas besoin d'Hollande », a-t-on conclu.

Pas de quoi entamer l'humeur de l'ancien locataire de l'Élysée. Armé d'une forte cote de popularité, il multiplie déplacements, bains de foule et selfies, laissant planer l'idée d'un tour de piste pour 2027. Olivier Faure, qui fut son bras droit au PS, l'observe avec circonspection, estimant que l'ancien premier secrétaire mise sur le « chaos à gauche » pour se faufiler le moment venu. « Il n'a pas d'obsession d'un retour, nuance l'entourage de M. Hollande. Il se dit qu'il sera à la place la plus utile. »

Mais l'omniprésence de l'ancien chef de l'Etat crispe. Même le maire de la ville de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, rival d'Olivier Faure au congrès de Marseille, ne souhaite pas de retour en arrière : « une ligne hollandaise – de centre gauche – ne serait pas bonne non plus », considère le maire de Rouen. « Nous ne travaillons pas ensemble à la réédition du passé, mais à quelque chose de profondément neuf », a tranché M. Glucksmann, le 30 mai, lors d'un meeting à Paris. Une façon polie de tenir l'ex-chef de l'Etat à distance. D'ailleurs, contrairement à 2019, l'eurodéputé a déjà prévenu qu'il ne « disparaîtra pas » de la scène politique française, mais compte être le « garant » de la ligne politique issue du 9 juin.

A côté du récit des deux gauches, certains aimeraient faire émerger une troisième histoire. Un chemin unitaire, collectif, passant, pourquoi pas, par un processus de sélection – primaire ou autre – pour la présidentielle de 2027. Mais la tâche est immense et les questions sont nombreuses. Quel sera le centre de gravité de cet ensemble ? Les avis divergent : le député (LFI) de la Somme, François Ruffin, veut « des gauches réconciliées dans la clarté », comme il le disait en meeting à Amiens, le 13 mai.

M. Mayer-Rossignol appelle, lui, au « rassemblement de Ruffin à Cazeneuve », mais sur la ligne sociale-démocrate, tranchée par les européennes. Que faire dès lors de Jean-Luc Mélenchon ? Le convaincre de participer ou non au processus ? Là non plus, il n'y a pas de consensus. « Ceux qui disent, comme Faure, que l'on ne peut pas faire avec, font fausse route », tranche le député (LFI) des Bouches-du-Rhône Hendrik Davi, proche de la députée (LFI) de Seine-Saint-Denis Clémentine Autain.

AMBITIONS INDIVIDUELLES

Se posera ensuite la question du « cadre organisationnel » pour discuter. Olivier Faure, mais aussi la numéro un des Verts, Marine Tondelier, et des « frondeurs » de LFI, comme les députés de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière, Clémentine Autain ou Raquel Garrido, espèrent porter cette troisième voie unitaire pour 2027. « Il y aura du storytelling, il n'y aura pas que Hollande et Mélenchon qui s'exprimeront après le 9 juin... », assure le chef de file du PS.

« C'est extrêmement fluide entre nous », abonde la patronne des écologistes. L'entente est cordiale au sein de ce petit monde, même si réunions et dîners se tiennent en toute discrétion, et de manière parfois fortuite. Le 24 mai, Marine Tondelier, Raquel Garrido, et le numéro trois de la liste PS, Pierre Juvet, se sont retrouvés pour un dîner improvisé, après une manifestation féministe anti-Rassemblement national à Hémin-Beaumont (Pas-de-Calais).

A côté des collectifs, certains affûtent des ambitions individuelles. François Ruffin s'est éloigné ces derniers temps des discussions des gauches, se contentant d'y envoyer des représentants. Le député reporter est reparti en tournage, en août 2023, pour un documentaire sur l'un de ses thèmes phares, le monde du travail, qui devrait sortir avant la fin de l'année. Il se prépare aussi à prendre la parole, après le 9 juin, pour porter, comme d'autres, un message unitaire. Avec une particularité : pour M. Ruffin, sortir du bois, c'est aussi prendre le risque de déclencher, dès à présent, un match avec Jean-Luc Mélenchon, qui s'annonce tendu. De son côté, Clémentine Autain vient de créer son microparti, Emancipations, de façon à pouvoir récolter de l'argent de la part d'éventuels soutiens. Pour donner du poids à la cause unitaire, l'élue compte sur la société civile. Là aussi, des initiatives émergent.

L'économiste Julia Cagé, également présidente de la Société des lecteurs du Monde, tente d'organiser un texte commun pour l'après-9 juin : « La société civile va essayer de changer le narratif, d'éviter celui avec, d'un côté, la vague brune, de l'autre, le retour des deux gauches. S'il y a deux gauches, il y en aura zéro au second tour en 2027 », conclut-elle. ■

JULIE CARRIAT
ET SANDRINE CASSINIRaphaël Glucksmann (au centre), tête de liste pour le PS et Place publique, lors d'un meeting, à Marseille, le 1^{er} juin. DAVID COSTA/AFP

CHRONIQUE

SOLENN DE ROYER

La triple revanche de François Hollande

C'est une photo qu'un ami de François Hollande vient de recevoir sur son téléphone : l'affiche électorale de Raphaël Glucksmann, tête de liste du Parti socialiste (PS) pour les européennes du 9 juin, a été recouverte de tracts annonçant le meeting auquel l'ex-président de la République doit participer, jeudi 6 juin à Limoges, à l'invitation de la fédération socialiste de la Haute-Vienne. Derrière un candidat, un autre ?

Sept ans après avoir renoncé à se présenter, en 2017, François Hollande laisse prospérer les spéculations sur un éventuel retour. Ce n'est pas la première fois, et ce n'est sans doute pas la dernière. Mais cette fois, la petite musique jouée mezzo vocce rue de Rivoli, où il s'est installé après l'Élysée, sonne différemment, alors que se prépare l'après-Macron.

A presque 70 ans, l'ancien président de la République jouit d'une incontestable popularité retrouvée. Dans le tableau de bord des personnalités *Paris Match*-Sud Radio-IFOP-Fiducial de mars, il

est la deuxième personnalité politique préférée des Français, derrière Edouard Philippe (il est resté à la 5^e place en mai), et il est reçu comme une rock star sur le terrain où il se démultiplie, notamment dans les universités – il a fait soixante-cinq déplacements depuis le début de l'année.

Pour cet homme moqué, vilipendé, qui a connu des gouffres d'impopularité quand il était à l'Élysée, il s'agit d'une première revanche. Tout comme l'évolution de certains dossiers lui donne raison a posteriori : son refus de livrer à Poutine les navires de guerre Mistral, en 2015, se voit légitimé par la guerre en Ukraine ; tout comme le glissement vertigineux des finances publiques, depuis sept ans, font passer celui qui avait ramené le déficit public à 2,6 % du PIB pour un bon gestionnaire... La troisième salve est à venir : le score annoncé de M. Glucksmann, qui pourrait arriver premier à gauche le 9 juin, viendrait conforter sa ligne anti-Nupes et l'idée que la social-démocratie, non enta-

chée par la radicalité, a encore un avenir en France.

Fort de cette triple revanche, M. Hollande entend participer à la recomposition à venir. Il s'exprimera au lendemain du scrutin pour décrire, avec dureté, une situation politique bloquée. Il plaidera pour que le PS réaffirme son identité de parti de gouvernement, loin du bruit et de la fureur de Jean-Luc Mélenchon, et prépare 2027 en tenant compte de cette première place retrouvée à gauche.

« Le poids de l'expérience »

« Pour la première fois, son retour est possible », veut croire son ancien communicant à l'Élysée, Gaspard Gantzer, qui énumère les raisons d'espérer : « Le regard porté sur lui n'est plus le même ; Macron a paradoxalement remis au goût du jour le poids de l'expérience ; les Français adorent les histoires shakespeariennes. »

Au PS, où il reste clivant, la direction actuelle ne veut pas entendre parler d'un éventuel retour auquel on ne croit pas. De

fait, que ce soit Nicolas Sarkozy ou Giscard, personne, depuis 1958, n'est revenu au pouvoir après avoir quitté l'Élysée.

La popularité des ex-présidents de la République est souvent un miroir aux alouettes. Les selfies ou les queues de lecteurs, impatients d'obtenir une prestigieuse dédicace, ne se déclinent pas forcément en audiences télévisées – le passage de Hollande sur France 2, le 30 mai, a fait quatre fois moins que le duel Attal-Bardella, le 23 mai – ou en intentions de vote. « Qu'importe, balaye l'ex-premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Il se maintient à flot pour pouvoir, le moment venu, prendre le flux. »

Le 10 juin, François Hollande retrouvera Emmanuel Macron à Tulle, en Corrèze, pour une commémoration liée à la seconde guerre mondiale. Si les résultats du 9 juin viennent confirmer la percée de Glucksmann et la défaite de la majorité, il y aura beaucoup de non-dits et d'arrière-pensées dans la poignée de main que les deux hommes échangeront. ■

Au Parlement européen, les sociaux-démocrates confiants avant le scrutin

La campagne dynamique de Raphaël Glucksmann devrait permettre au Parti socialiste de retrouver une place et une influence significatives

BRUXELLES - bureau européen

En choisissant une personnalité quasi inconnue comme chef de file, le Luxembourgeois Nicolas Schmit, actuel commissaire aux affaires sociales, les socialistes européens prenaient un risque. Celui de ne pas s'affirmer lors de la campagne des élections européennes, qui ont lieu du 6 au 9 juin. Mais, à l'issue de la campagne, le soulagement est de mise. « Sur le terrain, en France avec Raphaël Glucksmann, mais également en Italie, en Suède ou en Espagne, la dynamique est positive », se réjouit-on au siège du Parti socialiste européen (PSE).

Pour se distinguer, Nicolas Schmit porte un discours sans équivoque sur l'extrême droite, qui caracole en tête des sondages dans plusieurs pays d'Europe. Lors du dernier débat télévisé entre les candidats à la prési-

dence de la Commission européenne, le 23 mai, il a exigé de la clarté de la part de l'actuelle locataire du poste, Ursula von der Leyen. Laquelle est également la cheffe de file du Parti populaire européen (PPE, droite), avec qui l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates devrait théoriquement chercher un compromis pour une future coalition, au lendemain du scrutin.

« Je suis prêt à travailler avec toutes les forces démocratiques, mais les Conservateurs et réformistes européens [le groupe de la dirigeante italienne d'extrême droite Giorgia Meloni] ou Identité et démocratie [le groupe du Rassemblement national] ne correspondent pas aux valeurs fondamentales que nous défendons. (...) Sur une telle question, nous avons besoin de clarté, non d'ambiguïté », a lancé Nicolas Schmit.

Une mise au point qui fait suite à la déclaration de l'ensemble des

dirigeants socialistes, le 4 mai, à Berlin, qui les engageait tous à ne pas coopérer avec l'extrême droite au Parlement. Plus récemment, le 23 mai, l'appel de Paris lancé par Raphaël Glucksmann et d'autres dirigeants sociaux-démocrates reprenait ce même engagement pour toute coalition.

Grosse délégation espagnole
« Cette clarté permet de motiver les électeurs », pense-t-on au siège du PSE, à Bruxelles. Et un certain engouement se sent sur le terrain. Selon les estimations, le groupe des socialistes européens, qui comptait 140 élus, devrait résister à la vague populiste et conserver de 130 à 140 membres. Des effectifs en légère érosion, mais suffisants pour l'ancrer en deuxième position au Parlement européen, derrière le PPE.

La dynamique la plus spectaculaire reste en France, où la liste PS-Place publique n'a cessé de s'affir-

mer dans les sondages. Au point d'être donnée troisième, juste derrière celle de la majorité présidentielle. Créditée de 14,5 % des intentions de vote, selon l'enquête de l'Institut Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde, publiée le 3 juin, la liste menée par Raphaël Glucksmann pourrait décrocher de 12 à 14 sièges, selon les estimations. C'est certes loin de 2004, quand le PS comptait jusqu'à 31 eurodéputés, mais bien mieux que 2019, quand il avait obtenu 5 élus.

Dans le reste de l'Europe, les autres formations socialistes résistent, notamment en Italie, où la liste du Parti démocrate (PD), menée par Elly Schlein, compte plusieurs poids lourds, comme Stefano Bonaccini, le président du parti, ou le populaire maire de Florence, Dario Nardella. Face à Fratelli d'Italia de M^{me} Meloni, qui domine les sondages, les Italiens du PD pourraient remporter de 17 à 19 sièges, ce qui pourrait leur permettre de dominer la future délégation sociale-démocrate.

Les socialistes espagnols devraient également conserver une grosse délégation, de 17 à 19 sièges, contre 23 élus en 2019. Enfin, les Allemands du SPD tentent de résister malgré la percée de l'extrême droite, avec l'espoir de conserver au moins 15 députés. Dans les autres pays, en Roumanie, en Suède, en Lituanie et même au Portugal, où l'ancien premier ministre Antonio Costa a perdu les dernières élections législatives, les socialistes dominent les sondages.

« Pour la direction du futur groupe, cela pourrait se jouer dans un mouchoir de poche entre Ita-

liens et Espagnols », estime l'eurodéputé socialiste Christophe Clergeau. Avec la dynamique de la campagne de M. Glucksmann, il pense que sa délégation « devrait redevenir la quatrième délégation. Une chose est sûre, nous sommes de nouveau dans le match ».

Un groupe plus au sud
Plus d'élus, cela veut dire plus de possibilités de décrocher des postes importants au Parlement européen, et surtout de peser sur la politique du groupe. « Après les élections, et si les sondages se vérifient dans les urnes, le positionnement idéologique du groupe ne devrait pas changer fondamentalement, juge la politiste Amandine Crespy, professeure à l'Université libre de Bruxelles. Il y aura un petit rééquilibrage : d'un côté, le PD italien devrait passer devant le SPD allemand en perte de vitesse, tous deux étant assez proches du centre ; de l'autre, les socialistes espagnols devraient essayer des pertes, compensées en partie par les gains du PS français, ces deux délégations étant ancrées plus à gauche. »

En revanche, toujours selon M^{me} Crespy, « on devrait consta-

ter un léger déplacement du centre de gravité du groupe vers le sud. Et cela peut être significatif, car, à partir de 2025-2026, une bataille politique cruciale va s'ouvrir sur la reconduction ou non du grand emprunt européen et sur la taille du prochain budget de l'Union pour 2028-2034. Traditionnellement, le débat oppose les frugaux, d'Europe du Nord, qui contribuent largement au budget, aux Etats du Sud et de l'Est bénéficiaires, favorables à un budget plus important. Le rapport de forces interne chez les sociaux-démocrates pourrait jouer sur la ligne du groupe dans cette négociation. »

Si Raphaël Glucksmann a pesé lors de la dernière mandature sur quelques textes emblématiques, comme la question du travail forcé des Ouïgours, en Chine, et qu'il a présidé la commission sur les ingérences étrangères, la position des socialistes français était très fragile. Lors de l'élection d'un vice-président socialiste du Parlement, début 2023, le Luxembourgeois Marc Angel lui avait damé le pion en interne. Pis, les élus français étaient inaudibles sur certains textes.

« Si nous avions été plus nombreux, le débat sur la réforme du pacte de stabilité, voire sur le pacte migratoire, aurait été tout autre au sein du groupe », juge-t-on dans la délégation française. A partir du 10 juin, au lendemain des élections, avec des socialistes français plus nombreux et plus engagés dans les instances du groupe, ils espèrent « retrouver [leur] vraie place », glisse un cadre du parti. ■

PHILIPPE JACQUÉ

LE GROUPE, QUI COMPTAIT 140 ÉLUS, DEVRAIT RÉSISTER À LA VAGUE POPULISTE ET CONSERVER DE 130 À 140 MEMBRES

Bonnes adresses

Photo non contractuelle



C'est l'Or avant l'heure !

Vous quittez Paris à l'approche de l'été ? À l'Espace Topper, vivez l'Or avant l'heure : **du 1^{er} au 30 juin, jusqu'à -30%** sur une sélection de canapés, literies et mobiliers contemporains en magasins !

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

Les plus grandes marques au meilleur prix : Calligaris, Celio, Duvivier, Stressless, Tempur, Teca...

Toutes nos adresses à Paris 12 & 15 sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

ANTIQUITÉS



ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES
« ART D'ASIE » : CHINE, JAPON ET MOYEN-ORIENT
06 07 55 42 30 P. MORCOS
EXPERT CNE
★ Porcelaines et Bronzes
★ Cristal de Roche
★ Corail et Ivoires Anc.
★ Jade blanc et couleurs
★ Cornes et Laques
★ Peintures et Tissus anc.
★ Manuscrits et Estampes
DÉPLACEMENT PARIS - PROVINCE
morcospatrick@orange.fr

ROUILLAC

Commissaires-Preseurs
Experts près la Cour d'Appel

Une famille au cœur du marché de l'art

01 45 44 34 34
rouillac.com

Lit coffre Topper **790€**
En 140 x 190



5 coloris bois au choix. Structure MDF.
Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse.
Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926
66 rue de la Convention Paris 15
7J/7 • 01 40 59 02 10
37 rue du Commerce Paris 15
Du mardi au samedi • 01 45 75 29 98
56-60 cours de Vincennes Paris 12
7J/7 • 01 43 41 80 93 • M° Nation



Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr



Le Monde

Votre gîte et chambre d'hôte insolite

Forfait
10 LIGNES* SUR 1 COLONNE
+ VOTRE plus belle photo

Format ligne
1 parution = 149€ HT
3 parutions = 296€ HT

Format modules
80H x 69L = 198€ HT
80H x 141L = 452€ HT
*30 caractères ligne
CAPTULES : 24 CARACTÈRES LIGNE

Contact : Marie-Cécile Bernard
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr



Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
marie-cecile.bernard@mpublicite.fr

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

La campagne en trompe-l'œil de Bardella

La tête de liste Rassemblement national aux européennes, placée pour la première fois en pleine lumière, a montré quelques failles

Rarement un élu est apparu si dépité d'accueillir une « rock star » sur ses terres. Vendredi 31 mai, Yves Palmieri, maire divers droite de La Farlède (Var), regarde, désabusé, 150 jeunes pris de folie par la visite d'une heure de Jordan Bardella, lors de la traditionnelle foire viticole de la commune. La tête de liste du Rassemblement national (RN) aux élections européennes du 9 juin n'a rencontré aucun exposant, préférant succomber à la marée de bras rêvant d'un selfie avec lui. Une idole à la notoriété façonnée sur TikTok ou sur le plateau de Cyril Hanouna.

« Dans une période d'anxiété générale et en utilisant tous les codes de son époque, il a acquis une dynamique telle que rien ne semble l'empêcher de viser [l'élection présidentielle de] 2027, juge M. Palmieri.

Mais quand on fait rêver les gens, derrière, il faut assumer. » Pas loin de lui, le député (RN, Var) Frank Gilette exulte, heureux que son poulain n'ait pas, de toute la journée, été traité de « fachos ». « Les gens ne lui parlent même pas de politique, reconnaît-il. C'est dingue ce qui se passe autour de lui. »

Deux jours plus tard, pour son unique meeting à Paris, Jordan Bardella livre un discours radical devant une assistance rajeunie, agitant sans dire son nom le concept raciste et fantasmagique du « grand remplacement ».

Ce dernier week-end de campagne clôt pour lui une séquence de neuf mois, paradoxale. La popularité du jeune président du RN a crû de manière spectaculaire, poussée par les réseaux sociaux, son goût nouveau pour l'exercice des déambulations et des selfies, la place laissée par Marine Le Pen et les

encouragements initiaux de la Macronie, qui rêve de voir le RN s'entretuer. Mais, dans le même temps, l'eurodéputé n'a pas imposé un récit particulier à sa campagne et son costume de bon batteur en sort éliminé. En 2019, il n'était que l'homme lige de Marine Le Pen, une façade jeune et avenante de l'extrême droite. Cinq ans plus tard, pour sa première campagne dont il tenait les commandes, la marque laissée par Jordan Bardella reste difficile à cerner.



Jordan Bardella, lors d'un meeting à Paris, le 2 juin. THOMAS PADILLA/AP

« JORDAN BARDELLA N'IMPOSE AUCUN SUJET, N'A PAS D'AXE DE CAMPAGNE »

SARAH KNAFO
candidate Reconquête !
aux élections européennes

sumé à un copier-coller de celui de la précédente campagne des européennes, en 2019, sous un nouvel emballage, et contient pour l'essentiel des propositions qui ne relèvent pas de l'Union européenne ou nécessiteraient une refonte des traités.

Après avoir sollicité les têtes pensantes du parti pour étoffer le programme avant l'hiver, Jordan Bardella a finalement choisi de présenter quelque chose de « simple et concis », raconte un cadre un peu frustré. Bien obligé de reconnaître qu'au vu de l'avance dans les sondages « présenter un programme revenait à se mettre des bâtons dans les roues. Faire du fond, ce n'était pas l'ambiance ».

Des idées ? Pour quoi faire ? Installé comme première force d'opposition à Emmanuel Macron, le RN est devenu le réceptacle naturel de la colère dirigée contre le chef de l'Etat.

« Je ne suis pas d'accord avec l'idée que l'on a été prudents », oppose le député européen Philippe Olivier. Le conseiller du duo Le Pen-Bardella dit avoir, par son discours, « percuté le dogme des écologistes, qui en ont perdu leur magistère moral ». Après le pouvoir d'achat en 2022, le RN affirme « construire progressivement la matrice de la présidentielle 2027 » en se présentant comme le parti de la « puissance » contre la « décroissance » – bien que ses adversaires politiques dénoncent un programme affaiblissant la France sur les plans diplomatique et énergétique.

Ses intentions de vote n'ont fait que grimper, de manière régulière, depuis que M. Bardella fut intronisé comme un interlocuteur de premier rang par M. Macron en personne, lors des rencontres de Saint-Denis, fin août 2023. En privé, la tête de liste juge ce moment comme le détonateur de sa campagne.

Sur le plan personnel, la campagne dessine pour lui un bilan en

clair-obscur. Soumis pour la première fois à ce niveau d'exposition, il a aussi montré quelques failles. Sa défense instinctive de Jean-Marie Le Pen face au procès en antisémitisme fut, de son propre aveu, une erreur. Son inaction au Parlement européen a été mise en pleine lumière. Sur des sujets techniques, comme les prix planchers en agriculture, le marché européen de l'électricité ou la maîtrise des frontières, il a peiné à clarifier la position de son parti. Ces insuffisances se sont coagulées lors du débat télévisé face au premier ministre, Gabriel Attal, le 23 mai, considéré comme perdu sur le fond par M. Bardella – ce qui n'a pas déplu à certains proches de Marine Le Pen.

« Il marche sur l'eau »

Mais jamais ces moments de flottement n'auront freiné sa progression dans les sondages. « Il me fait penser à Macron jusqu'aux "gilets jaunes" : il marche sur l'eau quoi qu'il dise », compare un cadre du RN. Ces neuf mois ont assis sa notoriété personnelle et une franche popularité. « Il répond au besoin de régénération du personnel politique et incarne un vote décomplexé, débarrassé du tabou entourant le nom Le Pen », analyse un proche de M. Macron, convaincu qu'une relation de concurrence va rapidement s'installer entre les deux têtes du RN.

Le statut de M. Bardella a évolué au sein du parti, où personne n'est plus en droit d'égrotter la jeune icône. Lui-même se charge régulièrement de tacler Sébastien Chenu auprès des journalistes, le député RN, proche de Marine Le Pen, étant suspecté d'alimenter la presse en « off » mitigés sur ce candidat « de la société de l'image ». Quand cela ne suffit pas, Marine Le Pen passe la seconde lame pour faire taire la moindre critique à l'encontre de « Jordan ». Et si ce dernier occupera le haut de l'affiche dimanche 9 juin, c'est elle qui reste à la manœuvre sur les dossiers les plus importants, notamment lorsqu'il s'agit de calmer les rivalités internes, trancher les sujets stratégiques et fixer le cadre de la campagne. Pour l'instant, l'extrême droite continue de s'en remettre à celle que Jordan Bardella vouvoie toujours. ■

CLÉMENT GUILLOU
ET CORENTIN LESUEUR

NOUVEAU HORS-SÉRIE



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Copier-coller de 2019

Jordan Bardella a aussi consacré l'essentiel de sa campagne à tenter de séduire les élites économiques. Celle-ci était assumée comme une phase préparatoire et une mise en jambes avant l'élection présidentielle de 2027, le parti souhaitant désactiver le procès en incompétence dans ce domaine. Un but non atteint, si l'on en croit le réquisitoire sans appel dressé par le Cercle des économistes : après avoir passé à la loupe le projet du RN, dix de ses experts l'ont jugé « irréaliste, inefficace et fallacieux », dans le magazine *Challenges*.

Ces dernières semaines, le parti a d'ailleurs rangé dans ses placards un livret de mesures à destination du monde économique, dont la publication est sans cesse repoussée depuis l'hiver. Décision a été prise de ne rien publier qui puisse donner prise aux adversaires, à l'image d'une campagne sans la moindre initiative. Une campagne avant tout médiatique, où les petites phrases l'emportent sur le fond, comme le décrit ce collaborateur du RN au Parlement européen : « La ligne, c'est ce qui permet de gagner le débat sur BFM-TV le lendemain. »

« Le RN a perdu huit mois de politique, juge sa concurrente à l'extrême droite Sarah Knafo, en troisième position sur la liste de Reconquête !. Bardella est à 30 % dans les sondages, il bénéficie de l'intérêt de la presse, mais il n'impose aucun sujet, n'a pas d'axe de campagne hormis mettre une claque à Macron. Leur campagne n'a fait avancer aucun combat. » Chaque meeting du RN a ressemblé au suivant et au précédent, aucun n'explorant un sujet en profondeur. De cette campagne « incolore et inodore », selon les mots du candidat Les Républicains François-Xavier Bellamy, n'aura germé aucune idée nouvelle.

Le programme, expédié dans un petit livret de 18 pages, s'est ré-

Les propos de Macron décomptés du temps de parole de Renaissance

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a annoncé, mardi 4 juin, qu'elle décompterait du temps de parole de la liste du camp présidentiel les propos d'Emmanuel Macron relevant du débat politique lié aux élections européennes lors de son entretien télévisé prévu sur TF1 et France 2 jeudi. Plusieurs membres de l'opposition avaient saisi l'institution en appelant au respect du pluralisme politique.

Pères absents : le devoir de visite, une « solution simpliste »

Des juges, avocats et médiateurs dénoncent une mesure, voulue par le chef de l’Etat, à contre-courant des évolutions du droit de la famille

C’est une proposition qui a pris de court de nombreux acteurs du secteur : celle d’instaurer « *non plus seulement un droit, mais un devoir de visite des pères* » après une séparation, formulée par Emmanuel Macron, le 7 mai, dans un entretien au magazine *Elle*. « *On a laissé les hommes s’exonérer de tous leurs devoirs de parentalité* », affirme le président de la République, répétant que le devoir d’être parent « *ne s’arrête pas au moment du divorce ou de la séparation* ».

Les juges, avocats et médiateurs interrogés par *Le Monde* ont accueilli cette proposition avec « *surprise* », « *perplexité* », voire « *une certaine consternation* ». « *Ça ne correspond aucunement à une demande réfléchie, travaillée ou formulée par la profession* », remarque Alice Grunenwald, présidente de l’Association des magistrats de la jeunesse.

Le schéma exposé par Emmanuel Macron dans *Elle* existe, mais décrit un cas très spécifique : celui d’un père absent face à une mère qui souhaite « *exiger des visites régulières* » pour qu’il redevienne « *partie prenante de l’éducation* ». Et d’un enfant demandeur, qui « *se sent abandonné* » par son père. « *C’est une vision du temps de visite et d’hébergement très genrée, mais surtout déconnectée de la réalité* », lance Laurence Blisson, juge aux affaires familiales au tribunal judiciaire de Marseille, qui doute de la cohérence de cette proposition.

Les professionnels s’inquiètent aussi du risque qu’un devoir de visite systématique oblige des enfants à voir un père violent ou maltraitant. « *On est face à une injonction paradoxale, alors que les lois récentes cherchent à retirer l’autorité parentale ou son exercice*

de manière plus automatique lorsqu’il y a un danger pour l’enfant », souligne Alice Grunenwald, juge des enfants à Saint-Etienne. L’idée d’imposer la présence physique d’un parent désinvesti ne rassure guère plus. « *On ne peut pas contraindre quelqu’un à tisser un lien affectif par la loi*, assure Laurence Blisson. *Ça peut être très douloureux pour l’enfant s’il sent que son père le voit parce qu’il y est obligé* ».

Pour remettre l’intérêt de l’enfant au centre, le droit doit d’abord compter avec la diversité des situations familiales. Que faire des pères qui vivent loin, de ceux qui n’ont pas les moyens d’accueillir leurs enfants chez eux, de ceux qui ont pris leurs distances à cause d’un conflit ou qui se battent pour obtenir la garde alternée ? L’idée d’un devoir de visite des pères, résume Alice Grunenwald, est « *une solution simpliste à un problème extrêmement complexe* ».

Accord à l’amiable

C’est un simple « *effet d’annonce* », selon l’avocate parisienne Julie Pierrot-Blondeau, qui souligne que la loi française prévoit déjà un « *ensemble de droits et de devoirs* » dans la définition de l’autorité parentale, même après une séparation. Parmi ces derniers, celui de « *maintenir des relations personnelles avec l’enfant* », énoncé dans l’article 373-2 du code civil, qui offre aussi aux juges « *des outils pour sanctionner un parent qui ne remplit pas ses obligations parce qu’il se désintéresse de son enfant* ». Des outils pouvant aller jusqu’à l’ordonnance d’une astreinte ou une amende civile, résume l’avocate en droit de la famille.

Alors que le chef de l’Etat se tarvoie dans *Elle* de soulever un enjeu d’*égalité* entre les femmes et les hommes » dans les familles mono-

« **C’est une vision du temps de visite et d’hébergement très genrée, mais surtout déconnectée de la réalité** »

LAURENCE BLISSON
juge aux affaires familiales

parentales, la proposition apparaît, là aussi, éloignée des priorités du terrain identifiées par les acteurs du secteur. En tête, la précarité économique et les difficultés de logement que cumulent souvent ces familles – avec une femme à leur tête dans 82 % des cas – et une volonté d’améliorer leur accès aux prestations sociales. Au lieu de cela, « *encore des obligations, des sanctions* », souffle Kim Reuflet, présidente du Syndicat de la magistrature.

Juridiquement, la proposition d’imposer un devoir de visite va « *à rebours d’une certaine évolution du droit de la famille* », qui vise à « *interroger les raisons de la rupture de lien au cas par cas* » et à « *privilégier l’accord amiable trouvé entre les parents* », explique Kim Reuflet.

De plus en plus, les juges font appel à la médiation familiale pour régler les conflits lors d’une séparation. « *L’objectif est de renouer la communication pour pouvoir discuter de manière apaisée, gérer la contribution financière mais aussi le conflit, et prévoir les visites en fonction des emplois du temps de chacun* », détaille Kannika Panot, médiatrice

familiale à l’union départementale des associations familiales de la Marne. « *Il y a beaucoup d’affect dans ces affaires, et – les cas de violence mis à part – un meilleur accord des parents vaudra toujours mieux qu’une solution qu’on leur impose* », ajoute la juge Laurence Blisson.

Pour l’heure, les magistrats ne peuvent que supposer des modalités d’une application concrète d’un devoir de visite. Le chef de l’Etat a simplement expliqué vouloir « *ouvrir un débat* », sans détailler de projet de réforme. « *Pas d’éléments complémentaires à donner à ce stade* », glisse-t-on au ministère de la justice, qui dit cependant avoir bien été « *saisi du sujet* ».

De son côté, le député (Les Républicains) de Meurthe-et-Moselle, Thibault Bazin –, avait déposé une proposition de loi, le 2 mai, instaurant un devoir de visite et prévoyant une peine d’emprisonnement d’un an et une amende de 15 000 euros s’il n’était pas respecté.

Quant au « *débat sur la parentalité* », le sociologue François de Singly admet qu’il s’agit d’un angle mort des politiques publiques et regrette « *un manque de réflexion sur la façon d’être parents “ensemble” après une séparation* ». Mais en remplaçant, dans son entretien à *Elle*, le rôle des pères dans le cadre des émeutes de juillet 2023, après la mort de Nahel M., et des concertations sur la violence des mineurs, le chef de l’Etat « *réduit la proposition à accuser les pères d’une défaillance d’autorité, et renvoie à une vision très ringarde de leur rôle*, estime le sociologue. *M. Macron referme le débat avant même de l’avoir ouvert* ».

LOUISE VALLÉE

La BRI de Dijon mise en cause dans une suspicion de bavure

Un tir aurait été effectué sans sommation lors d’une intervention à Besançon. L’IGPN a écarté le motif de la « légitime défense »

Cela fait bientôt un an qu’Emmerick D. a été blessé par balle au poumon à son domicile dans la banlieue de Besançon. Le 13 juin 2023, à 6 heures, des coups violents sont frappés à sa porte. Une colonne de dix hommes de la brigade de recherche et d’intervention (BRI) de Dijon, accompagnée de trois policiers bisontins, est venue interpellé un homme jugé dangereux, accusé d’une tentative de meurtre à la kalachnikov dans le cadre d’un règlement de comptes lié au trafic de stupéfiants. Emmerick D., âgé d’une trentaine d’années, est soupçonné de l’héberger. Lui-même est connu de la justice pour avoir été condamné à plusieurs reprises pour trafic de stupéfiants et poursuivi pour des violences conjugales.

Casqués et cagoulés, les policiers de la BRI en tête du dispositif se tiennent dans le couloir sombre conduisant à son appartement, prêts à intervenir. Ils obturent le judas de sa porte et installent un vérin pour l’ouvrir d’un coup. Mais le chien présent au domicile commence à aboyer, et réveille Emmerick D. Ce dernier, torse nu, se dirige vers la porte, regarde à l’œilleton, ne voit rien. Quand il entrouvre la porte, il reçoit une balle de pistolet quasi instantanément. Les policiers ne trouvent personne d’autre à son domicile. Emmerick D. a le poumon perforé. Opéré en urgence, il se rétablit, mais garde une impotence fonctionnelle du bras gauche et souffre toujours de troubles psychologiques liés au tir. Il se voit prescrire deux mois d’interruption totale de travail.

Révelée par *Mediapart* et *Libération*, l’affaire n’a pas fait grand bruit jusqu’à présent. Notamment parce que la victime, Emmerick D., que *Le Monde* a essayé de joindre, ne souhaite pas s’adresser à la presse. Mais son conseil, M^e Christophe Bernard, décrit une intervention sans identification et un tir sans sommation. Un seul des policiers présents sur les lieux assure que le terme « *police* » a été prononcé. Le tireur dit pour sa part avoir crié « *Bouge pas* » à Emmerick D., qui aurait esquissé un mouvement lui laissant penser qu’il allait saisir une arme.

Une vidéo de dix-huit secondes, prise au téléphone par l’un des trois policiers bisontins placés en queue de colonne, atteste que le seul terme prononcé à haute voix au cours de l’intervention a été celui d’*ouverture* » suivi d’une détonation quasi simultanée. Et Emmerick D. n’était pas armé.

Ces faits – et la vidéo – ont été révélés au cours de l’enquête préliminaire ouverte en juin 2023 par le procureur de Besançon, Etienne Manteaux, et confiée à l’inspection générale de la police nationale (IGPN). Le policier tireur de la BRI de Dijon, entendu en audition libre, a argué de la légitime défense : « *J’ai fait usage de mon arme pour protéger ma vie et celle de mes collègues, vu que j’avais intimé l’ordre à l’individu de*

ne pas bouger, qu’il ne pouvait pas ignorer que j’étais policier et que sa gestuelle me laissait penser qu’il allait faire usage d’une arme à feu », a-t-il déclaré. Il a ajouté avoir décelé « *une expression de visage déterminée* » chez Emmerick D.

Dans son procès-verbal de synthèse, que *Le Monde* a pu consulter en partie, le responsable de l’IGPN de Metz estime qu’« *ils agissait d’une intervention délicate, à la recherche d’un individu armé et extrêmement dangereux (...) qui plus est dans un secteur réputé difficile (...) où les règlements de comptes avec arme étaient devenus courants* ». « *La réaction du policier tireur, empreinte de méfiance, de stress et de peur, semblait déclenchée par un pas en arrière de la victime et par sa main droite non visible* », ajoute le commissaire. Qui conclut toutefois que « *le contexte tendu, un pas en arrière ou une main cachée ne semblent pas suffisants pour justifier ici, ni la légitime défense (...), ni l’usage d’une arme à feu par les forces de l’ordre* ».

« Tentative de meurtre »

Pour M^e Bernard, les « *conclusions* [de l’enquête de l’IGPN] sont accablantes ». Mais ne voyant rien avancer au bout de dix mois, l’avocat d’Emmerick D. a déposé, le 17 avril, une plainte pour « tentative de meurtre » avec constitution de partie civile, qui a débouché sur l’ouverture d’une information judiciaire. Pour le procureur de Besançon, « *cette procédure a connu une évolution très classique* » et on ne peut donc pas parler de délai excessif.

« *L’enquête de l’IGPN a été clôturée le 17 janvier*, déclare-t-il au *Monde*. *Sept mois pour des investigations complètes, c’est un délai que je trouve satisfaisant. Après analyse de la procédure, j’ai transmis le 5 février la copie de la procédure accompagnée d’un courrier aux parties, sollicitant leurs observations. Je n’ai pas reçu de réponse écrite du conseil du mis en cause, et j’allais engager des poursuites quand j’ai appris fin avril que le plaignant s’était constitué partie civile devant le magistrat instructeur. Je vais donc communiquer [à ce dernier] la totalité des pièces de l’enquête préliminaire.* »

Concernant la qualification retenue, à savoir la « tentative de meurtre », elle est lourde et sera probablement contestée par le parquet, qui, après une plainte avec constitution de partie civile, a deux mois pour se prononcer sur les contours de l’information judiciaire ouverte. « *Le parquet lui-même a pour habitude de faire ouvrir des informations sur le chef de mis en examen le plus grave* », estime M^e Bernard, qui rappelle que le tir visait une zone létale.

Contacté, l’avocat du policier qui a tiré, M^e David Kahn, n’a pas souhaité faire le moindre commentaire. Tout comme le service d’information et de communication de la police nationale, qui n’a pas voulu s’exprimer sur une enquête judiciaire en cours. ■

CHRISTOPHE AYAD

Après le naufrage du « Breiz », le tribunal maritime relaxe le sauveteur de la SNSM

Trois marins avaient trouvé la mort dans la Manche, en janvier 2021

Les cinq juges du tribunal maritime du Havre (Seine-Maritime) – trois magistrats de l’ordre judiciaire et deux professionnels de la mer – ont prononcé, mardi 4 juin, la relaxe de Philippe Capdeville, capitaine bénévole de la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM), poursuivi pour une série de « *négligences* » lors de l’opération de remorquage d’un chalutier, au large de Port-en-Bessin (Calvados), la nuit du 14 janvier 2021, au cours de laquelle le bateau avait sombré dans la Manche, avec l’équipage. Les corps de Quentin Varin, 27 ans, Steven et Jimmy Gibert, 26 et 19 ans, avaient été retrouvés le lendemain, prisonniers des portes couissantes du poste de pilotage.

Le tribunal n’a pas suivi le procureur, qui avait requis la condamnation du capitaine de la SNSM à un an d’emprisonnement avec sursis, assortie de deux ans d’interdiction de naviguer. Dans son réquisitoire, celui-ci avait repris les conclusions de l’expert maritime, selon lesquelles le remorquage était « *causal* » dans le naufrage du *Breiz*. Il était reproché au sauveteur un amarrage trop rapide du chalutier en pleine tempête, une vitesse excessive au démarrage et pendant le trajet,

ainsi que des changements de cap trop périlleux.

Si le tribunal retient contre Philippe Capdeville un défaut de veille pendant les quarante et une secondes durant lesquelles Quentin Varin lui adresse des messages paniqués – « *Débraye! Débraye! Débraye! Débraye! Eh! Dis! Débraye! Débraye! Oh! Oh! Oh! On va chavirer! On va chavirer, nous! On chavire! On chavire!* » –, il considère que cette absence de réaction ne suffit pas à établir un lien causal avec le naufrage.

Les juges font également une appréciation différente des responsabilités des deux autres principaux prévenus, poursuivis pour « *homicides involontaires* », le coarmateur du bateau et l’expert maritime sollicité lors de la vente, contre lesquels six mois d’emprisonnement avec sursis avaient été requis. L’expert est relaxé, ainsi que sa société, poursuivie en

Seul le coarmateur du chalutier est déclaré coupable pour « homicides involontaires »

qualité de personne morale. Seul le coarmateur du coquillier, vieux de quarante-deux ans, pour lequel Quentin Varin s’était endetté en acquérant la moitié des parts, quelques mois plus tôt, est déclaré coupable. Le tribunal est allé au-delà des réquisitions en le condamnant à dix-huit mois de prison avec sursis.

Recherche d’apaisement

En inversant la hiérarchie des responsabilités dans ce naufrage – la vétusté du bateau, dont le surpoids ne respectait pas les normes autorisées par le permis de navigation, apparaissant comme un facteur majeur –, le jugement du tribunal maritime devrait apaiser la colère des sauveteurs en mer, qui s’étaient relayés sur les bancs du public, lors du procès, en avril, au soutien de Philippe Capdeville.

Celui-ci, capitaine bénévole depuis trente-cinq ans, patron en titre du canot tous temps de la SNSM depuis treize ans, avait accepté la mission de sauvetage, après le refus opposé par un équipage basé dans un port plus proche, en raison des trop mauvaises conditions de sortie.

A l’audience, Philippe Capdeville s’était adressé, la voix étranglée, aux deux familles en-

deuillées, épouses, filles, fils ou petit-fils de marins pêcheurs : « *Vous pouvez me reprocher tout ce que vous avez sur le cœur*, avait-il déclaré. *Perdre des mômes, c’est ce qu’il y a de pire. Je suis de tout cœur avec vous.* »

Les avocats des parties civiles avaient eux-mêmes cherché l’apaisement en soulignant que ce procès ne devait pas être celui d’une « *lutte fratricide entre sauveteurs et marins* ». M^e François Zimeray, qui défendait, aux côtés de M^e Jessica Finelle, les parents et la sœur de Steven et Jimmy Gibert, s’était interrogé sur le sens même de ces poursuites pénales, tout en espérant que ce procès permette de tirer des leçons.

« *C’est pour qu’un tel drame ne se reproduise plus que nos clients s’étaient constitués partie civile. Ils étaient conscients qu’aucune décision de condamnation ne leur rendrait leurs fils* », ont réagi les avocats à l’annonce du jugement. Celui-ci, ont-ils poursuivi, « *ne doit pas éluder que cette tragédie est le fruit d’une succession de dysfonctionnements de tous ordres. [Cette décision] ne doit [aucunement] dispenser chacun des acteurs de se remettre en question pour qu’une telle tragédie ne se reproduise pas* ». ■

PASCALE ROBERT-DIARD

JUSTICE Violences devant un lycée : deux étudiants d’ultradroite condamnés

Deux étudiants de 19 et 21 ans, anciens membres du groupe d’ultradroite Division Martel, Louis N. et Pierre C., ont été condamnés, mardi 4 juin, à Paris, à six mois de prison avec sursis pour avoir pris part, devant un lycée parisien, il y a un an, à des violences,

dont ils ont nié le caractère raciste. Le tribunal correctionnel a en outre interdit à Louis N. et Pierre C. de porter une arme pendant cinq ans. Les deux hommes devront aussi verser 500 euros de dédommagement à un lycéen victime de violences, ainsi qu’à la Ligue internationale contre le racisme et l’antisémitisme et à la Ligue des droits de l’homme. – (AFP)

Le réchauffement climatique s’accélère

La hausse des températures atteint 0,26 °C par décennie, un record, révèle une mise à jour des indicateurs

Le climat change plus rapidement que jamais. Le réchauffement s’accroît désormais à un rythme de 0,26 °C par décennie, un record dans les relevés, selon une nouvelle étude scientifique publiée dans *Earth System Science Data*, mercredi 5 juin, par un groupe international de 59 scientifiques de renom, issus de 44 institutions. Des résultats qui s’illustrent tragiquement au quotidien dans de nombreux pays, qu’il s’agisse des canicules extrêmes en Inde, au Pakistan ou au Mexique, du dôme de chaleur en Californie ou des inondations meurtrières dans le sud du Brésil.

Comme en 2023, ces chercheurs ont mis à jour les principaux indicateurs climatiques du dernier rapport du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC), publié en 2021, afin d’éclairer les négociations climatiques. La prochaine évaluation de l’Instance onusienne n’est pas attendue avant 2027, « *ce qui risque de créer un déficit d’information entre les cycles de rapports* », précisent les auteurs pour justifier leur démarche. Il s’agit de l’état du climat « *le plus à jour et le plus clair* », et « *ce que nous voyons est inquiétant* », réagit Zeke Hausfather, climatologue à l’institut Berkeley Earth, qui n’a pas participé à l’étude.

Il ne fait « *aucun doute* » que le monde se réchauffe désormais plus rapidement que le rythme de + 0,18 °C par décennie observé entre 1970 et 2010, rappelle-t-il. Le réchauffement s’est également accéléré entre la décennie 2010-2019 analysée dans le dernier rapport du GIEC et celle de l’étude dans *Earth System Science Data* (2014-2023).

« *Bien que cette accélération soit globalement conforme aux modèles climatiques, elle n’en demeure pas moins un signe inquiétant que les impacts climatiques vont s’aggraver plus rapidement* », prévient le scientifique. « *Malgré tout, on n’est pas dans un emballement ou une réponse incontrôlée du système climatique* », ajoute Pierre Friedlingstein, directeur de recherche (CNRS) à l’Ecole normale



Des bénévoles distribuent des boissons fraîches pendant un épisode de canicule, à Lahore (Pakistan), le 31 mai. ARIF ALI/AFP

supérieure et l’un des signataires de l’étude. Le premier auteur, Piers Forster, climatologue à l’université de Leeds (Royaume-Uni), se montre encore plus prudent et estime, pour sa part, qu’il n’y a « *pas de preuve claire* » que cette accélération se poursuive.

+ 1,19 °C en moyenne

Quel que soit le terme employé, il reste une réalité : le réchauffement a atteint un nouveau record, avec + 1,19 °C en moyenne au cours de la dernière décennie (2014-2023) par rapport à l’ère préindustrielle – contre + 1,07 °C entre 2010 et 2019. La hausse des températures est plus élevée sur les continents (1,74 °C) qu’à la surface des océans (1,19 °C).

Lors de l’année 2023, la plus chaude jamais enregistrée, le réchauffement s’est établi à 1,43 °C.

L’écrasante majorité de cette surchauffe (1,3 °C, soit 90 %) est liée aux activités humaines. Les 10 % restants ont été causés par la variabilité naturelle du climat et, en particulier, le phénomène El Niño – en train de s’achever –, un réchauffement du Pacifique équatorial qui tire vers le haut le thermomètre mondial. En revanche, l’étude n’explique pas en détail les très fortes anomalies de chaleur observées à l’été et à l’automne 2023, avant le pic d’El Niño, qui suscitent de vifs débats au sein de la communauté scientifique.

« *Le taux élevé de réchauffement n’est pas surprenant étant donné que les émissions de gaz à effet de serre restent très élevées, alors qu’il faudrait qu’elles baissent. Tant que cela sera le cas, le réchauffement augmentera* », affirme Pierre Friedlingstein. Selon l’étude, les

rejets carbonés ont atteint des niveaux record sur la décennie 2013-2022, équivalant à 53 milliards de tonnes de CO₂ par an. Les émissions sont provoquées par la combustion d’énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), qui ont compté pour environ 70 % de ce total, ainsi que la production de ciment, l’agriculture et la déforestation. Le rythme de hausse, qui s’est établi aujourd’hui à un peu moins de 1 % par an, a toutefois ralenti comparé aux années 2000, où il dépassait 3 % par an.

Cette hausse des émissions entraîne une augmentation de la concentration des gaz à effet de serre dans l’atmosphère, à des niveaux inédits depuis plusieurs millions d’années pour le CO₂. Résultat : le déséquilibre énergétique de la terre, c’est-à-dire la quantité d’énergie qui arrive dans le

système climatique comparé à celle qui en repart, s’accroît. Il est désormais 50 % plus élevé que sur la moyenne des cinquante dernières années. « *Cet excès de chaleur est stocké dans les océans et les continents, qu’il réchauffe. Il réchauffe également l’atmosphère et fait fondre les calottes glaciaires* », prévient Karina von Schuckmann, océanographe au Mercator Ocean International, un centre d’analyses situé à Toulouse.

« Monde de dépassement »

La flambée du mercure s’explique aussi par la diminution du refroidissement entraîné par les aérosols. Ces particules en suspension dans l’atmosphère, rejetées par les activités humaines polluantes, réfléchissent une partie des rayons du soleil vers l’espace. Or, ces aérosols sont en régression

Les rejets carbonés ont atteint 53 milliards de tonnes de CO₂ par an sur la décennie 2013-2022

continue et ne masquent donc plus une partie du réchauffement. Ils sont moins importants grâce aux politiques de lutte contre la pollution de l’air dans les villes, enjeu sanitaire crucial, ainsi que la réduction des émissions de dioxyde de soufre dans le transport maritime depuis 2020. En 2023, la pollution engendrée par les vastes feux de forêt au Canada a toutefois contrebalancé en partie les efforts des navires.

Autre résultat majeur de l’étude : le budget carbone (plafond d’émissions) disponible pour conserver 50 % de chance de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C, comme prévu par l’accord de Paris, s’épuise rapidement. Il a été divisé par plus de deux par rapport à l’estimation du GIEC. Au début de l’année, il s’établissait à 200 milliards de tonnes de CO₂ contre 500 milliards dans l’évaluation de 2021. Cela ne correspond plus qu’à cinq ans d’émissions au rythme actuel.

« *Cela confirme ce que la plupart des scientifiques du climat savent depuis des années : nous avons attendu trop tard pour limiter le réchauffement à 1,5 °C* », se désole M. Hausfather. S’il est possible de faire redescendre les températures mondiales plus tard dans le siècle, en atteignant la neutralité carbone et en pompant du CO₂ de l’atmosphère, « *nous sommes voués à un monde de dépassement dans les décennies à venir* ». M. Forster, au contraire, se dit encore « *optimiste* » quant à la capacité des pays à réduire leurs émissions et à diviser par deux le rythme du réchauffement climatique dans la prochaine décennie. ■

AUDREY GARRIC

A69 : les opposants veulent se rassembler malgré l’interdiction

Gérald Darmanin a dit redouter une manifestation « extrêmement violente » lors de la mobilisation prévue du 7 au 9 juin dans le Tarn

Un nouvel épisode des tensions autour de la construction de l’autoroute A69 s’est déroulé, mardi 4 juin, dans l’hémicycle de l’Assemblée nationale, à des centaines de kilomètres de ce projet d’autoroute controversé reliant Castres, dans le Tarn, à Toulouse.

A l’approche des trois jours de rassemblements des opposants au projet, prévus sur place vendredi 7, samedi 8 et dimanche 9 juin, le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, a expliqué, lors de la séance des questions au gouvernement, qu’il avait demandé au préfet du Tarn d’interdire « *cette nouvelle manifestation qui s’annonce extrêmement violente* » où pourraient se rendre « *5 000 personnes dont 600 black blocs* ». « *Rien à voir avec une balade champêtre contestataire* », a-t-il ajouté, expliquant que douze unités des forces mobiles « *sont en route* » et que des « *contrôles de zone* » avaient déjà abouti à la saisie de « *couteaux, de marteaux et de haches dans les véhicules* ».

Mardi, la question lui avait été posée par Jean Terrier, député (Rennaissance) du Tarn et président de la commission d’enquête parlementaire « *sur le montage juridi-*

que et financier » de l’A69, qui a, de son côté, critiqué « *une opposition d’écologistes radicalisés relayée par le mouvement des Soulèvements de la Terre* ».

En choisissant l’interdiction, M. Darmanin n’a aucune assurance de ne pas tendre un peu plus les choses sur le terrain. Après s’être concertés, les principaux collectifs – Les Soulèvements de la Terre, La Voie est libre (LVEL), Extinction Rebellion Toulouse, la ZAD A69 – ont en effet signé un communiqué où ils appellent quand même à « *se rassembler massivement* ». « *Le ministre de l’intérieur alimente un peu plus l’autoritarisme en marche et l’attente à nos libertés fondamentales* », écrivent les militants avant d’accuser Gérald Darmanin de prendre « *ainsi le risque d’engendrer une situation chaotique* ».

Mardi, le groupe des écologistes à l’Assemblée nationale a, pour sa part, évoqué le film *Minority Report* (2002) en décrivant un gouvernement prêt à « *nous plonger en plein film d’anticipation où la violence s’invente avant même son existence éventuelle* ».

A partir de vendredi 7 juin, les mouvements mobilisés avaient prévu trois jours de réunions et

d’actions, comme des tables rondes sur la lutte contre les projets routiers, une « balade naturaliste » sur l’histoire de la colonisation, des concerts, mais aussi et, surtout, une « Manif’action », samedi 8 juin, sur le tracé de l’A69.

Pris de court, les collectifs n’ont pas encore précisé comment ils comptent se réorganiser mais ils promettent de tout faire pour que « *les nombreux habitants, familles, manifestants qui participeront à cette mobilisation festive et déterminée soient accueillis dans les meilleures conditions* ». « *Le ministre est à nouveau notre meilleur attaché de presse, ironise Thomas Digard, de LVEL. Mais cette déclaration est incompréhensible. (...) Ce samedi, les forces de l’ordre seront là pour réprimer et ne rempliront pas leur rôle qui est de sécuriser la manifestation, c’est désolant.* »

multiples interventions

Ce regain de tensions pourrait rendre ce rassemblement, désormais illégal, très compliqué à gérer. Depuis que les opposants pacifistes sont descendus des arbres dans lesquels ils s’étaient perchés, notamment dans le bois de la Crémade sur la commune de Saix (Tarn), une opposition plus radi-

Jeudi 30 mai, onze opposants au projet ont été interpellés par les gendarmes et placés en garde à vue

cale a pris le relais. Autour du chantier de l’A69, des dégradations de matériels ont été constatées depuis plusieurs semaines, certaines revendiquées par le GIEC, le Groupe d’intervention pour l’extinction des chantiers. Dans la nuit du 16 au 17 avril, quatre engins ont été incendiés à Saix. Dimanche 5 mai, un autre a été brûlé à Puylaurens (Tarn). Le 27 mai, « *une dizaine d’individus violents ont jeté des projectiles sur les ouvriers du chantier de l’autoroute et sur les gendarmes* », a rapporté la préfecture du Tarn. Le concessionnaire Atosca a évoqué dix incendies d’engins depuis le lancement des travaux.

De leur côté, les forces de l’ordre ont procédé à de multiples interventions contre des militants ; le

signe d’une « *répression politique inquiétante* », a estimé le parti Les Écologistes-Europe Ecologie-Les Verts. Le 30 mai, onze opposants à l’A69 – deux personnes du conseil d’administration du Groupe national de surveillance des arbres, deux responsables d’Attac et sept membres de LVEL – ont été interpellés et placés en garde à vue dans les locaux de plusieurs gendarmeries du Tarn pour les motifs de complicité de destruction de biens par moyens dangereux, complicité de dégradation et complicité de violence sur des gendarmes lors de la manifestation du 9 décembre 2023.

Ce jour-là, entre 800 et 2 000 personnes avaient manifesté contre la future usine d’enrobage à chaud de bitume de Puylaurens qui sera en capacité de produire 450 tonnes d’enrobés par heure pour construire le revêtement de l’A69. « *La répression était invisible jusque-là. Désormais, elle touche tout le monde et elle a l’avantage de montrer que cette lutte est populaire, diversifiée. Elle renforce notre solidarité contre ce projet inutile et absurde* », affirme Geoffrey Tarroux, membre de LVEL sorti libre de garde à vue.

La tension entre les anti-A69 et

l’Etat est encore montée d’un cran en début de semaine. « *Il y a, depuis [le lundi 2 juin], des fouilles de véhicules pour saisir des bombes aérosol, du matériel de protection comme des masques FFP2 et des lunettes de piscine, des casques de vélo et des cagoules* », observe ainsi « Lyra », un militant d’Extinction Rebellion venu rejoindre à deux reprises la zone à défendre (ZAD) de la Cal’Arbre, du nom de ce bois sur la commune de Saix sur le tracé de l’autoroute, occupé au sol et dans les chênes par des cabanes depuis le 20 février pour empêcher leur abattage.

A quelques kilomètres de là, le Bacamp, un campement de repli monté à la hâte le long de la voie de chemin de fer lorsque la ZAD de la Crem’arbre a été vidée de ses occupants le 15 février, se prépare à accueillir de nouveaux opposants. « *On a prévu des stocks de nourriture, on a aménagé une bêtillère avec des lits et des douces* », énumérait, le 3 juin, un militant qui se fait appeler « Pea-nut ». Exactement le type d’opposition que ne veut pas voir s’installer Gérald Darmanin... ■

MATTHIEU GOAR
ET AUDREY SOMMAZI
(TOULOUSE, CORRESPONDANCE)

Les opérateurs télécoms ciblent la loi « littoral »

Des initiatives législatives veulent simplifier l’implantation d’antennes de téléphonie mobile sur les côtes

La mer, la dune et, au bout du sentier, une antenne de téléphonie mobile. La carte postale du littoral français ressemblera-t-elle à ça dans quelques mois ? Deux initiatives parlementaires visent à assouplir les règles du code de l’urbanisme qui limitent actuellement l’implantation de pylônes de télécoms dans les communes soumises à la loi relative à l’aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

D’un côté, le député Eric Bothorel (Renaissance, Côtes d’Armor), soutenus par 167 de ses collègues du parti d’Emmanuel Macron, défend une proposition de loi visant à améliorer les services 4G et 5G dans ces communes. L’examen du texte, déposé le 2 mai, doit débiter le 12 juin à l’Assemblée nationale. Au Palais du Luxembourg, c’est le sénateur Patrick Chaize (Les Républicains, Ain) qui mène la charge : il a fait inscrire un amendement à la loi de simplification de la vie économique, en première lecture au Sénat, afin d’obtenir, à titre expérimental jusqu’au 31 décembre 2028 une exemption à la loi « littoral ». Aujourd’hui, les règles pour ériger un relais de téléphonie mobile dans les plus de 1200 communes classées en zone littorale sont strictes. Dans une décision du 11 juin 2021, le Conseil d’Etat a confirmé que ces équipements entrent dans le cadre des restrictions du code de l’urbanisme.

Montage d’une antenne de téléphonie en milieu boisé, à Hardelot-Plage (Pas-de-Calais), le 29 avril 2021.

MARC DEMEURE/
PHOTOPQR/VOIX
DU NORD/MAXPPP



Accueillir un pylône

Ainsi, sur le littoral, l’implantation de ces antennes ne peut se faire qu’au sein d’espaces urbanisés ou en continuité de ceux-ci. Impossible donc d’ériger un pylône sur des terrains agricoles ou naturels ni dans un périmètre d’urbanisation diffuse, même loin de la côte : la zone littorale s’étend jusqu’à plusieurs dizaines de kilomètres dans les terres.

Selon la Fédération française des télécoms (FFT), l’association qui représente les opérateurs français, dont Orange, SFR et Bouygues Telecom, et qui milite depuis plusieurs années pour un assouplissement du code de l’urbanisme, « le principe d’extension de l’urbanisation en continuité affecte de façon très concrète un nombre important de projets de site sur les territoires du littoral ».

La FFT a compté que, sur 1848 projets de sites mobiles dans ces zones, 200 sont bloqués pour cause de refus de déclaration préalable en raison de la loi « littoral »,

584 demandes de déclaration préalable n’ont pas été déposées, car contraire aux dispositions de la loi, et 1064 rencontrent des difficultés d’implantation non liées directement à la loi. Les riverains de ces zones en continuité d’urbanisation, qui pourraient accueillir un pylône, s’opposent en effet souvent à l’installation d’un pylône au bout de leur jardin. Résultat, « les antennes sont parfois posées sur des parcelles éloignées des habitants, ceux qui ont besoin de couverture mobile, et pas nécessairement là où elles sont le plus efficaces », regrette Michel Canévet, sénateur du Finistère (Union centriste), qui avait tenté en 2021 d’assouplir les règles.

« Certains voient cette loi comme un totem », reconnaît Eric Bothorel, mais le député de la cinquième circonscription des Côtes-d’Armor, dont toutes les communes sont classées en zone littorale, se défend de vouloir défigurer les côtes. Selon lui, « la couverture mobile des zones littorales est une

question d’intérêt général. Etre proche d’une côte ne doit pas empêcher de passer un appel d’urgence, de bénéficier d’un système d’assistance à domicile pour personnes dépendantes ou de disposer des mêmes services numériques que dans le reste du territoire ».

« Sur des camions »

Pour le député, la mauvaise couverture de ces communes pourrait devenir encore plus problématique après le déploiement, en juin, du Réseau radio du futur, le nouvel outil de communication des forces de l’ordre et des services de secours, qui fonctionne sur les réseaux de Bouygues Telecom et d’Orange. L’élu rappelle que les communes de montagne, autrefois soumises à des règles d’implantation strictes, ont obtenu un aménagement de la loi en 2016.

Pour tenter de rassurer les défenseurs du littoral, le texte de la proposition de loi et celui de l’amendement Chaize prévoient que les antennes ne pourront pas

être érigées dans « des espaces proches du rivage et au-delà d’une bande de 100 mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d’eau intérieurs ». Le permis de construire devra être délivré « par le maire ou le président de l’établissement public intercommunal compétent (...) après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites », précise la proposition de loi.

« Il faut laisser la main aux élus. Ce sont eux qui connaissent les besoins et les caractéristiques de leur territoire », appuie Xavier Batut, député (Horizons) de Seine-Maritime, favorable à la proposition de loi Bothorel. « Il faut aussi imposer la mutualisation obligatoire des sites par les opérateurs pour éviter de multiplier les infrastructures », ajoute-t-il. Le député se demande aussi s’il ne faut pas « prioriser les appels téléphoniques sur l’Internet mobile, pour que ces antennes répondent d’abord aux besoins des services de secours avant de servir

Les départements littoraux pourraient concentrer 39 % de la population française en 2050

à regarder des séries sur la plage ».

Pour ces élus, qui constatent une saturation des réseaux télécoms en période estivale avec l’afflux de touristes, l’installation de ces équipements est d’autant plus indispensable alors que, selon l’Institut national de la statistique et des études économiques, la population des départements littoraux devrait croître de 14,1 % entre 2013 et 2050, soit 3,6 millions d’habitants en plus. Ils pourraient concentrer 39 % de la population française en 2050.

« La problématique n’est pas la loi « littoral ». En été, dans les zones touristiques où la population aug-

mente très fortement, les opérateurs ont la possibilité de déployer des antennes relais sur des camions. Le vrai sujet est le manque de concertation entre opérateurs et élus sur le choix du site », rétorque Geoffroy de Baynast, avocat spécialisé dans l’urbanisme, qui a fait de la loi « littoral » une arme de défense pour les communes qui souhaitent contester devant les tribunaux l’implantation d’une antenne dans un endroit indésirable.

Marina Ferrari, la secrétaire d’Etat au numérique, voit favorablement ces initiatives. Une réunion interministérielle doit trancher, ce mercredi 5 juin, pour savoir si le gouvernement soutient la proposition de loi Bothorel. Mais celle-ci, ou l’amendement Chaize, ira-t-elle jusqu’au bout ? Ces dernières années, toutes les initiatives pour assouplir la loi ont échoué, en raison d’une forte opposition locale, de la part d’associations de protection de l’environnement ou de riverains. ■

OLIVIER PINAUD

Macron annonce le lancement du Pass rail pour le 5 juin

La carte permet aux jeunes de 16 à 27 ans de voyager de manière illimitée cet été dans les TER, trains de nuit et Intercités pour 49 euros par mois

C’est par une vidéo sur le réseau social TikTok que le président de la République a lancé le Pass rail. Les ventes de cette carte démarrent mercredi 5 juin. Elle permettra aux jeunes de 16 à 27 ans de voyager de manière illimitée sur le réseau des TER, trains de nuit et Intercités moyennant un abonnement à 49 euros par mois, à compter du 1^{er} juillet et pendant deux mois.

« Alors... en septembre, chez HugoDécrypte [qui compte 2,7 millions d’abonnés sur YouTube], j’avais pris un engagement : mettre en place le Pass rail en France (...), la possibilité pour les jeunes d’avoir une offre écologique. Eh bien, demain, 5 juin, c’est chose faite. Engagement tenu », explique Emmanuel Macron en mode selfie. Une annonce qu’il tenait à faire avant

les vacances et, surtout, avant les élections européennes du 9 juin. Au total, 700 000 jeunes sont éligibles à cette offre et le gouvernement table sur la vente d’environ 60 000 passes. Ce qui coûterait un peu moins de 15 millions d’euros, dont 80 % seront pris en charge par l’Etat et 20 % par les régions,

habituelles autorités organisatrices des trains régionaux.

Le dispositif est une idée de l’ancien ministre des transports Clément Beaune, inspiré du Deutschlandticket (« ticket Allemagne ») lancé par nos voisins le 1^{er} mai 2023. Il exclut, lui aussi, les trains à grande vitesse, mais, à la

différence du dispositif français prévu pour l’été, il est ouvert à tous et toute l’année et donne accès aux réseaux urbains.

Pas en Ile-de-France

La mesure allemande, qui compte 11 millions d’abonnés, coûte toutefois plus de 3 milliards d’euros par an, financés par l’Etat et les Länder. Une réflexion est donc en cours pour remonter le prix à 59 euros, voire à 69 euros. Le dispositif a surtout séduit les habitants des villes, qui représentent 8 abonnés sur 10 et étaient déjà utilisateurs des transports en commun.

C’est ce coût qui a conduit le gouvernement à resserrer le dispositif sur les jeunes et sur l’été. Le Pass rail ne permet pas, en outre, de voyager en Ile-de-France, où le prix du Navigo mensuel est de

86,40 euros. La région n’a donc pas souhaité participer. Mais, à écouter le ministre des transports, Patrice Vergriete, ce n’est pas tant le prix qui a empêché d’intégrer la région dans le dispositif que « le temps imparti », qui « n’a pas permis d’embarquer tous les acteurs », explique-t-il. Selon le ministre, il aurait fallu réussir à mobiliser la région, son autorité organisatrice, et surtout les opérateurs : RATP, Transilien, Transdev et Keolis. Ce qui sera possible en 2025, si l’expérimentation est confirmée. Il rêve surtout d’un « passe Erasmus du rail », une version européenne. Le passe donne accès aux trains de nuit (Intercités), mais il faut payer 19,50 euros pour une couchette.

Même si la région Ile-de-France n’est pas partie prenante au projet, il est possible d’emprunter un

Intercité ou un TER depuis Paris pour rallier une autre région gratuitement. L’achat d’un passe se fera sur un mois glissant, en déterminant la date de départ, c’est-à-dire qu’un passe acheté le 14 juillet courra jusqu’au 14 août. Il est possible d’acheter deux passes. Les passes sont en vente sur les applis SNCF Connect ou sur Trainline et les passagers doivent réserver un billet à 0 euro sur la plate-forme de réservation.

Les régions avaient déjà développé des offres pour les jeunes et la période estivale, mais toutes différentes. Le Pass rail a le mérite de réunifier une tarification éclatée par la répartition des compétences entre différentes autorités régionales et nationales et par l’ouverture à la concurrence. ■

SOPHIE FAY

CONDITIONS DE TRAVAIL

A travers l'Europe, l'exploitation des chauffeurs routiers

L'élargissement de l'UE en 2004 s'est traduit par une course au moins-disant social dans le secteur routier. Au volant de camions enregistrés en Europe centrale, les conducteurs, dont beaucoup sont originaires d'Asie centrale, travaillent pour 70 euros par jour

REPORTAGE

PARKING DE HAZELDONK
(PAYS-BAS) - envoyé spécial

La pluie diluvienne de cette fin de mai a enfin cessé, et les quatre camionneurs ont décidé de s'offrir un luxe rare : un kebab vendu dans le fast-food de l'aire d'autoroute, plutôt que de cuisiner à l'arrière de leur semi-remorque, comme ils le font d'habitude.

Trois sont du Kirghizistan, le quatrième vient du Tadjikistan. Ils conduisent des camions immatriculés en Lituanie. Ce samedi, ils prennent leur journée de repos hebdomadaire sur le parking de Hazeldonk, situé à la frontière entre les Pays-Bas et la Belgique, sur l'A16/E19. Au mépris de toutes les réglementations, deux d'entre eux sont sur la route depuis six mois sans interruption, sillonnant l'Europe de livraison en livraison.

« On dort dans notre appartement », rit l'un d'eux, montrant la cabine de son camion, où une couchette est aménagée. Son salaire : 70 euros par jour, là encore au mépris de toutes les réglementations. « On n'a pas de congés payés, pas d'enveloppe pour nos frais courants. On ne nous paie pas notre billet d'avion pour rentrer au pays, maugrée l'un d'eux. Mais on n'a guère le choix et l'on gagne quand même trois fois plus que chez nous. »

Les quatre hommes, qui ne veulent surtout pas donner leur nom, de peur de perdre leur emploi, incarnent ce qui est dorénavant la réalité quotidienne du marché du transport routier en Europe : des chauffeurs non européens, travaillant dans des conditions déplorables pour des entreprises enregistrées en Europe centrale et assurant les livraisons des pays d'Europe occidentale.

« TRICHERIES GÉNÉRALISÉES »

« Ces chauffeurs sont exploités de façon choquante », s'alarme Edwin Atema, lui-même un ancien routier néerlandais, qui a fondé Road Transport Due Diligence (RTDD), une association de défense des conducteurs. Le matin même, son équipe a rencontré, sur un autre parking, un chauffeur des Philippines qui vivait dans son camion depuis trois ans.

Le 1^{er} mai 2004, il y a tout juste vingt ans, quand l'Union européenne (UE) s'est élargie à huit pays d'Europe centrale et orientale, M. Atema a commencé à sonner l'alarme face au dumping social qui détruisait les conditions de travail de son secteur. A l'époque, les chauffeurs qui débarquaient sur le marché étaient polonais, hongrois ou lituaniens.

Choqué par leur situation, le Néerlandais a créé cette association, qui arpente les parkings d'autoroute à travers toute l'Eu-

rope afin d'enquêter et de défendre les routiers. Pour communiquer avec ces derniers, désormais largement immigrés d'Asie centrale, il lui a fallu recruter des russophones, le russe étant la seule langue commune à tous ces citoyens de l'ex-Union soviétique. « Aujourd'hui, les conditions de travail sont bien pires qu'il y a vingt ans, quand j'ai commencé à m'inquiéter », dénonce-t-il.

Le marché du transport routier est une allégorie de l'UE. Il raconte la réalité de la course au moins-disant social dans un marché unique de vingt-sept pays sans frontières, ainsi que les négociations sans fin entre les Etats membres pour mettre en place des règles censées encadrer les pratiques.

Coupable, l'Europe ? Aucun des responsables interrogés dans le cadre de cet article – syndicalistes, patrons, lobbyistes, policiers... – ne remet en cause le principe de l'élargissement de l'UE ou du marché unique. « Le problème n'est pas l'Europe, mais son incapacité à faire appliquer les règles qu'elle a édictées, regrette M. Atema. Laisser faire ces tricheries généralisées fragilise le marché unique. J'aimerais bien voir la Commission européenne réagir parce que, pour l'instant, l'Europe sociale n'existe que sur le papier. »

Pour Michel Chalot, cette course au moins-disant social débute, non pas en 2004, mais une décennie plus tôt, le 1^{er} janvier 1993, lors de la création du marché unique européen, à l'époque à douze pays. Arborant bretelles et chemise à carreaux, volubile, le patron de Transports Chalot, une PME familiale créée par son grand-père et implantée à Strasbourg, se souvient du choc de la disparition soudaine des frontières dans son secteur. « On a perdu le marché international très vite, au profit des Irlandais, des Espagnols, des Italiens, mais aussi des Allemands. »

Les salaires de ses concurrents étaient nettement plus bas qu'en France, y compris outre-Rhin, où la réunification venait d'avoir lieu et où une importante main-d'œuvre bon marché était disponible. Sa PME a survécu en se spécialisant dans les camions-citernes et les camions-grues, une niche qui exige une plus forte technicité.

Sentant que la bataille se déroulait maintenant au niveau européen, la Fédération natio-

nale des transports routiers, le lobby français du secteur, a ouvert un bureau à Bruxelles, en 1998. « On commençait déjà à s'inquiéter des conséquences de l'élargissement à venir », se rappelle Isabelle Maître, qui dirige cette antenne. L'ouverture de l'UE à l'est de l'Europe à partir de 2004 « a été un choc pour nous, et le début de la concurrence déloyale, explique-t-elle. On a perdu 70 % du marché international ».

Le choc a été peu ou prou le même pour les routiers outre-Rhin. En 2005, les deux tiers des camions qui circulaient sur les autoroutes allemandes étaient allemands ; aujourd'hui, cette part a baissé à 57 %. Dans le même temps, les camions immatriculés en Europe centrale sont passés de 18 % à 34 %. « Ça s'est maintenant stabilisé, mais, les premières années, on perdait un point de part de marché par an », se remémore Dirk Saile, de la Bundesverband Güterkraftverkehr Logistik, le lobby allemand du secteur.

« COMPORTEMENTS INSENSÉS »

Dans l'est du continent, des géants des transports routiers ont commencé à apparaître. Girtoka, une entreprise lituanienne qui a débuté avec un seul camion en 1996, en compte aujourd'hui 6 500. Le hongrois Waber's affiche 2 800 semi-remorques, s'est diversifié dans la logistique, avec d'importants hangars, et est devenu une société cotée à la Bourse de Budapest. Quant au néerlandais Raben Group, fort de 12 000 employés, il s'est développé en installant des filiales à travers toute l'Europe centrale, à commencer par la Pologne, dès 1991.

À présent, 20 % du transport routier européen est assuré par des camions de Pologne, un pays qui compte pour 8 % de la population de l'UE. « Le marché européen a basculé de façon massive de l'ouest vers l'est, résume Rico Luman, économiste spécialisé dans le secteur du transport à ING, une banque néerlandaise. Mais, attention, seules les entreprises ont changé, tandis que le trafic reste essentiellement à l'ouest, là où les besoins de livraison sont plus importants. »

Puis la logique du dumping social est passée à l'étape suivante. Les pays d'Europe centrale se sont enrichis, et ils ont aujourd'hui des revenus comparables à ceux du Portugal ou de la Grèce. Les volontaires pour vivre dans des camions à l'écart de leur famille moyennant des salaires de misère sont devenus rares.

Il a fallu embaucher des chauffeurs immigrés. Initialement, ils étaient originaires d'Ukraine et de Biélorussie. Depuis la guerre avec la Russie, les pays d'Asie centrale, ainsi que l'Inde, les ont remplacés. Il y a peu, « je suis tombé pour la première fois sur des chauffeurs du Zimbabwe », témoi-

gne Raymond Lausberg, un policier belge spécialisé dans le contrôle des poids lourds.

Désormais, si les transporteurs français continuent de dominer les livraisons à l'intérieur de la France, ils ont largement perdu la bataille dès lors qu'il faut se rendre d'un pays à l'autre, et encore plus s'il s'agit de destinations paneuropéennes qui ne passent pas par la France. « On fait face à des comportements insensés, la concurrence proposant des prix auxquels je préfère laisser mes camions sur mon parking », dénonce Benjamin Joigneaux, patron de Transports Joigneaux, une PME familiale sise à Valenciennes (Nord), qui détient une quarantaine de semi-remorques.

Ce bouleversement saute aux yeux sur le parking autoroutier de Hazeldonk. En comptant une seule file de vingt-trois camions garés, onze sont immatriculés en Lituanie, quatre en Pologne, le reste se répartissant entre la Lettonie, l'Estonie, l'Ukraine, la Roumanie et la Belgique. Impossible d'y trouver un chauffeur d'Europe centrale, sans même parler d'Europe occidentale. En une journée passée avec les équipes de l'association RTDD, Le Monde a rencontré des Ouzbeks, des Tadjiks, des Kirghiz, des Ukrainiens, des Indiens et des Russes.

Ces marins des autoroutes, qui voguent de parking en parking, ne se plaignent pas tous, loin de là. Gurjant Singh, 29 ans, a été chauffeur aux Emirats arabes unis, avant d'atterrir en Europe. Conformément à la loi, il dort toutes les deux semaines hors de son camion, dans un « hôtel » (de fait, des chambres partagées à trois) en Italie que possède son entreprise lituanienne de transport. Il s'est offert un petit vélo pliable pour faciliter sa circulation hors des parkings, lors de ses journées de repos. « Tout va bien », affirme-t-il dans un anglais balbutiant.

A l'arrière d'un semi-remorque, quatre Ouzbeks, qui préparent un plov – un riz sauté à l'agneau – sur un réchaud, n'affichent pas la même sérénité. « On nous avait



À PRÉSENT, 20 % DU TRANSPORT ROUTIER SUR LE CONTINENT EST ASSURÉ PAR DES CAMIONS DE POLOGNE

promis 85 euros de la journée, on est finalement payés 70 euros. » A cela s'ajoutent des brimades régulières de la part de leur employeur, avec des retenues, jamais très claires, sur leur rémunération : « On nous dit que l'on a écopé d'une contravention, sans savoir de quoi il s'agit. On nous retire de l'argent si l'on ne prend pas exactement la route que l'on nous ordonne. A la fin, il manque toujours plusieurs centaines d'euros. »

Les quelque 2 000 euros mensuels qu'ils espéraient se réduisent souvent à 1 500 euros. Et quand ils osent se plaindre, la réplique de l'employeur fuse : « On a plein d'autres chauffeurs qui attendent de prendre votre place. » Edwin Atema, de l'association RTDD, s'étrangle : « Que l'on ne vienne plus me parler de pénurie de chauffeurs ! »

RÉMUNÉRATIONS ENCADRÉES

Le comble est le nouveau programme de leur entreprise lituanienne incitant à l'« écoconduite », qui doit permettre d'économiser du carburant en poussant les chauffeurs à freiner moins souvent, ou encore à décélérer progressivement. « La réalité est que les chauffeurs sont pénalisés lorsqu'ils freinent trop souvent et que, à la fin, ce sont encore des retenues supplémentaires sur leur salaire », dénonce M. Atema.

Face à ces dérives, l'UE a durci ses règles. En 2020, un « paquet mobilité » a été voté, encadrant mieux les pratiques les plus abusives. Désormais, les chauffeurs doivent, en principe, rentrer chez eux chaque mois et prendre une pause de quarante-cinq heures hors de leur camion au moins une fois toutes les deux semaines.

Les rémunérations sont aussi encadrées. Ainsi, les routiers doivent être payés au salaire minimal du pays de départ et de celui d'arrivée. Par exemple, une livraison de Rotterdam, aux Pays-Bas, à Madrid, en Espagne, dans un camion lituanien nécessite, en théorie, de payer le salaire minimal néerlandais pendant la première partie du trajet, puis le salaire minimal lituanien dans les pays de transit – en l'occurrence la Belgique et la France – et, enfin, le salaire minimal espagnol dans la dernière partie. En pratique, « absolument personne ne respecte la loi », fulmine Edwin Atema. Lui qui passe une large partie de sa vie à parler aux chauffeurs constatant les tricheries permanentes. Dans les pires des cas, cette dérive frôle l'esclavage moderne.

En mars et en avril 2023, puis de nouveau pendant l'été 2023, le parking de Gräfenhausen, près de Francfort-sur-le-Main, a été la scène de spectaculaires grèves de chauffeurs. Plus d'une centaine d'employés, originaires notamment de Géorgie, d'Ouzbékistan ou encore d'Ukraine, ont décidé d'immobiliser leur camion parce que leur entreprise polonaise leur devait des milliers d'euros de salaire en retard. Quelques-uns d'entre eux ont même entamé des grèves de la faim.

Le patron de l'entreprise, Lukasz Mazur, a réagi avec violence. Conduisant sur plusieurs milliers de kilomètres depuis la Pologne, il a débarqué sur le parking avec un véhicule blindé et une quinzaine de gros bras aux apparences paramilitaires, recrutés dans une entreprise de sécurité privée.

Il a fallu l'intervention de la police allemande et son arrestation pour apaiser les choses. Un an plus tard, il a de nouveau été filmé en train d'asperger de gaz lacrymogène un chauffeur qui avait osé refuser de démarrer tant qu'il ne serait pas payé. Des méthodes de cow-boys qui semblent lui réussir : sur les réseaux sociaux, il aime s'afficher à côté d'une Lamborghini. ■

ÉRIC ALBERT



A gauche : Gurjant Singh, un chauffeur indien de 29 ans, devant son camion, sur le parking d'Hazeldonk, aux Pays-Bas, le 25 mai. **Au centre (en haut) :** le sticker de la Lettonie apparaît sur la porte arrière d'une remorque. **Au centre (en bas) :** un conducteur ukrainien prépare son déjeuner. **Ci-contre :** un camion roumain avec des décorations roumaines et religieuses ainsi qu'une tour Eiffel.
ÉRIC FLOGNY
POUR « LE MONDE »

Les contrôles presque inexistants du dumping social chez les conducteurs

Si les règles européennes se sont durcies, la fraude reste généralisée. Chaque pays doit faire respecter la loi. Mais l'absence de moyens, et parfois de volonté politique, est évidente

PARKING DE HAZELDONK (PAYS-BAS) - envoyé spécial

Pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte, le policier belge Raymond Lausberg, avec trois autres agents, a multiplié les contrôles des camions sur l'autoroute E40, qui relie Liège à Aix-la-Chapelle, en Allemagne. « On a vérifié cinquante-trois camions. Sept étaient en règle. » Rare spécialiste du dumping social chez les chauffeurs routiers, il bataille depuis des années face à une fraude qu'il décrit comme généralisée. « Les entreprises n'ont que faire des règles. Elles savent que les lois sont peu appliquées. »

Lors de son coup de filet, la tricherie la plus commune concernait vingt-sept chauffeurs qui ne respectaient pas le repos de quarante-cinq heures hors du véhicule, obligatoire au moins toutes les deux semaines. « Deux de ces chauffeurs étaient dans leur camion depuis plus de deux mois, et trois depuis plus de trois mois. » A cela s'ajoute un chauffeur qui travaillait au noir, deux qui n'avaient pas de licence poids lourd et dix-neuf défaillances techniques.

Depuis l'élargissement de l'Union européenne (UE), en 2004, le transport routier est dominé par des entreprises d'Europe centrale qui ont gagné des parts de marché en sous-payant leurs chauffeurs. Sur le papier, ce dumping social est pourtant illégal. De longue date, l'UE a mis en place des règles imposant un minimum de repos, ainsi qu'une protection des marchés nationaux (les camions internationaux n'ont qu'un droit limité au

« cabotage », c'est-à-dire aux livraisons à l'intérieur d'un même pays étranger).

Les salaires minimaux des pays desservis sont censés être payés. En 2020, l'UE a même durci les normes, avec le « paquet mobilité » : les chauffeurs doivent revenir à leur « lieu de résidence » tous les mois, et les camions retourner dans leur pays d'immatriculation tous les deux mois...

Ces mesures satisfont dans l'ensemble les entreprises d'Europe occidentale, dont les françaises. « Mais ça ne sert à rien de passer les plus belles lois si elles ne sont pas appliquées », se désole M. Lausberg. Chaque pays est, en principe, responsable de les faire respecter. Néanmoins, l'absence de moyens, et parfois de volonté politique, est évidente.

En Belgique, l'équipe de policiers autour de M. Lausberg doit surveiller une autoroute par laquelle transitent 1,7 million de camions par an. Et son engagement, relativement rare, commence à être connu. A la faveur de perquisitions dans des entreprises de transport routier, des documents ont été retrouvés conseillant aux chauffeurs d'emprunter une autre route, moins surveillée.

LES ÉNORMES SOCIÉTÉS D'EUROPE CENTRALE QUI DOMINENT LE MARCHÉ SAVENT TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR ÉVITER D'ÊTRE PRISES EN FAUTE

Les énormes sociétés d'Europe centrale qui dominent le marché savent tout mettre en œuvre pour éviter d'être prises en faute. Michel Chalot, patron d'une PME familiale de transport à Strasbourg, fait partie de la commission territoriale des sanctions administratives de la région Grand Est. Il voit passer de nombreux dossiers de fraude. « Il faut comprendre que le contrôle d'un camion prend souvent trois heures. Le chauffeur ne parle pas le français, et oublie soudain l'anglais. Ça se limite à "da" [oui] et "niet" [non]. Il faut vérifier tous les papiers, essayer de retracer d'où vient le gars, comprendre où il va, ce qu'il a fait avant... »

Nombreuses zones d'ombre

Ensuite, ces entreprises aux poches profondes dépêchent parfois des avocats de haut vol. « Ils sont redoutables. Des requins », témoigne M. Chalot. Il raconte ainsi cet épisode où l'avocat a fait valoir que les contrôles auprès des chauffeurs n'étaient pas recevables parce qu'ils avaient été effectués sans la présence d'interprètes. Mais comment imaginer que la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée des contrôles en France, vienne avec des armées de traducteurs sur les parkings d'autoroute pour être sûre de couvrir toutes les langues ?

Par ailleurs, un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne a suspendu la règle du retour du véhicule à sa base tous les deux mois. Cela poussait des camions à rouler à vide, ce qui allait à l'encontre de l'objectif européen de lutte contre la pollution.

Les entreprises ont aussi pris leur parti de payer les quelques amendes qui leur sont imposées. « Les chauffeurs sont tous équipés d'une carte de crédit, explique M. Lausberg. Quand ils ont une amende, ils appellent leur entreprise, qui verse de l'argent dessus, et ils paient. » Pour un non-respect du repos de quarante-cinq heures hors du camion, l'amende en Belgique est de 1800 euros.

Chaque camion est équipé d'un tachygraphe, sorte de mouchard qui informe des durées de conduite et de repos. Toutefois, ce système laisse planer de nombreuses zones d'ombre. Normalement, le chauffeur doit enregistrer s'il travaille au chargement ou au déchargement de sa remorque, ou encore à l'entretien du véhicule. Mais les entreprises leur ordonnent de compter cela sur le temps de repos. La lecture du tachygraphe ne permet pas de le déceler.

Les entreprises occidentales plaident une partie de leurs espoirs dans le lancement des « tachygraphes intelligents », qui seront équipés de GPS. Cela permettra de retracer rapidement le parcours du camion, faisant gagner un temps précieux lors des contrôles. Une autre piste en faveur de laquelle milite M. Lausberg est la création d'une « liste noire » européenne des entreprises les plus mal-disantes, récidivistes de la fraude. Celle-ci est d'ailleurs prévue par une directive... de 2016. « Elle n'a toujours pas été créée. Qu'attend-on ? », s'agace le policier. Pas étonnant que celui-ci soit parfois affublé du surnom de « Don Quichotte belge ». ■

ÉRIC ALBERT



PERTES & PROFITS | TRANSPORT
PAR PHILIPPE ESCANDE

La longue route du droit social...

L'affaire avait fait grand bruit des deux côtés de la Manche. Le 17 mars 2022, la compagnie P&O, qui assure la navette maritime entre le Royaume-Uni et le continent, licencie brutalement 786 marins sans préavis. Protégée juridiquement par son pavillon chypriote, elle les remplace par d'autres employés payés au-dessous des salaires minimaux britannique et tricolore, soit jusqu'à 60 % inférieurs au smic français, et œuvrant sept jours sur sept quatre mois d'affilée.

Une entorse au droit social, mais aussi à celui de la concurrence, puisque, selon les organisations professionnelles, leur coût de production était devenu inférieur de 35 % à ceux des bateaux français. Face à l'émoi collectif, le gouvernement français a fait voter, le 26 juillet 2023, une loi qui impose le salaire minimal français aux équipages, quel que soit le pavillon de l'embarcation ainsi que des durées minimales de repos à terre. Les décrets ont été publiés le 28 mars et devraient entrer en application en juin.

Accès de colère

Il a donc fallu trois ans après l'arrivée sur le marché de cette nouvelle concurrence aux couleurs chypriotes pour en atténuer les effets néfastes. Cela risque d'être encore plus long dans le cas des camions. Les marins de la route n'arborent pas le drapeau de Chypre, mais celui de la Lituanie, nouvelle terre d'accueil des entreprises de transport aux pratiques douteuses, parfois proches de l'esclavagisme. On y retrouve dé-

sormais des populations similaires à celles qui triment dans les soutes des cargos et des ferries.

Les professionnels du secteur alertent sur le sujet depuis plus de dix ans. Avant les Tadjiks et les Kazakhs, plus récents, Polonais, Ukrainiens ou Biélorusses sillonnaient les routes d'Europe. La Commission européenne s'est emparée du sujet et a fait adopter en 2020 un « paquet mobilité » qui vise à réglementer les conditions de travail des chauffeurs dans le secteur du transport routier de marchandises et de voyageurs au sein de l'Union européenne (UE). Mais les moyens de contrôle restent modestes au regard des dizaines de milliers de camions qui, chaque jour, traversent les frontières de Belgique, de France ou d'ailleurs.

Cette situation a deux conséquences. La première est la distorsion de concurrence qui a décimé la profession à l'ouest de l'Europe. Régulièrement, les accès de colère des routiers reviennent sur le devant de l'actualité. En février, ils ont par exemple bloqué l'immense centre logistique de Saint-Quentin-Fallavier pour protester contre la « concurrence déloyale venue de l'Est ». L'autre conséquence, moins mise en avant par les professionnels, est son effet déflationniste sur le coût du transport. Il décourage les alternatives et rend inatteignable l'objectif de l'UE de doubler le fret ferroviaire et d'augmenter de 50 % la navigation fluviale entre 2030 et 2050. Le transport routier ne paye pas la pollution qu'il engendre et son trafic est en constante augmentation. ■

Face au dérèglement climatique, les villages du massif du Jura tentent de développer un tourisme praticable toute l'année

COL DE LA FAUCILLE ET GIRON (AIN) -
envoyée spéciale

Après un deuxième hiver de suite à l'enneigement déficient, les stations jurassiennes alpines et nordiques – les Monts Jura (Ain), Les Rousses (Jura) et Métabief (Doubs) – renforcent toutes

A la baisse de fréquentation manifeste de l'hiver succède un

chargé de mission au parc
naturel du Haut-Jura

« Avant, seuls quelques loueurs de ski se tournaient vers la location de vélos. Aujourd'hui, cela se généralise, surtout à Métabief », relate M. Ruelle. Au col de la Faucille, Jérôme Giroud a, lui aussi, entamé cette diversification depuis une dizaine d'années. « A l'époque, les élus n'étaient pas friands de ce type de développement, ils le sont davantage », affirme-t-il, en précisant que des circuits plus « cross-country » sont en cours de développement. « Il y a du potentiel », estime Bruno Bourdat, le directeur de l'office de tourisme du Pays de Gex, en mentionnant le fait que « des bouts de voies vertes ne sont pas encore connectés » et qu'il manque encore des points relais pour encourager les hébergeurs à l'accueil des cyclistes.

A une trentaine de kilomètres de là, dans l'Ain, Giron est l'un des villages étapes pour le ski de fond qui fait la notoriété du Jura. Florian Moine, le maire, favorise des réflexions pour faire coïncider les sentiers à raquettes avec ceux de randonnée pour qu'ils soient praticables toute l'année. *« Il se trouve qu'ici cela répond aussi aux problèmes de conflits d'usage avec les forestiers »*, explique-t-il, dans la mesure où les espaces sensibles sont mieux protégés si les marcheurs et les bivouaqueurs sont cantonnés aux mêmes endroits.

L'amélioration du damage des pistes permet aussi d'avoir besoin de moins de neige pour pratiquer le ski. « *Au-dessous de 1800 mètres, il nous faut nous réinventer* », conclut M. Guitton, qui est aussi éleveur de chevaux. Cet hiver, quand la neige venait à manquer, ses balades en luge attelées ont fait place à des promenades en calèche... ■

MARJORIE CESSAC

Les industriels pharmaceutiques lancent une campagne visant à promouvoir la sobriété médicamenteuse auprès des plus de 65 ans

Or ces prescriptions à rallonge ne sont pas toujours sans conséquences sur la santé, la prise simultanée de plusieurs médicaments amplifiant les risques d'interactions (perte d'efficacité, effets indésirables) entre les traitements. « Ainsi, pour chaque nouvelle spécialité ajoutée à une prescription, la probabilité qu'un patient souffre d'un effet indési-

Les patients âgés de plus de 65 ans, qui cumulent souvent plusieurs pathologies, sont particulièrement concernés. Près de la moitié d'entre eux prennent au moins cinq médicaments différents par jour, et 14 % en avalent même plus de dix quotidiennement. C'est justement auprès de cette population que le Leem démarre la première étape de son plan triennal. A partir du 9 juin, une campagne nationale de communication débutera dans les médias, sur les réseaux sociaux et, en septembre, sur les panneaux d'affichage publicitaires afin d'attirer l'attention sur les risques de la polymédication.

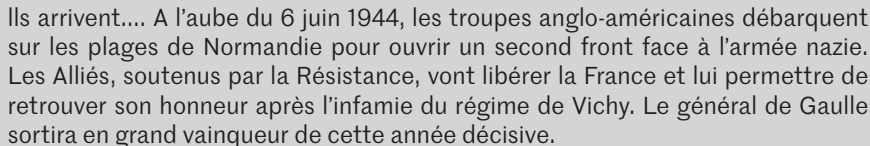
En parallèle, des campagnes d'information et de formations seront déployées auprès des médecins généralistes. Un outil d'aide à la prescription sera également mis à leur disposition. Ce dernier les alertera au moment de la rédaction de l'ordonnance, lorsqu'un patient de plus de 65 ans dépasse le seuil de cinq médica-

Cette initiative des laboratoires pharmaceutiques n'est toutefois pas fortuite. Derrière l'enjeu de santé publique, elle répond aussi à l'engagement pris par les industriels auprès du gouvernement dans le cadre de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2024. Afin de réduire le train des dépenses, l'Etat avait fixé aux laboratoires un objectif annuel d'économies de 300 millions d'euros par le biais des baisses de volumes de ventes de médicaments. ■

ZELIHA CHAFFIN

Si la pagination a été réduite de 32 à 24 pages, depuis le mois de mars, pour faire des économies, le titre accuse 18 000 euros de déficit chaque mois depuis novembre 2023, selon sa patronne. L'inflation des coûts de production (avec la hausse du prix de papier, de l'énergie, du loyer...) et de diffusion (routage) grèvent notamment les comptes. Un problème technique a affecté le site Web et causé la perte d'au moins 800 abonnés. *« On a encore de quoi faire le numéro d'été en juillet et celui de la rentrée, mais pas davantage »*, assure M^{me} Weil Sinet, espérant réunir *« autant que lors des précédents appels à dons, soit 180 000 à 220 000 euros »*. Et si cela ne fonctionnait pas ? *« Cela serait un mauvais signal pour l'indépendance de la presse écrite. On devient quasiment une espèce en voie de disparition »*, défend M^{me} Weil Sinet, convaincue que *« le dessin doit être un coup de poing qui doit faire réfléchir tout en faisant rire »*. ■

BRICE LAEMLE



Un hors-série du « Monde »
100 pages - 11,50 € -
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

Les entreprises partenaires des JO 2024 veulent en profiter pour souder leurs équipes

Les communicants internes font feu de tout bois pour faire partager la « magie des Jeux »

Elle a encore des étoiles pleines les yeux. Le 13 mai, Feten Ben Amor, salariée de Sanofi, a porté la flamme olympique sur le parcours de Millau, dans l'Aveyron. Elle fait partie des dix mille porteurs de flamme – dont 294 salariés de Sanofi – qui traversent la France du 8 mai jusqu'au 26 juillet. « *C'était franchement incroyable, extraordinaire, magique!* », s'enthousiasme la jeune femme. « *Pendant mon relais, j'ai eu le sentiment d'être dans un monde parallèle. L'émotion monte, les battements de cœur s'accélèrent* », raconte-t-elle, reconnaissante à son entreprise de lui avoir permis de vivre un moment d'une telle intensité.

Car, au-delà de la visibilité mondiale offerte aux produits et aux services des entreprises partenaires, « *les Jeux olympiques [JO] sont une aubaine pour fidéliser les salariés et créer du lien autour d'un sujet positif et plutôt consensuel* », explique Julien Pierre, maître de conférences à la faculté des sciences du sport de Strasbourg. « *Nous souhaitons faire vivre une expé-*

rience exceptionnelle à nos collaborateurs et renforcer la cohésion interne à travers le sport, confirme Eve Zuckerman, directrice des partenariats Paris 2024 pour le groupe Carrefour. *Nous voulons faire des Jeux un projet d'entreprise pour tous. D'ailleurs, notre slogan officieux est "ce sont vos Jeux".* » Ce partenariat est une première pour l'enseigne de grande distribution, qui compte 150 000 salariés en France.

« *Notre partenariat n'a pas de enjeu marketing ou commercial*, précise quant à lui Mathieu Giraud, responsable du partenariat Paris 2024 chez Sanofi. *Notre objectif est de mobiliser l'interne et de faire de l'événement un relais d'engagement grâce aux valeurs des JO et du sport : résilience, performance, diversité, équité et inclusion.* » Carole Sottel, DRH de la Caisse d'épargne Ile-de-France, dit regretter « *le prisme trop souvent anxigène quand on parle des JO. Ne boudons pas notre plaisir. C'est un événement rare dont il faut faire un moment de fête et de fierté pour nos salariés* ». Un sentiment qu'elle illustre à travers le Belem, le trois-mâts de la Fondation Caisse d'épargne, qui a transporté la flamme olympique d'Athènes à Marseille.

Une action fédératrice
Volontaires, relayeurs de la flamme, marathoniens, équi-piers ou spectateurs, les entreprises partenaires multiplient les possibilités de participation : « *En tout, ce sont plus de 8 000 salariés de Sanofi qui sont impliqués dans les Jeux* [l'entreprise compte 80 000 salariés dont 20 000 en France], précise Mathieu Giraud. *L'engagement est fort, et le programme très fédérateur.* » Chez Carrefour, 3 500 candidatures ont été déposées pour 500 places de volontaires. Sept cents salariés sur les 4 500 de la Caisse

Les Jeux sont l'occasion d'inciter les salariés à bouger davantage et de les sensibiliser au handicap

d'épargne Ile-de-France sont directement impliqués dans les Jeux. Les entreprises partenaires jouent aussi la carte de l'organisation de jeux dans les Jeux. Ainsi, PwC, cabinet d'audit, d'expertise-comptable et de conseil, a lancé un challenge sportif et solidaire. Cette année, les candidats ont parcouru 20,24 kilomètres avec quatre activités : marche, course, vélo et natation. A la clé : 150 billets pour les JO à gagner.

Carrefour a aussi créé un grand tournoi, un challenge sportif multisport, dont la finale s'est déroulée le 30 mai et a permis de gagner 2 500 places pour assister aux Jeux sur les 7 000 prévus pour les salariés de Carrefour, les autres pouvant être gagnées par le biais des jeux-concours, comme des quiz sur le réseau interne. La Sanofi Cup, opération mondiale lancée en 2023, a concerné 26 000 participants. La finale s'est tenue le 4 juin au stade Charlety, à Paris, autour des 300 finalistes.

« *Afin que tout le monde puisse profiter de la fête, nous avons misé sur un événement fédérateur, une grande soirée le 3 avril à l'Accor Arena, en présence d'athlètes de notre team, comme la skateboardeuse Charlotte Hym, le surfeur Kauli Vaast, l'athlète Pascal Martinot-Lagarde* », détaille Carole Sottel, pour qui ce partenariat est un plus pour la marque employeur. Même son de cloche chez PwC :

« *Nous recrutons 2 000 personnes par an. Ce partenariat est indéniablement un facteur d'attractivité* », explique Amandine Aury, DRH France et Maghreb de PwC.

Les Jeux sont aussi l'occasion d'inciter les salariés à bouger davantage. Ainsi, dans un environnement de travail mis aux couleurs olympiques, PwC propose des exercices à réaliser au bureau et met à disposition des accessoires (ballons, poids...). « *Les JO ont dynamisé la demande de sport en entreprise*, constate Julien Pierre, mais ce coup de boost reste cependant modeste. »

Les entreprises profitent en outre des Jeux pour sensibiliser leurs troupes au handicap. « *En termes d'inclusion, les JO sont un catalyseur de nos actions*, explique Amandine Aury, avec par exemple une démonstration handisport qui aura lieu le 2 juillet. »

Carrefour organise en juin une semaine paralympique, durant laquelle les salariés sont invités à participer à des challenges sportifs avec des athlètes. « *Il n'y a pas besoin d'une conférence de deux heures pour prendre conscience de la force physique et mentale des athlètes handisport lorsque, par exemple, vous êtes confronté à Alexis Hanquiquant en paratriathlon* », explique Eve Zuckerman. Le groupe a pour ambition d'employer 15 000 personnes en situation de handicap d'ici à 2026.

Et les communicants internes font feu de tout bois pour faire partager la « magie des Jeux » au plus grand nombre grâce à des webinaires, des podcasts, des rencontres sur sites avec les athlètes accompagnées de séances de dédicaces... Qu'en sera-t-il après les Jeux ? « *Tout l'enjeu pour les entreprises sera d'être dans une logique d'héritage et non pas dans un one shot* », conclut Julien Pierre. ■

MYRIAM DUBERTRAND

MANAGEMENT | 21



CARNET DE BUREAU
CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

La place des seniors reste à inventer

Peut-on refonder le contrat social ? Les réformes des retraites ont augmenté le taux d'emploi des seniors : un nombre significatif de seniors partent plus tard qu'initialement prévu, tandis que les générations suivantes deviennent seniors à leur tour.

Depuis 2010, le taux d'emploi des 55-59 ans et des 60-64 ans n'a cessé de progresser. Comme la réforme de 2010, celle de 2023, en repoussant l'âge de départ de 62 à 64 ans, produira probablement le même effet. La note de l'Urssaf publiée le 31 mai indique que 107 100 postes ont été créés en un an dans la catégorie des 55 ans ou plus, un chiffre en hausse de 3,2 %. Mais le report de l'âge de départ à la retraite ne suffit pas à maintenir en emploi. Tous les métiers ne favorisent pas l'emploi durable. Et, une fois que les seniors sont sortis de l'entreprise, l'âge freine sérieusement leur retour au salariat.

Les entreprises sauront-elles éviter les incitations aux départs collectifs des seniors ? Depuis cinquante ans, elles n'ont pas su le faire. Aux mécanismes de préretraite des années 1970 ont succédé les plans de départ sous diverses formes dans les années 1980 puis 1990, jusqu'au plus récent, l'accord sur les fins de carrière (notamment des cheminots) signé le 22 avril par la SNCF – au grand dam du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, qui y voit un contournement de la réforme des retraites.

LE REPORT DE L'ÂGE DE DÉPART À LA RETRAITE NE SUFFIT PAS À MAINTENIR EN EMPLOI

Pourtant, le Club Landoy, dédié à la « révolution démographique », veut y croire. Fondé en 2019 par Sibylle Le Maire (sœur cadette du ministre), il annonçait le 29 mai avoir réuni 136 entreprises signataires d'une charte d'engagement envers leurs collaborateurs et collaboratrices de 50 ans et plus, ainsi que la création d'un index senior. « *Il*

faut un choc de prévention. Chacun doit se demander ce que veut dire vivre jusqu'à 100 ans », déclare la fondatrice.

La question qui se pose est : quelles entreprises sont prêtes à s'engager réellement au maintien des seniors en emploi et comment ? « *Celles qui n'ont pas le choix, car elles sont confrontées à des besoins de compétences non couverts, beaucoup de PME, d'ETI* », répond Sibylle Le Maire, qui dans le même temps reconnaît qu'« *aujourd'hui, le Club, ce sont de grandes entreprises publiques et privées* ». Mais des start-up aussi. « *Ça s'imposait, dans cinq ans la moitié de notre comité exécutif aura plus de 50 ans* », avance Vincent Huguet, cofondateur, avec Hugo Lassière, de Malt, une plate-forme d'emploi qui aide les entreprises à trouver des free-lances pour développer leurs projets.

Mais comment les signataires vont-elles favoriser l'emploi des seniors ? La charte énumère la sensibilisation de tous au bien vivre-ensemble, la transmission des savoirs, le recrutement à toutes les étapes de la carrière, mais aussi la préparation au départ... « *De grands groupes nous disent : "Nos collaborateurs vont partir. Ils étaient très engagés." Ce sont des compétences qu'ils souhaitent garder. On travaille avec eux pour qu'ils puissent poursuivre en free-lance* », témoigne M. Huguet. Serait-ce les prémices d'un pseudo-contrat social ? ■

AVIS D'EXPERT | DROIT SOCIAL

Le salarié joignable... ou dérangementable ?

Je peux t'appeler ce soir ou ce week-end ? Selon l'enquête Eurofound de novembre 2023, 73 % des salariés européens connectés disent être dérangés hors temps de travail par des collègues, et 67 % par leur manager. Donc pas seulement les techniciens d'astreinte, ou le cadre en cas d'urgence. Et plus seulement par leur hiérarchie.

Après le confinement et son empilement de canaux de communication (courriels, textos, Zoom, Slack...) depuis banalisé, l'appel téléphonique direct hors temps de travail d'un salarié a acquis un caractère d'urgence. Le vieux « coup de fil » ? Pas du tout : l'appeler hier à son domicile sur sa ligne fixe familiale n'a rien à voir avec le joindre directement sur son portable professionnel à des heures indues.

Comment réguler ? Dans notre monde connecté l'essentiel ne passe pas par la loi, qui reste indispensable face à une hiérarchie envahissante. Il s'agit d'abord de culture d'entreprise. L'hyperconnexion étant une maladie hiérarchiquement contagieuse, l'attitude personnelle du dirigeant et des managers est déterminante. D'où l'importance des accords collectifs, issus d'un consensus interne.

Ainsi de l'accord Schneider Electric du 27 juin 2022 « Qualité de vie au travail » : « *Les parties sont convaincues que le non ne doit pas être perçu comme une action négative, mais [comme] une plus grande valeur donnée à ce qu'elle met en jeu par ailleurs, dans le oui, à un meilleur équilibre de vie, une meilleure santé mentale pour, notamment, une meilleure performance au travail.* »

Mais les choses évoluent sous la pression des jeunes générations trouvant décalés ces booms osant cette intrusion dans leur vie privée.

Du côté du droit, au-delà de l'obligation générale de sécurité (Chambre sociale, 2 mai 2024), ces défaillances organisationnelles peuvent coûter cher à l'entreprise. D'abord par une requalification du repos en « astreinte » indemnisée si les

sujétions sont importantes : fréquence, temps de réaction – un directeur des systèmes d'information devant être disponible six jours sur sept a ainsi obtenu 508 000 euros (Chambre sociale, 29 janvier 2014), un rêve fou pour un travailleur indépendant. Voire en « *temps de travail effectif* », lorsque le salarié est soumis « *à des contraintes d'une intensité telle qu'elles affectent, objectivement et très significativement, sa faculté de gérer librement le temps pendant lequel ses services professionnels ne sont pas sollicités, et de vaquer à des occupations personnelles* ». Avec lourd rappel d'heures supplémentaires, et infraction aux durées maximales de travail, et minimales de repos.

Ainsi, dans l'arrêt du 13 avril 2024, cette requalification était demandée par un cadre supérieur (pas dirigeant, alors sorti du droit commun). La cour d'appel lui avait octroyé plus de 65 000 euros d'heures supplémentaires, car, « *durant ses déplacements, il restait joignable pour ses collaborateurs pouvant ainsi prendre son attache [le contacter] quand il se trouvait à l'étranger, et durant son temps de voyage* ».

Rester joignable n'est pas du « *travail effectif* » au sens du code : « *temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur et se conforme à ses directives, sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles* ». Mais sentiment d'un décalage croissant entre le décompte « *minutieux* » d'un travail collectif et physique, et celui d'un travail intellectuel assisté par ordinateur qui a le don d'ubiquité. Nos neurones n'en faisant qu'à leur tête. ■

Jean-Emmanuel Ray, professeur émérite à l'école de droit de Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

L'ATTITUDE PERSONNELLE DU DIRIGEANT ET DES MANAGEURS EST DÉTERMINANTE

DE L'INCOMPÉTENCE DU PATRON

Si il a traversé les siècles, c'est en 2018 que le terme « kakistocratie » a été mis en lumière. Aux Etats-Unis, alors qu'un conflit ouvert oppose Donald Trump et l'ex-directeur de la CIA John Brennan, ce dernier écrit à l'ancien président américain : « *Votre kakistocratie s'effondre* ». Plusieurs articles de presse reprendront par la suite l'expression, jugée particulièrement adaptée à la manière de gouverner de M. Trump.

En grec ancien, *kakistos* est le superlatif de *kakos*, « mauvais », *kratos* signifie « pouvoir ». La kakistocratie désigne ainsi « *la direction par les incompetents* ». Dénoncé dans la sphère politique, le phénomène s'observe aussi dans le monde de l'entreprise. C'est tout l'objet de l'ouvrage de la chercheuse en sciences du management Isabelle Barth, *La Kakistocratie ou le pouvoir des pires* (Editions EMS, 15 euros).

Le sujet a été, jusqu'alors, peu étudié par la recherche en gestion, et se révèle difficilement quantifiable. Mais, l'autrice, en réunissant de nombreux témoignages, nous donne à voir ses multiples manifestations. Elle propose une plongée au cœur des organisations. Pourquoi des kakistocraties parviennent-elles à se mettre en place dans un monde économique exigeant, dont les acteurs sont engagés dans une course continue à la performance ? Quels sont les biais qui permettent aux incom-

pétents de se hisser au sommet de la hiérarchie ? M^{me} Barth distingue plusieurs origines à cette « *gouvernance par les médiocres* ».

Elle se penche tout d'abord sur les critères de recrutement ou de promotion de certaines entreprises, où les corps constitués, les diplômés, voire les « *clans* » sont parfois privilégiés, favorisant l'entre-soi. Un entre-soi qui peut être également familial. L'autrice évoque ainsi « *ces PME où le fondateur "case" peu à peu ses enfants aux différents postes de direction* ». Autre faille, dans la fonction publique, où « *on évolue par concours, sur des critères qui n'ont rien à voir avec les exigences des postes* », note Léo, agent de l'administration publique cité dans l'ouvrage.

Affecte les salariés

Isabelle Barth dénonce également l'attitude de décideurs qui vont influencer sur les mobilités internes pour pallier leur propre incompetence. La « *trappe à compétents* » est un classique du genre, note-t-elle : « *Un chef de service, un manager (...) va garder à tout prix dans son équipe l'expert, l'hypercompétent, favorisant la promotion des moins compétents* ». Leila, qui travaille dans le secteur de la recherche, confirme : « *Je suis plantée depuis des années à une fonction sans avenir car je porte le service à bout de bras. Mon patron le sait bien, et il me bloque* ». Autre biais : la peur de la concurrence. Le manager va « *s'entourer de "moins bons" qui ne*



LA KAKISTOCRATIE OU LE POUVOIR DES PIRES
d'Isabelle Barth, Editions EMS, 180 pages, 15 euros

feront pas d'ombre » et qui, parfois, lui seront redevables.

Au-delà des origines du phénomène, l'ouvrage s'attache à décrire ses conséquences. Néfaste pour la performance des organisations, la kakistocratie a aussi un impact sur les salariés : elle favorise un « *sentiment d'inutilité, d'incompréhension, de frustration avec, comme suite, l'absentéisme, le désengagement* ». Elle peut affecter leur santé psychique. Surcharge de travail, injonctions contradictoires... Un management défaillant est source de risques psychosociaux. La perte d'estime de soi apparaît également courante dans un environnement dysfonctionnel.

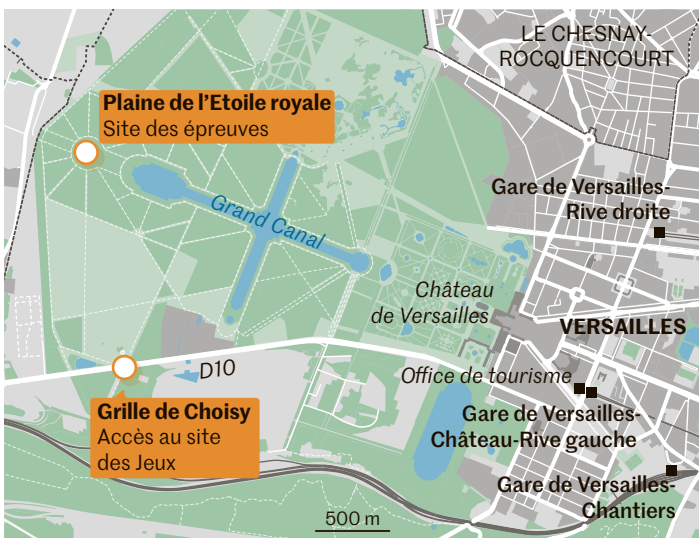
Face à ce cercle vicieux, l'impact sera très lourd pour les collaborateurs. Leila, la salariée du secteur de la recherche, le résume ainsi : « *[Cela] se termine[r]a par un burn-out ou ma démission* ». ■

FRANÇOIS DESNOYERS

Versailles en robe olympique

La ville, symbole de la royauté française, s'est transformée en cité olympique afin d'accueillir les dizaines de milliers de spectateurs attendus pour les épreuves équestres

Quand les échafaudages disparaissent enfin les uns après les autres, Laurent Salomé, directeur du Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon, pousse un grand ouf de soulagement. A ses yeux, rien ne peut longtemps défigurer la cité royale adulée par des millions de touristes et bientôt offerte au regard de milliards de téléspectateurs lors des Jeux olympiques et paralympiques 2024, qui débiteront en France le 26 juillet. Après Paris et Saint-Denis, la ville des Yvelines est le troisième site à accueillir le nombre le plus élevé de compétitions sportives : équitation, pentathlon moderne, marathon et cyclisme sur route. Le programme est dense. Début mai, on entend en direct ce « ouf » libérateur. L'échafaudage enserrant l'imposante statue équestre de Louis XIV érigée sur la place d'Armes devant le château vient juste d'être démonté après un studieux bichonnage du bronze. Debout face à la sculpture, Laurent Salomé admire le résultat final, « c'est du beau travail et terminé à temps ».



Comment imaginer le contraire ? L'œuvre merveilleusement bien située incite à en apprendre davantage sur le roman de Versailles. « Regardez comment le pas en avant de l'éta lon et le bâton de commandement pointé par le Roi-Soleil symbolisent l'esprit de conquête, détaille ce spécialiste reconnu du patrimoine. Sous l'Ancien Régime, le cheval était un animal politique qui participait à la majesté des souverains. Un chevalier n'était rien s'il n'était pas un grand cavalier. En résonance parfaite avec les épreuves équestres des JO, notre Louis XIV devait recouvrer sa splendeur. C'est fait ! »

A quelques dizaines de mètres, juste derrière lui, on aperçoit les bâtiments de la Grande et de la Petite Ecurie qui hébergèrent jusqu'à 2300 montures avant la Révolution. Toutes deux magnifient ce lien indissociable entre Versailles et le cheval comme le fera tout autant l'exposition « Cheval en majesté », proposée au château du 2 juillet au 3 novembre.

« ÇA NOUS A BOOSTÉS ! »

Outre la féerie des lieux, cette symbiose a certainement œuvré pour le choix de l'agglomération de 85 000 habitants comme terre d'accueil des vingt nations équestres prêtes à en découdre sur les pistes. La décision avait provoqué quelques ronchonnements. Versailles ? « Trop bling-bling », « trop figée dans le temps », « trop carte postale », « trop de millions d'euros dépensés ! », a-t-on pu lire et entendre.

La municipalité a surtout essuyé des critiques concernant sa possible incapacité à passer d'un Versailles historique à un Versailles olympique. « Mais au contraire, ça nous a boostés ! », réagit le maire (divers droite) François de Mazières. « Disposer d'une date butoir pour finaliser les projets d'aménagement urbain nécessaires à l'événement a suscité une formidable mobilisation de l'ensemble des services de la ville et de ses partenaires », assure l'élu, qui est également président de Versailles Grand Parc, et dont les chaussures de marche noires témoignent de ses multiples déambulations dans les rues de sa commune. Dès qu'il le peut, l'édile à la fibre écologiste, se déplace à pied ou à vélo.

François de Mazières aime particulièrement s'arrêter devant le nouvel office de tourisme situé place Lyautey, juste en face de la gare Versailles-Château-Rive-Gauche. Réalisé en bois et en pierre, le pavillon, signé de l'architecte Philippe Chiambaretta et inauguré le 6 mai, saute aux yeux dès la sortie de la station francilienne. Le maire nous entraîne un peu plus loin, devant un immeuble encore en chantier. Il s'agit de l'ancienne Poste rachetée par la ville, en 2016. « Les travaux seront achevés d'ici fin juillet. Cet espace accueillera le Club 2024 dédié aux JO mais vendra ensuite un lieu ouvert réservé à la culture populaire et alternative, j'y tiens beaucoup », insiste-t-il.



La visite pourrait se poursuivre pendant des heures tant le responsable politique, réélu sans faillir depuis 2008, a d'autres cartes olympiques en main : la rénovation du club hippique de Versailles par exemple, la bellisé centre de préparation aux Jeux ; ou la destruction du moulin de Saint-Cyr-l'Ecole, « une verrue », dit-il, qui gâtait la longue perspective imaginée par André Le Nôtre depuis le château jusqu'à l'allée royale de Villepreux, proche du stade où les épreuves d'équitation vont se tenir, sur la plaine de l'Etoile royale. Là encore, le passage du Versailles historique au Versailles olympique a été débattu. Comment transformer une parcelle du parc du château inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco en une arène équestre éphémère ? Paris 2024 a fait la promesse de ne rien dégrader et de restituer le site dans son état initial.

La terre prélevée lors des travaux a été stockée pour être replacée à l'automne. Il était inenvisageable de la remplacer par un humus apporté de l'extérieur. Encore plus incroyable, le niveau des sols a été enregistré via des relevés topographiques afin de leur redonner le même relief. Cette remise en état devrait durer plusieurs mois après la fin des Jeux paralympiques, le 8 septembre.

« L'énormité de ce projet est presque impossible à concevoir », estime Sylvie Robert, directrice générale du groupe lyonnais GL Events Equestrian Sport qui a remporté l'appel d'offres lancé par Paris 2024 pour l'organisation des épreuves équestres. Le montage des tribunes, où pourront s'asseoir jusqu'à 16 300 spectateurs, est achevé depuis plusieurs semaines malgré une mise à l'arrêt temporaire des installations ordonnée par

Elena Secondo, « jardinière d'art » et héritière de Le Nôtre

La paysagiste italienne dessine et conçoit les compositions florales des jardins du château, visibles en mondovision pendant les JO

Quand elle évoque le nom d'une plante, il lui vient spontanément en latin. C'est comme ça, Elena Secondo n'y peut rien, son amour pour la botanique l'emporte à chaque instant. Cette Italienne de 34 ans tient cette passion dévorante de son père jardinier, qui lui a appris dès l'enfance à respecter et à prendre soin de la nature. Le vert est d'ailleurs sa couleur préférée.

Si Elena commence des études d'ingénieur à l'Ecole polytechnique de Turin, elle enchaîne vite avec un cursus consacré à l'architecture du paysage, à l'université de Gênes. Elle fait ses premières armes au Palais royal de Venaria, ancienne résidence de la famille royale de Savoie, dont les jardins étaient alors parmi les plus réputés d'Europe. L'art des fleurs

est une longue tradition dans le nord de l'Italie.

En 2018, conquise par la France, elle rejoint en tant que « jardinière d'art » l'équipe dirigée par Alain Baraton, le médiatique jardinier en chef du domaine de Trianon et du Grand Parc de Versailles. Car c'est bien d'art dont il est question. Il ne s'agit pas seulement de planter et d'arroser, mais aussi de créer le dessin et de concevoir la composition des parterres tant admirés par les millions de visiteurs du Château, attirés par la renommée des jardins à la française. Quand on demande d'ailleurs à Elena Secondo si elle imaginait être un jour l'une des héritières du grand André Le Nôtre, roi des jardiniers et jardinier du roi, elle répond simplement : « Bien sûr que non, mais c'est vrai que ça met un peu la pression. »

OUTRE LA FLEUR DE LYS, LA PAYSAGISTE ITALIENNE VA ASSURER L'ORNEMENT D'UNE VINGTAINE D'OBSTACLES DONT LES FORMES RESTENT CONFIDENTIELLES

La pression, elle l'a, aujourd'hui. Responsable des parterres du Grand Trianon, elle participe depuis plusieurs mois à l'aventure des Jeux olympiques. Pierre Le Goupil, chef de piste du cross pour le concours complet d'équitation, l'a enrôlée pour habiller les obstacles qui vont jaloner le parcours de cinq kilomètres imaginé

par ses soins, dans le parc de Versailles. « Elena a du goût et des idées. Je pense que nous allons réussir à composer ensemble un tracé assez fabuleux », s'enthousiasme l'expert de la Fédération française d'équitation.

Des obstacles « appétissants »

L'épreuve, prévue le dimanche 28 juillet, se jouera en partie le long du Grand Canal, avec le château en perspective. La vue aérienne du gué de l'Etoile royale, représenté par une emblématique fleur de lys, devrait réjouir les télévisions du monde entier. Un bassin d'eau fera office de pétales central tandis que deux grands massifs composeront les pétales latéraux.

« C'est ici que notre équipe de jardiniers entre en jeu. Nous allons planter trois mille fleurs environ :

des muflers, des pétunias, des œillets, mais aussi des marguerites, des gypsophiles, détaille Elena Secondo. Toutes ont été sorties des serres du domaine au mois de mai et vont magnifiquement fleurir cet été. En octobre, la chute de la température les fanera, c'est le cycle naturel. »

Outre la fleur de lys, la paysagiste italienne va assurer l'ornement d'une vingtaine d'obstacles dont les formes précises, insiste-t-elle, restent confidentielles. Les cavaliers les découvriront peu de temps avant l'épreuve. « Ces décorations répondent en effet à des considérations techniques. Certains obstacles doivent être plus hauts, plus difficiles à appréhender pour les chevaux tandis que d'autres leur sembleront plus appétissants », confirme Pierre Le Goupil tenu, lui aussi, au secret.

Totalement étrangère au monde de l'équitation, Elena a dû apprivoiser ces impératifs. Et se familiariser avec les plantes aquatiques qu'elle utilisera pour un autre gué, celui dit de la ménagerie. Mais elle tient surtout à s'inscrire dans la lignée de son maître André Le Nôtre, en choisissant des pots posés au sol pour plusieurs de ses habillages.

« C'était la tradition à Versailles. Quand Louis XIV passait devant un parterre dont l'agencement des couleurs ne lui plaisait pas, les jardiniers se dépêchaient de le modifier avant le retour du roi de sa promenade. Le souverain démontrait ainsi son pouvoir sur la nature », rappelle-t-elle. La nature, la jeune femme l'aime libre. Libre comme les fleurs des champs, qu'elle vénère par-dessus tout. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET



l'inspection du travail, qui jugeait que la sécurité des salariés n'était pas assurée.

L'affaire semble close aujourd'hui. La vue depuis le stade olympique est en tout cas à couper le souffle : au premier plan le Grand Canal, puis, dans son alignement, la silhouette du château. Et en cette fin de journée de mai, que toute cette beauté apaise ! Il faut en profiter car, d'ici un bon mois, ce sera le tumulte. François de Mazières le sait bien. Depuis le début de l'année, ses services informent les pointilleux Versaillais des perturbations à venir et de toutes ces zones de circulation qu'ils devront éviter, même si beaucoup choisiront de partir en vacances.

« UN VÉRITABLE COUP DE FOUET »

La ville, certes habituée à recevoir les grands de ce monde, va vivre des jours difficiles. A commencer par le 28 juillet quand aura lieu le cross du concours complet d'équitation dont le parcours côtoie le Grand Canal. En plus des 16 300 places en tribunes, 40 000 autres seront disponibles dans des gradins disposés le long du tracé. De même, les 3 et 4 août, les concurrents et concurrentes du cyclisme traverseront la cité puis, une semaine plus tard, viendront les marathoniens et marathoniennes.

Assis dans un salon de l'hôtel de ville, le maire évoque, pince-sans-rire, de possibles insomnies. Il dresse l'inventaire des tâches à venir, y compris les plus triviales. Penser à louer des toilettes sèches, installer des poubelles supplémentaires... « *car nous tenons à ce que notre ville reste propre* », ajoutant, sourire aux lèvres, « *c'est Versailles ici !* ».

La question des transports est aussi posée sur la table. Combien de navettes et de bus faut-il prévoir à la sortie des trois gares locales pour conduire les spectateurs jusqu'au site de compétition ? Mais ce qui semble soucier davantage l' élu, c'est le stationnement des voitures de tous ceux désireux d'assister aux épreuves hors stade olympique. Combien seront au rendez-vous ? Des centaines ? Des milliers ? Et puis, il y a toutes ces barrières à disposer pour contenir les spectateurs lorsque cyclistes ou marcheurs passeront dans les larges avenues versaillaises.

La liste de l'édile semble interminable. L'un de ses conseillers intervient pour évoquer une question loin d'être anodine car elle pourrait remettre en question l'installation de la petite fan-zone de 1 500 places prévue dans le

COMMENT TRANSFORMER UNE PARCELLE DU PARC DU CHÂTEAU INSCRIT AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO EN UNE ARÈNE ÉQUESTRE ÉPHÉMÈRE ?

périmètre de l'ancienne Poste. Ce « Club 2024 » ne pourra être ouvert qu'après le passage d'un chien spécialisé dans la recherche d'explosifs. Mais voilà, ces experts renifleurs, aujourd'hui réclamés par de multiples communes, sont quasi introuvables sur le marché.

Sur l'ensemble de ces questions, les réunions s'enchaînent à la préfecture des Yvelines, attentive à ne pas se focaliser uniquement sur les deux villes labellisées JO du département : Versailles et Saint-Quentin-en-Yvelines. « *Nous ne baisserons pas la garde dans les autres communes. La sécurité restera au même étiage* », affirme le nouveau préfet, Frédéric Rose, entré en fonctions le 4 mars. Cet ancien conseiller « intérieur et sécurité » d'Emmanuel Macron se dit serein face à l'enjeu lié à la sécurité des athlètes, du public et des habitants, sujet sur lequel il travaille, insiste-t-il, en étroite collaboration avec Laurent Nuñez, le préfet de police de Paris.

Si la délinquance de proximité aux abords des sites ainsi que dans les transports en commun va mobiliser les forces de l'ordre, ici comme ailleurs, c'est le risque terroriste qui reste la préoccupation numéro un. « *Les policiers de Versailles, dont les congés ont été décalés, seront présents pendant les Jeux, mais ils seront épaulés par des renforts nationaux, qu'il s'agisse du GIGN ou du RAID* », indique le haut fonctionnaire qui préfère taire le nombre de femmes et d'hommes mobilisés.

Le défi est d'autant plus élevé que le château et ses jardins resteront ouverts pendant la période olympique. Et, en plus de la statue équestre de Louis XIV, la grille d'honneur du château a aussi connu un rafraîchissement, tout comme le splendide bassin d'Apollon, dont la dernière campagne d'embellissement remontait à près d'une centaine d'années.

A l'unisson avec le maire de la ville, Laurent Salomé estime aussi que les JO « *sont un véritable coup de fouet* » pour les projets du musée : « *N'oubliez pas, le cheval est chez lui à Versailles !* » Le château a souhaité en donner la preuve. Afin de ne pas effrayer les montures lorsqu'elles passeront la nuit dans les écuries éphémères du site de compétition, le feu d'artifice prévu chaque samedi soir cet été, lors du spectacle des grandes eaux, illuminera bien le parc, mais en silence, grâce à un subtil dispositif technique. Les équipes du domaine en ont décidé ainsi par solidarité équestre. ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET

L'écuyère Laure Guillaume, de l'Académie équestre de Versailles, dans le manège de la Grande Ecurie du château, le 31 mai 2024.

LAURENCE GEAI/MYOP
POUR « LE MONDE »

Le club hippique aux petits soins des cracks suédois

Situé à quelques minutes du stade olympique, le Club hippique de Versailles a bénéficié d'une luxueuse rénovation

L'accueil des Jeux olympiques, à partir de la mi-juillet, fait déjà des heureux dans les box du Club hippique de Versailles (CHV). Boléro du Coutil, Elfie du Trèfle, Gulliver de Rivendel et tous leurs copains d'écurie vont partir au pré dix jours avant leur traditionnel retour à la nature prévu chaque été. Le bonheur !

Aucun ne regrette de devoir faire place nette pendant plusieurs semaines à douze de leurs congénères, des super cracks appelés à défendre les couleurs de la Suède cet été. « *Seuls quelques chevaux de propriétaires resteront au centre*, précise Cyril Turmel, directeur du club, *mais nous avons organisé avec précision le flux de leurs déplacements afin qu'ils ne croisent jamais les nouveaux arrivants.* »

Impensable, en effet, que les champions nordiques croisent des versaillais sujets à une dermite, par exemple. Ou, pire, ne marchent dans leur crottin dont les parasites pourraient contaminer ces athlètes de haut niveau. Pour autant, quand ils rentreront de leur mise à l'herbe anticipée, les quelque 90 pensionnaires du Club hippique de Versailles pourront profiter à leur tour des équipements tout beaux tout neufs, dignes d'un centre de préparation aux JO. Ils n'en seront plus bannis.

La transformation du vieux centre équestre fondé en 1954 est spectaculaire. La Suède ne s'y est pas trompée en le réservant pour son équipe de cavaliers dès l'automne 2023, remportant la mise face à l'Arabie saoudite, à l'Angleterre et au Canada, également candidats à l'hébergement. Il faut dire que le CHV disposait, avant même les travaux menés tambour battant depuis plusieurs mois, d'un atout inestimable : sa situation géographique.

Solarium et box de luxe

Premier club hippique des Yvelines, cet écrin de verdure se trouve en lisière de la forêt de Porche-fontaine, à une quinzaine de minutes du cœur historique de Versailles et du stade olympique, installé dans les jardins du château, où les épreuves équestres débuteront le 27 juillet. « *Cette proximité évitera un trop long stress aux chevaux quand ils vont rejoindre en van les écuries officielles, quarante-huit heures avant chaque épreuve* », estime Cyril Turmel. Cavalier expérimenté, il sait combien ces animaux de compétition sont d'une extrême sensibilité et peuvent facilement développer ulcères et coliques qui les mettent vite en danger.

Tout a donc été prévu au CHV pour leur assurer un confort maximal. Malgré la pluie battante qui s'acharne sur l'Île-de-France en ce printemps 2024, le directeur du club est fier de présenter les aménagements rénovés et modernisés de son enceinte sécurisée.

LA TRANSFORMATION DU VIEUX CENTRE ÉQUESTRE, FONDÉ EN 1954, EST SPECTACULAIRE. LA SUÈDE NE S'Y EST PAS TROMPÉE EN LE RÉSERVANT POUR SON ÉQUIPE DE CAVALIERS

La visite commence par le manège olympique, l'un des premiers construits en France à la fin des années 1950. Sa voûte en bois protège la piste immense (75 mètres × 24 mètres) dont le sol en sable de Fontainebleau vient d'être refait et aplani. Les cavaliers suédois pourront y enchaîner les figures de dressage et observer l'allure de leurs montures face aux miroirs muraux

Les découvertes suivantes rappellent le soin apporté au bien-être de ces chers équidés dont la valeur faciale, selon la discipline où ils sont engagés, peut atteindre entre 1 et 10 millions d'euros. Le Club hippique de Versailles s'est ainsi doté d'un marcheur automatique de six places, une installation qui permet aux chevaux de s'échauffer sans le poids du cavalier ou de récupérer en douceur après des efforts intensifs.


Les quadrupèdes jouissent aussi d'un solarium pour réchauffer leurs vertèbres tant sollicitées. Entièrement recouverts de caoutchouc, destiné à amortir chocs et roulades trop énergiques, les huit box construits pour accueillir les virtuoses suédois (et dans lesquels aucun sabot versaillais ne mettra le pied avant les JO) sont particulièrement spacieux. Juste à côté, l'indispensable salle de soins où trois malades pourront être placés en quarantaine si nécessaire.

Cyril Turmel s'attarde longuement sur la carrière olympique réservée au saut d'obstacles. Élargie, elle est désormais pourvue d'un système de subirrigation, idéal pour garder le terrain moelleux, plus à même d'épargner les fragiles tendons des compétiteurs.

Si l'on ajoute à cet ensemble la rénovation de la carrière forestière et la construction d'un magnifique club house en bois, le total des investissements engagés s'élève à 3,2 millions d'euros sur-tout pris en charge par la région Île-de-France, le département des Yvelines, la ville de Versailles et, à hauteur de 415 000 euros, par le CHV, une association de loi 1901.

Une fois les JO achevés, les huit box de luxe nettoyés de fond en comble accueilleront fin août d'autres concurrents, suédois encore mais aussi norvégiens, prêts à en découdre pour les paralympiques. Les versaillais resteront au pré un peu plus longtemps. ■

M.-B. B.




en vente
actuellement


En kiosque



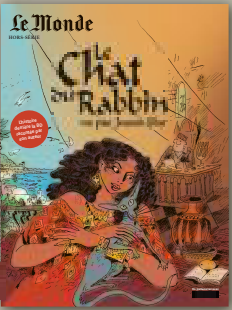
Hors-série




Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)


Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sourcisme.be






Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

 carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Julian

est né le 31 mai 2024.

Merci à nos deux chefs,
Camille et **Joffrey FENAILLON**,
pour cette sublime réalisation !

Pour la plus grande joie de
Corinne et **Patrice HIRSOUT**,
Sylvie et **Jean-Claude FENAILLON**
(les grands-parents),
des **familles HIRSOUT** et **FENAILLON**
et des très nombreux amis !

Décès

Noémi, Raphaëlle, Sébastien,
ses enfants,
Gaëlle, Nadia, Paddy,
ses belles-filles et gendre,
Antoine, Emma, Loretta, Louison,
Manon, Margaux, Zéphyr,
ses petits-enfants,
et leurs conjoint.e.s, Gaëlle, Jérémy,
Mathieu, Mishi,
Zoé,
son arrière-petite-fille,
Sa famille
Et ses ami.e.s,

ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine « Cathou » BÉDIER,
épouse **DESSUS**,

survenu le 3 juin 2024, à Meudon
(Hauts-de-Seine).

Une cérémonie laïque aura lieu le
jeudi 6 juin, à 17 h 15, au crématorium
de Clamart, 104, rue de la Porte de
Trivaux, à Clamart.

Famille Dessus,
5, avenue de Trivaux,
92190 Meudon.

Monique,
son épouse,
Florence, Olivier et Nathalie,
ses enfants,
Jean-Michel et Françoise, Catherine,
Claire,
ses frère et sœurs,
Louise et Vincent, Simon et Camille,
Maud et Mathieu, Clément,
ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Francis BIQUARD,
ancien professeur
de l'université d'Aix-Marseille,

survenu le 24 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 31 mai,
dans l'Yonne, dans l'intimité familiale.

M^{me} Chantal Bobillot
et ses enfants,
Damien, Benoit et Marie-Sara,

font part du décès de

M. Gérard BOBILLOT,

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
le vendredi 7 juin, à 14 h 30, en l'église
de Buc (Yvelines).

Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Anne Camel, Eliane et Etienne
Camel, Brigitte et Nicolas Camel-
Samalens, Julie et Jérôme Camel,
ses enfants,
Valentine, Anouk, Pierre, Marie,
Mathieu, Rose, Gaspard, Jules,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Paul CAMEL,
ingénieur en chef
à l'école nationale des eaux et forêts
(ENEF, 1961),

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept
ans.

Selon ses convictions, il a rejoint
dans l'inconnu,

Ghislaine
(† 1999),

son épouse, qui fut la lumière et le
sel de sa vie pendant quarante ans.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} juin
2024, dans la stricte intimité familiale.

Eric Vu-An Binh,
Axelle Gall
Et ses proches,

ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu de

Hugues R. GALL,
membre de l'Institut,
commandeur
de la Légion d'honneur,

le 25 mai 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-
Honoré, Paris 1^{er}, le mardi 11 juin, à
16 heures.

L'inhumation aura lieu le jeudi
13 juin, à 11 h 30, au cimetière de
Giverny.

Ni fleurs ni couronnes.

Paris. Pétion-Ville (Haïti).

Laurence et Marc,
ses enfants
et leurs conjoints, Charles et Valentina,
Léa, Charles, Aurélie, Olivia et Matéo,
ses petits-enfants,
Ses neveu et nièces,

ont la profonde tristesse d'annoncer
le décès de

Denise JEAN-MARIE,
née **BESSIRARD**,
veuve du
docteur Michel JEAN-MARIE,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 22 mai 2024, à Pétion-Ville,
à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Une cérémonie religieuse a été
célébrée le 1^{er} juin, à 9 heures, à Pétion-
Ville (Haïti).

« Aimez-vous les uns les autres. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

lrascho411@gmail.com

Quimper. Le Vieux-Marché.

Pierre Lautridou,
son époux,
Anna et Pierre Edern,
ses enfants
et leurs compagnons,
Mado,
sa petite-fille adorée,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Marie Alice LAUTRIDOU,
née **PIRIOU**,
avocat,

survenu le 12 mai 2024,
à l'âge de soixante-quatorze ans.

Marie Alice reposera au Vieux-
Marché dans son Trégor natal.

Contact : ma.lautridou@gmail.com

Buguélès. Penvénan.

Annie Junter,
sa compagne,
Sa famille,
Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Paul Jean LE ROUX,
président honoraire
de la Coopérative immobilière
de Bretagne,

survenu le 1^{er} juin 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
ce 6 juin, à 11 heures, en l'église de
Penvénan (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

Fleurs et/ou dons au fond de
dotation Kernaë pour le logement
(www.Kernae.bzh).

Pompes funèbres Keriguy,
22710 Penvénan.

annie.junter@wanafoo.fr

Frédéric et Véronique Gagey,
Philippe Marchais,
Isabelle et Valère Moutarlier,
ses enfants,
Mathilde et Stéphane, Nathalie
et Joan, François et Anne-Laure,
Antoine et Mélanie, Eléonore et
Augustin,
Pierre et Clémence, Marie et Niels,
Paul et Vesna,
Charlotte et Jonathan, Juliette
et Clément, Augustin et Louise,
Clémence,
ses petits-enfants,
Timothée, Clara, Margaux, Zoé,
Nathan, Alix, Joachim, Arthur, Félix,
Léopoldine, Philippa, Charlotte, Simon,
Anatole,
Rose, Léonie, Joseph, Oscar, Violette,
Léon,
Constantin, Gaspard,
ses arrière-petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part
du décès de

Monique MARCHAIS,
née **CHAPRON**,

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse sera
célébrée le 6 juin, à 10 h 15, en l'église
de Garches.

Nous associons à notre chagrin le
souvenir de son époux,

Henry MARCHAIS,

décédé le 20 janvier 2024.

Manuela Picard,
son épouse,
Benjamin et Alexandre,
ses enfants,
Sébastien,
son frère,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Christophe, Philippe,
Charles PICARD**,
professeur des Universités,
professeur émérite
d'histoire médiévale
à l'université Paris 1 -
Panthéon-Sorbonne,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 1^{er} juin 2024, à Toulouse.

La cérémonie des obsèques se
tiendra le vendredi 7 juin, à 14 h 30,
en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de
Versailles.

L'inhumation aura lieu à 16 h 30, au
cimetière de Montreuil, à Versailles,
dans l'intimité.

Marylise Léon
Et la Commission exécutive de la
CFDT,

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe PORTIER,
secrétaire national,

survenu le 31 mai 2024,
à l'âge de cinquante-neuf ans,
des suites d'une longue maladie.

Ils saluent la mémoire d'un grand
militant.

Philippe faisait partie de la
Commission exécutive confédérale
depuis 2018. Il a notamment été en
charge des questions de transition
écologique, de recherche et d'industrie,
et de dialogue social.

Son arrivée à la Commission
exécutive s'inscrivait dans un parcours
militant très riche : délégué du
personnel, secrétaire de CE, délégué
syndical, conseiller prud'homme,
secrétaire général de l'Union mines
métaux Ain-Deux Savoies, secrétaire
national puis secrétaire général de la
Fédération des Mines et de la
Métallurgie - CFDT.

Ses obsèques auront lieu dans
l'intimité, le jeudi 6 juin.

La famille ne souhaite pas de fleurs.

Paris.

La Fédération des Mines et de la
Métallurgie - CFDT,

a la profonde tristesse de faire part
du décès de

Philippe PORTIER,
son secrétaire général
de 2014 à 2018.

La FGMM-CFDT salue ses vingt ans
d'engagement au service du dialogue
social, de la défense de l'industrie et
de ses salariés.

Ses obsèques seront organisées
dans l'intimité familiale.

Nous nous associons au deuil de
sa famille et de ses proches.

Hélène Aubart, née Rozenwaig,
Marthe Jallon, née Rozenwaig,
Boris Rozenwaig
et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès de

Régina ROZENWAIG,

survenu le 2 juin 2024, à Paris, à l'âge
de quatre-vingt-cinq ans, des suites
d'une longue maladie.

La famille remercie chaleureu-
sement tous.les les soignant.es pour
leur gentillesse et leur engagement,
ainsi que toutes les personnes qui
l'ont aidée à supporter cette épreuve
et à partir en toute sérénité.

Claire Torracinta-Pache,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès,
survenu le 29 mai 2024, à Genève, à
l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

Claude TORRACINTA,
journaliste,

ancien directeur de l'information
à la Télévision Suisse Romande,
ancien membre du comité
des programmes de la Sept-Arte,
prix francophone de l'information,
chevalier de l'ordre
des Arts et des Lettres,
il était un lecteur fidèle du *Monde*
depuis ses vingt ans.

Anniversaire de décès

A la mémoire de

Patrice MALTERRE.

Son épouse,
Sa fille,
Son petit-fils.

Souvenirs

Il y a douze ans, disparaissait

Claude BOUKOBZA,
psychanalyste,
fondatrice de l'unité Mère-Enfant
du centre hospitalier de Saint-Denis.

Sa mémoire et ses écrits restent
présents.

Une pensée pour sa fille,

Sarah,

disparue en 2014.

Dominique Claudet,
son époux,
leurs fils, Joachim et Ariel.

Robert CATALAN,
dit **Robert de l'EURE**,

croix de guerre avec étoile d'argent
à l'ordre de la division,
croix de guerre avec étoile de vermeil
à l'ordre du corps d'armée,
croix de guerre avec palme
à l'ordre de l'armée,
chevalier dans l'ordre national
de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
croix du combattant volontaire
(1939-1945),
officier
dans l'ordre national du Mérite.

« Je sais parfaitement combien il vous
a fallu d'intelligence et de courage
pour implanter votre réseau
et organiser vos maquis. »
Général Legentilhomme.


Officier d'élite, commandant des
Forces françaises de l'intérieur (FFI),
entré dans la Résistance dès 1941,
il fut nommé délégué militaire
régional en juin 1944, à l'âge de
vingt-deux ans et assura, dans des
conditions périlleuses, la réception
et la transmission des ordres venant
de Londres, permettant aux maquis
de l'Eure de prendre une part des
plus efficaces à la bataille de
Normandie où il mit en application
les plans « vert » et « rouge » et fit
preuve, à la tête de ses troupes,
d'un grand courage et de qualités
exceptionnelles.

« Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté. »
Paul Eluard.

Communication diverse

Les Mardis de la Philo
et les Facultés Loyola Paris
proposent une journée de réflexion,
le 13 juin 2024,
de 9 heures à 17 h 30
L'Intelligence Artificielle
et l'humain :
des liaisons dangereuses ?
Focus sur la défense et la santé
réunissant praticiens de l'IA
et philosophes,
Alexei Grinbaum,
le général (2S) Charles Palu,
Asma Mhalla,
le professeur Guillaume Assié,
Le docteur Julien Vibert,
Laurence Devillers,
Jean-Michel Besnier,
Eric Charmetant,
Romain Leroy-Castillo,
Raphaëlle Taub,
Stéphane Ragusa.
Informations et inscription :
lesmardisdelaphilo.com
ou Tél. : 06 77 66 09 55.

Un
événement
heureux
doit être
partagé !



Le Monde

Le Carnet

Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr
Prix à la ligne : 24,60 € TTC.

Plus de festivités sur fond d'*Hymne à la joie* ni de drapeaux bleus étoilés déployés en majesté. A Győr, les 20 ans de l'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne (UE) passent inaperçus. Dans cette ville située sur le Danube, à mi-chemin entre Vienne et Budapest, le scrutin européen du 9 juin mobilise moins les 130 000 habitants que les élections municipales prévues le même jour. La seule référence manifeste à l'UE est l'œuvre du Fidesz, le parti de Viktor Orbán, le premier ministre ultraconservateur. Placardée aux entrées de l'agglomération et bien en vue dans les espaces publics, l'affiche de campagne du parti met en scène Ursula von der Leyen. La présidente de la Commission y est représentée installée dans un fauteuil, entourée des principaux représentants de l'opposition hongroise, «*fidèles serviteurs de Bruxelles*» en smoking et gants blancs. Chacun porte un plateau d'argent avec l'inscription «*genre*», «*immigration*» ou «*guerre*».

Située dans le nord-ouest de la Hongrie, la partie la plus développée du pays, Győr, qui confirme à chaque élection sa réputation de place forte du Fidesz, a largement tiré parti de l'intégration européenne. Forte de 15 000 étudiants, l'université de la ville a été réalisée pour l'essentiel avec des fonds venus de Bruxelles. Idem pour les autoroutes reliant Győr aux trois capitales alentour (Vienne, Budapest et Bratislava) ou encore le canal du centre-ville, élargi afin que le Danube ne s'ensable pas. Sans oublier la place Széchenyi rénovée avec soin pour donner du cachet au quartier piétonnier de cette cité typiquement austro-hongroise, aux façades jaunes et ocre, rendue depuis vingt ans à son charme baroque. Ici, le chômage ne dépasse pas 1,8 %, contre 4,2 % pour la moyenne nationale.

József Balogh, ancien maire de gauche (1994 à 2006), ne voudrait pas que l'on taxe Győr d'ingratitude. «*Toutes les enquêtes d'opinion confirment que les Hongrois sont pro-européens*, affirme-t-il. *Le problème, c'est qu'ils sont devenus complètement passifs. Ou alors ils ont pris leurs distances; sur près de 10 millions d'habitants, 700 000 sont partis travailler à l'étranger, comme l'ont fait mes propres enfants.*» Le cœur battant de la prospérité de Győr se déploie sur 370 hectares, à la sortie est de l'agglomération. «*Et voici l'empire Audi, la plus grande usine de moteurs du monde; même en Chine on ne trouve pas d'équivalent!*», lance Imre Pintér, président de la chambre de commerce, en nous faisant découvrir les lieux au volant de son break Audi A6. Même les voitures de police arborent les quatre anneaux de la marque du groupe Volkswagen. En activité depuis 1993, ce gigantesque ensemble industriel est installé sur le site occupé, du temps du bloc soviétique, par une usine de production de bus et de camions. L'arrivée du constructeur allemand a aimanté sur place de nombreux sous-traitants venus d'Europe de l'Ouest, voire d'outre-Atlantique.

MIEUX PROMOUVOIR LES CADRES LOCAUX
En 2023, les 12 143 salariés de cette entreprise, qui se revendique «*neutre en carbone*», ont produit 1,6 million de moteurs et 177 775 véhicules (modèles Audi Q3 et TT). Première société privée du pays, Audi Hungaria a investi 12,5 milliards d'euros depuis son arrivée, et son chiffre d'affaires annuel atteint 9 milliards d'euros, soit 1,4 % du produit intérieur brut de la Hongrie et 8 % des exportations. Fermez le ban. «*L'automobile est le meilleur exemple des réalisations qu'a rendu possibles l'ouverture de la Hongrie à l'Europe*, souligne Grzegorz Siewiewicz, économiste en chef pour l'Europe centrale et de l'Est pour Coface. *Le faible coût du travail et aussi la fiscalité – l'impôt sur les sociétés est le plus bas d'Europe, il ne dépasse pas 9 % – ont attiré de nombreux constructeurs dans le sillage d'Audi, tels que Mercedes, BMW, Suzuki ou Opel.*»

Michael Breme, président d'Audi Hungaria et patron de l'usine, ne tarit pas d'éloges sur ses salariés. «*Le personnel est bien formé, empathique, plus bosseur qu'en Allemagne et moins porté sur le télétravail, ce qui permet de se retrouver en équipe, comme c'est nécessaire dans l'industrie automobile.*» Il assure mettre un point d'honneur à réduire progressive-



ISABEL ESPANOL

Győr, réussite et espoirs déçus

EUROPE, LES BIENFAITS DE L'ÉLARGISSEMENT 315 La prospérité de cette ville hongroise repose principalement sur l'usine Audi, exemple des réalisations possibles grâce à l'ouverture à l'UE. Mais l'Europe ne paraît plus s'imposer comme la seule perspective

ment la proportion de managers venus d'Allemagne, au sein de l'usine, afin de mieux promouvoir les cadres locaux. «*Audi s'est installé à Győr pour bénéficier des infrastructures existantes et du niveau des rémunérations, environ trois fois inférieures à l'Allemagne*, poursuit M. Breme. *Pour autant, nous payons notre personnel largement au-dessus du salaire moyen, pour tenir compte de la proximité de la frontière avec l'Autriche qui attire beaucoup de travailleurs frontaliers.*» De source syndicale, on évalue la paie mensuelle d'un ouvrier d'Audi autour de 1600 euros, «*soit 20 % de plus que ce que versent les usines Mercedes et BMW installées en Hongrie, et pas loin du double du salaire moyen*».

Győr, alias Audiville. L'Audi Arena accueille le club de handball féminin, plusieurs fois champion d'Europe. L'orchestre philharmonique et le corps de ballet bénéficient également des largesses du constructeur, lequel a par ailleurs cofinancé la construction du nouvel aéroport et la rénovation de monuments du centre-ville. L'école allemande, qui croule sous les demandes d'inscription, dépend aussi du constructeur. Elle recrute en priorité les enfants du personnel de l'usine, où le taux de rotation des salariés ne dépasse pas 2 %. Cette dépendance pourrait cependant devenir moins confortable. Décidée à anticiper la décision européenne d'interdire la vente de voitures thermiques neuves à l'horizon 2035, la marque allemande a prévu de lancer, en 2027, son dernier modèle à carburant fossile sur le Vieux Continent. Or, ces mécaniques représentent plus de 90 % de la production de l'usine de Győr. La part de l'électricité va certes continuer de progresser dans les prochaines années, mais l'assemblage du moteur d'une voiture électrique, composé d'un nombre réduit de pièces en mouvement, nécessite 30 % de main-d'œuvre en moins. «*Pour obtenir de nouvelles activités de fabrication, il faudra que Győr soit plus compétitive que les autres usines du groupe Volkswagen*», explique M. Breme. «*Nous réalisons à quel point nous sommes tributaires de l'industrie automobile. J'ignore*

comment cela va évoluer, mais je suis de ceux qui considèrent qu'il faut en parler pour trouver des alternatives», s'inquiète M. Pintér. Ce dernier s'alarme aussi de la faiblesse du réseau local de PME, vieillissant, qui n'a jamais tiré profit de l'implantation de grandes sociétés.

Ce léger parfum d'inquiétude rejoint le sentiment teinté de désillusion qu'éprouve Zoltan Laszlo, président du syndicat Vasas («*métallo*» en hongrois) et enfant de Győr. Malgré le soutien de son puissant homologue allemand, IG Metall, Vasas, membre de la principale confédération hongroise, s'est peu implanté au sein de l'usine Audi, dominée par un syndicat indépendant plus conciliant avec la direction. «*Lorsque le pays a intégré l'espace européen, ma génération a cru pouvoir vite rattraper le niveau de vie des voisins autrichiens*, dit le syndicaliste. *Quel est le résultat, vingt ans plus tard? La Roumanie nous a dépassés en pouvoir d'achat, nous avons des employeurs allemands, mais pas droit au modèle social qui y est associé, et la Hongrie demeure à l'écart de la zone euro.*» Selon lui, il aurait fallu changer de stratégie dès 2004 et miser sur des emplois qualifiés, plutôt que d'attirer des investisseurs en pratiquant un dumping social que le gouvernement Orbán, en place depuis quatorze ans, pousse toujours plus loin.

CORRUPTION ENDEMIQUE
Pas de quoi, pourtant, faire vaciller ses convictions européennes: «*Sans réglementation communautaire, jamais l'Etat hongrois n'aurait désamianté les HLM. Sans subventions, la ville n'aurait pas été embellie. Et, sans l'arrivée d'entreprises allemandes, nous n'aurions pas acquis cette culture du travail. L'Europe, c'est comme ma mère; je ne lui dois que la vie.*» Bence Pintér, candidat socialiste à la mairie de Győr, ne cache pas son désarroi. «*Les ouvriers d'Audi votent tous Fidesz, car on les a convaincus que les usines s'en iraient si Orbán quittait le pouvoir. Les gens ont du travail et sont mieux payés que les autres. Il faut croire que cela leur suffit.*» A Győr, un sujet affleure dès que l'on évoque la question européenne:

la corruption, endémique. Fin janvier, l'ONG Transparency International a classé la Hongrie au dernier rang des vingt-sept membres de l'UE, estimant que «*les preuves s'accumulent d'un détournement par les élites politiques de l'argent public et des fonds de l'Union européenne*». Face à ce constat, M. Balogh, l'ancien édile, ne décolère pas et s'indigne: «*L'argent de l'Europe est géré de façon centralisée par le gouvernement hongrois, qui se comporte de manière féodale, répartissant les enveloppes selon les intérêts de ses amis.*» Si l'on en croit l'opposition à l'actuel maire (qui n'a pas souhaité recevoir *Le Monde*), «*la corruption est un système généralisé*», et la rénovation de la jolie place Széchenyi comme celle des bains thermaux de la ville auraient fait l'objet de détournements au profit de proches du pouvoir.

Médaille d'or au cheval d'arçons, lors des Jeux olympiques de Séoul, en 1988, et lui aussi ancien premier magistrat de Győr (2006-2019), Zsolt Borkai est une figure de la politique. Cette année, cet ex-membre du Fidesz repart à la conquête de la mairie comme candidat indépendant, après avoir été confronté, en 2019, à la diffusion d'une vidéo le montrant sur un yacht de luxe en compagnie de prostituées, juste avant les municipales. Après sa réélection, il avait fini par être poussé à la démission par son propre parti. «*Aux électeurs, je parle de l'état des rues, de l'approvisionnement en énergie, de santé, d'équipements sportifs ou de l'arrivée d'investisseurs, mais pas de l'Europe, sauf pour dire qu'envoyer des armes [à l'Ukraine] n'est pas la meilleure façon de parvenir à la paix*», explique-t-il, attablé devant une crème glacée, au centre de la grand-place. «*Chez nous, les gens sont souriants, aiment leur ville et ne s'interrogent plus sur l'appartenance à l'Union. Je n'ai pas envie de revenir là-dessus, c'est de la politique*», assure l'ancien gymnaste, soucieux de passer à un autre sujet.

A Győr, l'Europe ne paraît plus s'imposer comme la seule et unique perspective. Depuis plusieurs années, la Chine, avec laquelle Viktor Orbán entretient des relations de grande proximité, investit massivement – mais jusqu'à présent à l'autre bout du pays – dans des usines de batteries et d'assemblage d'automobiles. BYD, numéro un mondial de la voiture électrique, a annoncé, en décembre, l'installation dans le sud de la Hongrie, à Szeged, d'une usine qui lui permettra de vendre ses voitures à travers l'Europe, sans avoir à craindre des mesures protectionnistes. «*Lorsque l'Union européenne discute avec la Chine, on trouve ça normal, mais si c'est la Hongrie, cela devient suspect*», déplore un représentant local des milieux d'affaires, avant d'assurer, toutefois, «*ne pas avoir du tout envie que les Chinois prennent la relève de l'UE*». «*Entre le modèle social chinois et le modèle social européen, j'ai fait mon choix*», s'exclame pour sa part le syndicaliste, M. Laszlo. En son for intérieur, Győr ne ferme aucune porte. La cité est évidemment jumelée avec la ville allemande d'Ingolstadt, le siège d'Audi, mais aussi avec Wuhan, le berceau de l'automobile chinoise. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Prochain article Lubin, en Pologne



RENCONTRE

STRASBOURG - envoyée spéciale

Un café crème, avec de la vraie crème, comme à Vienne ! », se réjouit Marie-Nicole Lemieux, attablée, en cette fin de matinée du 28 mai, au Café Brant, à Strasbourg. La cantatrice québécoise, qui vient de donner un récital à Toulouse, a pris quelques jours de repos dans la capitale alsacienne. Une courte respiration avant de poursuivre à Cologne (Allemagne), puis au Festival de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), où elle interprétera, pour la première fois en France, *Rhapsodie pour alto*, de Brahms. Suivront, d’ici à la fin du mois de juin, un Gala Belle Epoque au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, puis *Les Nuits d’été*, de Berlioz, l’un de ses chevaux de bataille, au Festival de Carcassonne. « Je n’étais pas retournée au Capitole depuis ma prise de rôle de Carmen, en 2022, s’anime-t-elle. Il y avait encore le Covid, on faisait des tests tous les jours et je n’avais pas eu le temps de profiter de l’accueil incroyable du public. Et, là, cette joie m’est arrivée en plein visage. »

Le regard de la cantatrice s’embue d’un léger embrun lacrymal, qui allumera plusieurs fois dans ses pupilles le bleu plus vif de l’émotion. Souvenir de la mort de son père, disparu en 2020, évocation des angoisses existentielles qui l’habitent depuis toujours, ou de cette soif vitale de musique depuis l’enfance, qui ne s’étanche que dans la consolation d’œuvres, comme le dernier lied du *Chant de la Terre*, de Mahler, *Der Abschied* (« l’adieu ») – « après le combat contre la mort, l’espoir d’un monde de paix et de lumière », dit-elle.

Contralto profond, voluptueux

La Québécoise s’est imposée en Europe en 2000, après un Premier Prix doublé d’un Prix de lied remportés, à 25 ans, au prestigieux concours Reine Elisabeth, à Bruxelles. Elle a pour elle un timbre rare de contralto, profond, voluptueux, puisé au plus grave de la tessiture féminine. Dans le gosier et l’âme, une musicalité native et quelque chose de gargantuesque, qui n’exclut ni la finesse ni la sensibilité. Marie-Nicole Lemieux a déjà tout d’une wagnérienne. Mais ne le prouvera que vingt ans plus tard, récemment, magnifique Fricka de *L’Or du Rhin* et de *La Walkyrie*, mis en scène par Romeo Castellucci dans le cadre du nouveau « Ring » monté à La Monnaie de Bruxelles, brutalement interrompu. « Mon corps se sent tellement bien dans Wagner, exulte-t-elle. Je chante jusqu’aux orteils, avec une incroyable sensation de plénitude. Il en avait vaguement été question au début de ma carrière, mais cela ne s’était jamais fait. Peut-être parce que j’ai commencé par du baroque. »

C’est en effet avec l’*Orlando furioso* de Vivaldi que Marie-Nicole Lemieux a conquis son public. D’abord au concert, puis en version scénique, enfin au disque, sous la direction de Jean-Christophe Spinosi, enregistrement qui leur vaudra, en 2005, une Victoire de la musique classique. Programmée dans Vivaldi et Haendel aux côtés de Philippe Jaroussky, de Sandrine Piau ou de sa compatriote Karina Gauvin, « qui vocalisent comme des mitraillettes », la contralto s’est longtemps fait à elle-même des procès en illégitimité. « Je chantais avec l’énergie du désespoir », déclare-t-elle. Cela permet beaucoup de choses, mais ça use ! Je me rassurais en me disant que ce n’était pas moi qui chantais, mais Orlando. Parfois, c’est dans l’adversité que l’on touche les gens. D’autres fois, on est content de soi et ça marche moins bien. »

Marie-Nicole Lemieux se souvient de ce récital Rossini du 24 mars 2017, au Théâtre des Champs-Élysées, où elle avait « craqué » un aigu dans l’air d’Arsace du *Semiramide*, « In si bar-

bara sciagura ». Beaucoup auraient fait comme si de rien n’était. Elle, elle s’était adressée au public. Terrifiée comme quand elle perdait le sommeil, enfant, à l’idée de compter forcément parmi les réprouvés de ce Jugement dernier que promettait l’Église, le dimanche.

Sous les rondeurs voluptueuses d’un corps et l’érotisme magnétique d’une voix, une âme en noir, que la femme blessée dissimule sous d’hilarantes mimiques et des rires en cascade, elle qui attirait l’attention, jeune, en imitant les idoles de la chanson québécoise, de Diane Dufresne à Fabienne Thibeault, en passant, bien sûr, par Céline Dion, dont elle connaît le répertoire par cœur. « J’ai commencé à chanter dans un cœur d’opérette à 5 ans, raconte-t-elle. Mais je me suis tou-

jours sentie attirée par la musique classique. Quelque chose de plus grand, qui m’aspirait. » Si elle avoue avoir été émue en écoutant *Mon amour*, de Slimane – « un mix entre Khaled et Demis Roussos » – au concours de l’Eurovision, elle sait que chanter Bach, Beethoven ou Mahler confine au spirituel. « Pour moi, l’art n’est pas une question d’ego, de pouvoir, ou l’envie

Une musicalité native et quelque chose de gargantuesque, qui n’exclut ni la finesse ni la sensibilité

d’être aimé : c’est une mission et un partage », professe-t-elle.

Née le 26 juin 1975 à Dolbeau-Mistassini, au Québec, Marie-Nicole Lemieux descend d’une de ces familles françaises émigrées du Perche vers la Nouvelle-France au XVII^e siècle. Elle a deux frères aînés. Tout le monde chante, à la maison, à l’église, dans les bois, où travaille son père, bûcheron, lequel aime particulièrement les voix de ténor. A l’adolescence, happée par ses études, elle cesse de chanter et en tombe malade. Avec l’assentiment parental, elle décide alors d’entrer aux conservatoires de Chicoutimi, puis de Montréal. « J’ai toujours été baraquée – et très en colère, confesse-t-elle. Très tôt, j’ai souffert de grossophobie, déjà au sein de ma propre famille. Plus tard, j’aurais pu m’agrir. Mais quelque chose se cabrait

en moi, refusant le diktat du regard des autres. » La jeune femme ne se mure pas pour autant dans sa corpulence. Elle pratique la danse, le handball, le lancer de poids, fait le grand écart.

Ce « corps de contrebasse » qui empêche l’Icare en elle de monter trop près du Soleil est mentalement un atout. Qu’il dégage sur scène une puissance presque virile ou affiche des grâces de sylphide. Mais il éloigne d’elle certains rôles. Notamment cette Carmen qu’elle a naturellement dans la voix, abordée en 2017 en version de concert au Théâtre des Champs-Élysées, mais qu’aucun directeur d’opéra ne lui proposera à la scène avant 2022. Année où Christophe Ghisti, directeur du Capitole, à Toulouse, rompt la malédiction et l’engage pour la reprise d’une mise en scène de Jean-

« L’art n’est pas une question d’ego, de pouvoir, ou l’envie d’être aimé : c’est une mission et un partage »

MARIE-NICOLE LEMIEUX

Louis Grinda, lequel, patron des Chorégies d’Orange, la reprogrammera au Théâtre antique, à l’été 2023, ce dont témoigne une captation réalisée par France Télévisions. « Accepter d’être filmée a été pour moi un exercice d’abnégation totale », assure la musicienne, dont le franc-parler se fait plus précis : « Quand on nous choisit, ce n’est pas pour entrer dans la robe, mais parce que l’on nous veut, nous. Mine de rien, cela m’a sûrement évité d’avoir à travailler avec des personnalités moches. »

Crise terrible

A la voir si vive et rayonnante, si drôle et espiègle, on a du mal à croire que Marie-Nicole Lemieux a failli tout arrêter au moment de la reprise d’après-Covid-19. Une crise terrible. La cantatrice n’a jamais caché que, derrière le succès et la reconnaissance, il y a un prix à payer. « Jusqu’à la pandémie, j’avais toujours considéré que ce que je vivais sur un plateau était plus important que les sacrifices qu’exige ce métier, que j’étais plus heureuse à chanter qu’à ne pas chanter », confie-t-elle. Mais l’arrêt du temps, l’absence de public et l’abandon de la carapace ont réactivé les monstres apprivoisés par vingt années d’une carrière menée sur les plus grandes scènes du monde, à mesure que s’agrégeaient au baroque et au bel canto le grand répertoire italien (*Falstaff*, *Il trovatore* et *Un ballo in maschera*, de Verdi, *Gianni Schicchi* et *Madame Butterfly*, de Puccini), l’opéra français (*Les Troyens*, de Berlioz, *Werther*, de Massenet, *Ariane et Barbe-Bleue*, de Dukas, *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns, et, bien sûr, *Carmen*), sans oublier les grands cycles de mélodies et de lieder.

Le confinement a néanmoins permis à Marie-Nicole Lemieux de retrouver ses racines. « Je vivais en banlieue de Montréal, à Terrebonne, mais je n’étais de nulle part. J’étais en quête de savoir où je mourrais. Je pensais éventuellement à la France, note-t-elle. Et puis la fille de la nature est revenue. Les Canadiens français sont des enfants des forêts, du défrichage. Et c’est là mon territoire. » Marie-Nicole Lemieux, qui sera Mrs Quickly, l’une des trois comères de Windsor du *Falstaff* de Verdi, présenté en septembre à l’Opéra Bastille, à Paris, rêve désormais de posséder, un jour, dans les montagnes Laurentides, un cheptel de ces vaches pionnières à pattes courtes, dont le lait très crémeux produit le fameux 1608, un fromage vendu à la Laiterie Charlevoix de Baie-Saint-Paul. « Je suis une mystique avec des extases et un corps jouisseur, confirme-t-elle. On ne peut pas chanter et faire de l’opéra, si l’on n’est pas gourmand de tout. » ■

MARIE-AUDE ROUX

Concert au Festival de Saint-Denis, basilique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), le 20 juin à 20 h 30. Festival-saint-denis.com ; Gala Belle Epoque, Théâtre des Champs-Élysées, Paris 8^e, le 26 juin à 20 heures. Theatrechampselysees.fr ; Festival de Carcassonne, au Théâtre Jean-Deschamps, Carcassonne, le 28 juin à 21 h 30. Festivaldecarcassonne.fr Berlioz, « Les Nuits d’été ». Ravel, « Shéhérazade ». Saint-Saëns, « Mélodies-Pharmanes ». Avec l’Orchestre philharmonique de Monte-Carlo dirigé par Kazuki Yamada, Erato/Warner Classics.



Marie-Nicole Lemieux, au Canada, en 2023. GENEVIÈVE LESIEUR

Marie-Nicole Lemieux, la voie du grand écart

Au Festival de Saint-Denis, la Québécoise interprétera « Rhapsodie pour alto », de Brahms, pour la première fois en France. Et elle fera, en septembre, l’ouverture de la saison de l’Opéra Bastille, à Paris

Redécouvrir Mohamed Zinet à la Cinémathèque

L'institution parisienne consacre une programmation spéciale en quatre films à l'acteur et cinéaste algérien, le vendredi 7 juin

CINÉMA

En souvenir de Mohamed Zinet (1932-1995), acteur et cinéaste algérien, la Cinéma-thèque française, à Paris, organise une séance en quatre films, vendredi 7 juin, à 18h30. Pour les générations familières du cinéma français des années 1970, Zinet, second rôle qui traverse discrètement la production nationale (chez Yves Boisset, Moshé Mizrahi, Claude Lelouch...), aura incarné la figure canonique du travailleur immigré racisé. Cela, dix ans avant le début d'une

représentation plus substantielle de la communauté maghrébine en France, à travers les premiers films de Mehdi Charef, Mahmoud Zemmouri ou Rachid Bouchareb.

De cet homme frère aux yeux de braise, sec comme un coup de trique, doté d'une moustache «gauloise» noire et fournie, le rôle le plus saisissant, inscrit dans toutes les mémoires, est celui de l'immigré qui vient venger son frère, à la fin de *Dupont Lajoie* (1975), d'Yves Boisset, film terrifiant qui dénonce, sans y aller avec le dos de la cuillère, le racisme ordinaire français.

Georges Lajoie, un bistrotier parisien en camping dans le Var, personnage veule et concupiscent, entend faire porter aux ouvriers arabes des environs la responsabilité du meurtre involontaire d'une adolescente qu'il a violée, et se place au premier rang de la meute qui se lance dans une ratonnade, *Bonnes*, de Jean Genet.

Et le voici, en 1965, assistant de Gillo Pontecorvo sur le film *La Bataille d'Alger*, prélude à sa carrière d'acteur de cinéma, que la Cinéma-thèque française éclaire en quatre films. Deux courts-métrages du cinéaste militant René Vautier – *Les Ajoncs* et *Les Trois*

assassinant l'un d'entre eux au passage. Le dernier plan du film voit Mohamed Zinet pousser la porte d'un café de la place d'Aligre, à Paris, tenu par Lajoie, sortir, sans mot dire, une carabine de sous son imperméable et faire feu à deux reprises sur le bistrotier derrière son comptoir. Boisset répondait ainsi à la vague d'exactions racistes qui avaient secoué, au début des années 1970, le sud de la France. Le tournage fut particulièrement tendu, menacé par des groupes d'extrême droite, et l'exploitation du film mouventée, mais celui-ci fut un grand succès.

Une rareté

Cette image de vengeur associée à Mohamed Zinet est toutefois un peu courte, c'est ce que démontrera la séance organisée par la Cinémathèque. Elle nous fera découvrir cet homme qui fait la guerre d'indépendance dans les rangs du FLN, au sein duquel, blessé, il se lance dans une passion ancienne, le théâtre. Il jouera à ce titre dans *Le Cadavre encerclé*, de Kateb Yacine, puis se produira, en France et en Allemagne, dans la troupe de Jean-Marie Serreau, dans une mise en scène des *Bonnes*, de Jean Genet.

Et le voici, en 1965, assistant de Gillo Pontecorvo sur le film *La Bataille d'Alger*, prélude à sa carrière d'acteur de cinéma, que la Cinémathèque française éclaire en quatre films. Deux courts-métrages du cinéaste militant René Vautier – *Les Ajoncs* et *Les Trois*



Mohamed Zinet (au centre) dans « Tahia ya didou » (« Alger insolite », 1971), qu'il a également réalisé. COLLECTION PERSONNELLE

Cousins, sortis en 1970 –, fables poético-politiques stigmatisant la condition des travailleurs immigrés en France, livrés au racisme, à l'humiliation, à la précarité. Curieux mélange entre une voix off didactique et une mise en scène qui semble regarder vers l'art de la pantomime et du muet, fort prisé de Zinet, par ailleurs grand admirateur de Chaplin.

*Le Bougno*l (1975), de Daniel Moosmann, est quant à lui une rareté. Réalisé la même année que *Dupont Lajoie*, il en reproduit le scénario vengeur, mais vu, cette fois, du côté de la victime, avec Zinet dans le premier rôle, cible d'agressions à répétition. Une certaine maladresse scénaristique et d'incontestables beautés clouent ici au pilori une France empuantie par le racisme.

Enfin, on découvrira à travers le documentaire de Mohamed Latrèche (*Zinet, Alger, le bonheur*, 2023) quel incroyable cinéaste fut Mohamed Zinet, auteur, en 1971, d'un seul long-métrage intitulé *Tahia ya didou (Alger insolite)*. Latrèche, qui voue un culte à ce film, en restitue la genèse et rencontre ceux qui y participèrent. Boudjema Karèche, l'ancien directeur de la Cinémathèque d'Alger, figure mythique de la cinéphilie al-

**Zinet, second rôle
qui traverse
discrètement
les années 1970,
aura incarné la
figure canonique
du travailleur
immigré racisé**

gérienne, y témoigne avec toute la passion qui le caractérise.

Cette évocation donne tellement envie de découvrir le film qu'une certaine frustration frappera sans doute les spectateurs de cette séance, qui ne le présente pas. Ceux qui l'ont vu se souviendront d'un ouvrage sans récit ni dialogue, sorte de « film symphonique » à la gloire d'Alger, de son petit peuple et de sa lutte pour l'indépendance. Pour le tourner, Moha-

med Zinet avait détourné une commande de court-métrage touristique de la part de la mairie d'Alger, vantant les charmes pittoresques de la ville. Longtemps considéré comme perdu, le film a été re-

trouvée en piteux état dans les caves de la Cinémathèque d'Alger. Devenu une sorte de trésor cinéphilique national, il ne saurait faire oublier que sa liberté et son insolence coûtèrent à Zinet, qui s'installe en France peu après sa réalisation, ni plus ni moins que sa carrière. Où l'on ignore longtemps, et sans doute encore aujourd'hui, d'où venait au juste Mohamed Zinet en matière d'ambition artistique et d'horizon culturel. ■

JACQUES MANDELBAUM

Programme Mohamed Zinet.

La Cinémathèque française,
Paris 12^e. Vendredi 7 juin
à 18 h 30. Cinematheque.fr

Les Monuments Men, du film à la réalité

Sorti en 2014, le film de George Clooney *Monuments Men* a contribué à faire connaître à un large public ces combattants singuliers de la seconde guerre mondiale, un groupe d'hommes et de femmes américains qui, à la demande du président Franklin D. Roosevelt, fut chargé de protéger en Europe le patrimoine culturel menacé par les combats, mais aussi de rechercher les œuvres d'art pillées par les nazis.

Le réalisateur s'était attribué le rôle de l'un de ces héros, inspiré de George Trout, directeur du Musée Fogg de Harvard, l'un des premiers Monuments Men à avoir été recruté et à avoir débarqué en Normandie en 1944. Il avait réuni autour de lui un casting impressionnant : Matt Damon (dont le rôle est emprunté à James Rorimer, conservateur au Metropolitan Museum), Bill Murray (inspiré de l'architecte Robert Kelley Posey), John Goodman (le sculpteur Walker Kirtland Hancock) et Cate Blanchett en Rose Valland, Française qui joua un rôle important dans le traçage des œuvres volées, attachée de conservation au Jeu de paume, occupé par l'ERR, organisation nazie chargée de la confiscation des collections juives en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

Une version erronée de l'action

Mais, à trop vouloir glorifier les protagonistes, embarqués dans leur mission comme dans une aventure d'Indiana Jones, le film finissait par livrer une version caricaturale, voire erronée, de l'action de ces défenseurs de l'art.

Passionné par l'histoire de la seconde guerre mondiale, et notamment par l'action des Monuments Men, à laquelle il a consacré son mé-

moire de master en histoire et patrimoine à l'université de Caen, Mattéo Grouard, 23 ans, a réuni plusieurs centaines d'objets – uniformes, armes, photos, lettres, carnets de bord, etc. – glanés dans des brocantes, magasins d'antiquités militaires et ventes aux enchères en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Il a aussi fait l'acquisition d'une partie des costumes et documents utilisés pour le film de Clooney afin de concevoir une exposition à visée pédagogique, présentée jusqu'au 24 novembre au château de La Roche-Guyon (Val-d'Oise).

Malgré une présentation parfois désuète, celle-ci a le mérite, en partant du film, de rétablir la réalité des faits et de rendre aux personnages leur véritable identité. Précis, les cartels qui introduisent chaque séquence permettent au public de corriger les erreurs, de combler les ellipses de l'œuvre hollywoodienne, de restituer les événements.

Quand son emploi du temps le lui permet, Mattéo Grouard est présent sur place pour partager sa passion. L'émotion se lit sur son visage lorsqu'il évoque la visite commentée qu'il va effectuer dans quelques jours pour deux vétérans américains de la guerre, actuellement en France pour les commémorations des 80 ans du D-Day. Vivement, âgés de 100 ans et 106 ans : « Ils vont venir jusqu'ici, j'en suis tellement heureux ! » ■

**L'EXPOSITION
AU CHÂTEAU DE
LA ROCHE-GUYON
REND NOTAMMENT
AUX PERSONNAGES
LEUR VÉRITABLE
IDENTITÉ**





**L'offrande
& Musicale**

Festival **hors norme**

**DU 29/06
AU 13/07
2024**

**• Renaud CAPUÇON • Natalie DESSAY
• David FRAY • Emmanuelle HAÏM
• Felix KLIESER • Daniel LOZAKOVICH • Jakub
Józef ORLIŃSKI • Maxim VENGEROV
• Sonya YONCHEVA**

4^e édition
Tarbes / Lourdes
Hautes-Pyrénées

 Le festival est porté par
l'association Musiques et
Solidarités en Hautes-Pyrénées

**Billetterie :
loffrandemusical.fr**
et dans les points
de vente habituels

Conception graphique : Svetla Agency

SYLVIE KERVIEL

Le Kunstsilo, figure de proue de l’art nordique

Le musée, qui a ouvert ses portes à Kristiansand, en Norvège, abrite le don fait par l’homme d’affaires Nicolai Tangen de sa collection

ARTS
KRISTIANSAND (NORVÈGE)

Le port de Kristiansand a désormais fière allure. Cette tranquille ville de près de 100 000 habitants à l’extrême sud de la Norvège, où affluent aux beaux jours les vacanciers venus repeupler le chapelet de petites îles rocheuses qui s’étirent au large, vient de s’offrir un musée unique en son genre, et de stature internationale, le Kunstsilo (« silo de l’art »), soit la plus grande collection d’art nordique au monde, à découvrir dans d’anciens silos à grain.

S’il arrive que de grands collectionneurs norvégiens ouvrent un musée privé, le cas du Kunstsilo est venu bousculer les usages, avec 65 % des 60 millions d’euros nécessaires à sa construction provenant de fonds privés. Le grand public norvégien a découvert à la

faveur de ce partenariat public-privé, inhabituel par son ampleur, une personnalité aussi puissante que discrète : Nicolai Tangen, 57 ans, le patron, depuis 2020, du plus gros fonds d’investissement mondial, le Norges Bank Investment Management, un fonds souverain norvégien alimenté par les revenus pétrogaziers du pays.

S’il fait débat, ce nouveau modèle institutionnel a été mis sur pied pendant huit ans entre l’homme d’affaires, la municipalité de Kristiansand et l’Etat, à partir d’une donation colossale de la part du collectionneur, couplée aux fonds de deux musées locaux consacrés aux traditions populaires et à l’art contemporain. Les premières discussions remontent à 2015, lorsque le financier vient de doter son propre fonds d’investissement, AKO Capital, basé à Londres, d’une fondation philanthropique à destination de l’art, de

l’éducation et de l’environnement. Et, en vue de l’ouverture du musée, il crée, dès 2016, une filiale, AKO Art, afin de faire don de sa collection à sa ville natale, selon un dispositif original, qui lui permet de l’étoffer en continu : le don d’origine de 1500 œuvres d’art s’élève ainsi à plus de 5 500 pièces.

A la tête d’une fortune personnelle estimée à 660 millions d’euros, Nicolai Tangen n’entend en effet pas renoncer à la passion qui l’anime : au-delà du don, de-

venu collection publique inaliénable, c’est lui qui garde la main sur l’approche et l’enrichissement de la collection. Pour son grand œuvre, bâti en trente ans, le méthodique homme d’affaires s’est ainsi doté de moyens supérieurs aux capacités d’acquisition d’un musée public, et s’est entouré de quatre conseillers indépendants spécialisés dans l’art moderne de Scandinavie, de Finlande et d’Islande. In fine, il est le seul à décider de chaque acquisition, qui est ensuite transférée au musée. Lorsque le système prendra fin, à sa mort, il devrait donc laisser un musée exceptionnellement riche, et qui porte d’ores et déjà en frontispice l’inscription « *Tangen Samlung* » (« collection Tangen »).

Différentes scènes et modernité
Celui-ci se dresse, immaculé, sur la petite île d’Odderoya, qui forme le bout de la ville de Kristiansand, et se transforme en quartier culturel. C’est le bureau Mestres Wage Architectes, installé à Barcelone, en Espagne, et à Oslo, à 300 kilomètres de là, qui a été chargé d’opérer la mue du bâtiment industriel des années 1930. Les troncs des silos se terminent désormais par une extension panoramique en verre, donnant à l’ensemble, qui culmine à 41 mètres, l’allure de phares. A l’intérieur, le bâtiment en béton a été partiellement évidé pour créer une élégante et futuriste nef centrale entourée de mezzanines et de baies vitrées, le haut des silos créant un spectaculaire plafond alvéolaire. Sur les 8 500 mètres carrés des lieux, 3 300 sont réservés aux espaces d’exposition.

A l’intérieur, une exposition inaugurale, intitulée « Passions du Nord », rassemble 600 œuvres sélectionnées par Asmund Thorkildsen, figure de l’histoire de l’art nordique. « *A travers les différents langages artistiques que contient*

Sur les 8 500 m² des lieux, la collection Tangen aborde la modernité, de 1910 jusqu’aux années 1990

cette collection colossale, j’ai essayé de montrer la scène nordique du XX^e siècle dans toute sa complexité », résume le commissaire d’exposition. La collection Tangen, qui s’est d’abord concentrée sur les artistes norvégiens, s’est élargie au fil du temps et des ponts découverts entre les différentes scènes, et aborde la modernité, des années 1910 jusqu’aux années 1990. On n’y trouvera donc pas les grandes figures nées au XIX^e siècle comme Edvard Munch, Carl Larsson ou encore Hilma af Klint.

« *Si l’on revient un siècle en arrière, les pays nordiques étaient à la périphérie de ce qu’il se passait artistiquement dans les grandes métropoles modernes. Les artistes rêvaient de ce qu’il s’y passait : les divertissements, l’électricité... C’est une des passions à laquelle le titre fait référence. L’autre passion, c’est que, s’ils ont voyagé, ces artistes n’ont jamais oublié d’où ils venaient* », précise le commissaire.

Des dizaines d’artistes nordiques sont en effet passés par l’école ouverte, de 1908 à 1911, par Henri Matisse, ou, après la première guerre mondiale, dans celle de Fernand Léger, fondée en 1924, tandis que les écoles nordiques ne délivraient qu’un enseignement traditionnel. Les deux artistes français ont ainsi eu une puissante influence sur la création de ces artistes, du Suédois Isaac Grünewald (1889-1946) au Norvégien Henrik

Sorensen (1882-1962) pour le premier, ou sur celle de la Danoise Franciska Clausen (1899-1986), dont le second fut très proche.

Si le parcours ouvre sur ces années-là, il se poursuit de façon plus ou moins chronologique. Et plutôt que de faire des focus sur les noms les plus connus (Anna-Eva Bergman, Gösta Adrian-Nilsson, Asger Jorn...), le commissaire a préféré se concentrer sur des groupes et des formes proches, mêlant le plus souvent, dans la même pièce, des artistes des cinq pays nordiques. Les 23 salles d’exposition proposent ainsi une traversée du mouvement Cobra, de l’art concret finlandais, en passant par le surréalisme, l’expressionnisme ou l’art pop et politique des années 1970. On y découvre une scène nordique enrichie de tous les artistes venus s’installer dans la région : Suisses, Allemands, Autrichiens, Tchèques...

En parallèle, un riche accrochage consacré à la photographie (d’Eva Klason ou Sune Jonsson à Elina Brotherus) est proposé dans les espaces ouverts du Kunstsilo. Un effort particulier est donné à la médiation, avec notamment une expérience numérique originale : une grande salle immersive donnera vie à une peinture, au fil des expositions. Le projet commence avec *Tivoli* (1935), un parc d’attractions à l’atmosphère pesante par une grande figure de la peinture norvégienne, Reidar Aulie.

Après les deux musées phares d’Oslo, le Musée Munch et le Nasjonalmuseet, les amateurs d’art ont désormais une nouvelle destination, qui attend 150 000 visiteurs par an. « *Il faudra maintenant aller à Kristiansand pour avoir une vision globale de l’art nordique moderne* », résume Reidar Fuglestad, le PDG du musée. ■

EMMANUELLE JARDONNET

www.kunstsilo.no



Le Kunstsilo, à Kristiansand, en Norvège, en mars. ALAN WILLIAMS

Télérama

Festivals d'été

UNE PLACE ACHETÉE

UNE PLACE OFFRTE

100 FESTIVALS DANS TOUTE LA FRANCE

LE 29 MAI DANS TELERAMA ET SUR TELERAMA.FR

TOUTES LES INFORMATIONS

Serge Klarsfeld et la mémoire de la Shoah

Léa Veinstein continue de restituer les voix des témoins de la déportation des juifs de France

INA
À LA DEMANDE
PODCAST

À fin de préserver et de restituer leur mémoire, la Fondation pour la mémoire de la Shoah et l'Institut national de l'audiovisuel (INA) se sont associés, à partir de 2005, pour réaliser une série d'entretiens filmés de témoins de la déportation des juifs de France. Depuis 2022, l'INA a confié à Léa Veinstein le soin d'en faire une collection de podcasts : après Simone Veil, Georges Kiejman, Marceline Loridan-Ivens et Ginette Kolinka, vient d'être mis en ligne celui consacré à Serge Klarsfeld.

Quand il vient enregistrer, en 2006, à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), au siège de l'INA, Serge Klarsfeld est un témoin, mais

aussi, et déjà, comme le rappelle Léa Veinstein, « le grand avocat connu dans le monde entier pour sa traque inlassable contre les nazis, l'homme qui a lutté pour que la France reconnaisse enfin officiellement son rôle actif dans l'arrestation et la déportation de nombreux juifs sous l'Occupation, l'historien qui, au terme d'années de recherche dans les archives, a pu donner naissance au Mémorial de la déportation des Juifs de France, ce livre unique indiquant, année par année, mois par mois, convoi par convoi, le nom des juifs déportés, ce livre qui a rendu à des familles entières la possibilité du deuil et à un pays entier sa mémoire ».

Rencontre avec Beate

D'ailleurs, lui se souvient. De la guerre (épisode 1). Né en 1935 d'un homme d'affaires (Arno) et d'une étudiante en pharmacie (Raïssa,

Le jeune Serge Klarsfeld, entouré de sa sœur, Georgette, et de ses parents, Arno et Raïssa, sur la promenade des Anglais, à Nice, en mai 1943.

COLLECTION PERSONNELLE
DE SERGE KLARSFELD/INA



dite « Raya ») qui s'étaient rencontrés dans un dancing, rue de la Huchette, à Paris. A l'épisode 2, nous sommes au printemps 1941, et la famille a fui et s'est installée à Nice, alors occupée par les Ita-

liens. « Nice, c'était un émerveillement : le soleil, les palmiers, la mer », se souvient Serge Klarsfeld, ayant à cœur de dire les choses comme elles sont. L'année suivante, Arno entre en résistance et,

fin 1943, après la débâcle italienne, les arrestations se multiplient. Il fait alors construire une cloison dans un placard profond. Serge Klarsfeld se souvient parfaitement de cette nuit où il a

fallu se cacher, où son père est allé ouvrir, où l'on a demandé à ce dernier où étaient sa femme et ses enfants, où il a menti puis réussi à embrasser la main de son épouse avant d'être embarqué. Et – puisque c'est le titre du podcast et du livre édité par Flammarion pour l'occasion –, « on pensait qu'il allait revenir ».

A l'épisode 3, Serge Klarsfeld dit pourtant la certitude, soudain, que son père ne reviendrait pas : « A la seconde même, j'ai arrêté de croire en Dieu », confie-t-il. Au quatrième et dernier épisode, il raconte sa rencontre, un jour de mai 1960, et alors qu'il se rendait à sa première réunion franco-allemande, avec Beate Auguste Künzel, sa future épouse.

Cinq ans plus tard, alors qu'il s'apprête à être père, Serge Klarsfeld veut retrouver plus précisément ce qui est arrivé au sien : le numéro du convoi, le numéro de matricule (159683) qu'on lui donna à son arrivée à Auschwitz. Il comprend que ce geste opéré pour la mémoire de son père doit désormais se transformer en une recherche collective : « A la volonté des nazis de détruire et d'anéantir le peuple juif, nous, juifs, opposons notre volonté de mémoire juive, précise et intransigeante. » Cette collection de podcasts, confiée aux bons soins de Léa Veinstein, y participe. ■

ÉMILIE GRANGERAY

On pensait qu'il allait revenir, écrit par Léa Veinstein et produit par l'INA dans la collection « Mémoires de la Shoah » (Fr., 2024, 4 × 30 min).

En agente du MI6, Elisabeth Moss décroche son permis de tuer

Commencée sous l'égide de John le Carré, la fiction de Steven Knight se perd dans les excès du mélodrame malgré le talent de l'actrice

DISNEY+
À LA DEMANDE
SÉRIE

Elisabeth Moss est une actrice formidable. (Re)voyez *Mad Men* ou *Her Smell* (2019), d'Alex Ross Perry, si vous avez besoin d'être convaincu. L'un des intérêts de *The Veil* est de dessiner les limites de ce talent. Entamée sur un mode quasi réaliste, cette série d'espionnage, signée Steven Knight (*Peaky Blinders*), se métamorphose en un mélodrame

paroxystique que les plus crédules ne parviendront pas à digérer. Et c'est à ce moment, au dernier épisode, que le constat s'impose : si engagée, si maîtresse de ses moyens que soit la comédienne, elle est impuissante face à des dialogues grandiloquents, à des situations défiant toute logique.

En attendant, on aura passé des moments plaisants avec Imogen (le prénom que s'est choisi le personnage, agente du MI6) chargée de convoier Adilah El Idrissi (Yumna Marwan), soupçonnée

d'être une dirigeante de l'organisation Etat islamique, du nord de la Syrie à Paris. Ce premier mouvement reste le plus réussi. De *Homeland* à *No Man's Land*, le terrain est familier aux consommateurs de séries. Elisabeth Moss l'arpente avec énergie, proposant une version brutale, cynique et élégante de l'espionne moderne, aussi prompte à dégainer son arme qu'à déifier ses commanditaires.

Mais, déjà, le ver est dans le fruit. Le dialogue entre les deux femmes, la représentante de l'ordre et

la présumée terroriste, se déchire en lambeaux incohérents, faute d'avoir dessiné rigoureusement les personnages. Les flash-back de plus en plus envahissants, qui dévoilent peu à peu les blessures intimes d'Imogen, réussissent à être à la fois convenus et incongrus (on était chez John le Carré, on se retrouve dans *Alias*).

Quant à l'infrastructure géopolitique, elle est bâtie en dépit du bon sens. Malgré le Brexit, l'agente britannique ne rend jamais compte à sa hiérarchie, mais collabore étroit-

tement avec la DGSE, dont l'un des agents, Malik Amar (Dali Benssalah), se trouve être son amant. Un temps, l'irruption d'un insupportable agent de la CIA sauve la mise. Max Peterson (Josh Charles) est une version contemporaine de l'Américain bien tranquille, plein de morgue et de mépris pour ses alliés. Ce personnage, que Josh Charles tire résolument du côté de la comédie, permet à Steven Knight, qui est britannique, de parsemer son dialogue de lieux communs antifrçais en se dé-

faussant sur le Yankee mal dégrossi. Pendant ce temps, Elisabeth Moss et Yumna Marwan font de leur mieux pour maintenir la vraisemblance et l'intérêt de leur amitié inattendue. Steven Knight signe seul le scénario de ces six épisodes. Il aurait peut-être dû s'entourer pour relever ce défi. ■

THOMAS SOTINEL

The Veil, de Steven Knight (EU, 2024, 6 × 38 à 67 min). Avec Elisabeth Moss, Yumna Marwan, Dali Benssalah, Josh Charles.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 131
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur
jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 130

HORIZONTALEMENT I. Attouchement. II. Trouble. Au. III. Ton. Eau-forte. IV. Rude. Ire. Ors. V. Abusèrent. Os. VI. Clés. Sudiste. VII. Ta. Ures. Fétu. VIII. Infirmes. Oes. IX. Otée. Esérine. X. Nessos. Torts.

VERTICALEMENT 1. Attraction. 2. Troublante. 3. Tondue. Fès. 4. Ou. Es-suies. 5. Ube. Rr. 6. Clairsemés. 7. Heureuses. 8. Fend. Set. 9. Mao. Tif. Ro. 10. Euro. Seoir. 11. Trottent. 12. Tresseuses.

HORIZONTALEMENT

I. A suivre, même si elle ne vient pas du médecin. II. Evite de finir à la déchetterie. III. Nettoyèrent les noix. Chez le Grec. IV. Posséda les connaissances. Calmât la situation. V. Perd ses couleurs. Fin de série. VI. Doubé pour jouer avec. Amateur de son. Du même genre. VII. Avec la récolte de Bercy. Assure l'égalité. Surréaliste catalan. VIII. Unis pour être plus forts. Sur la portée. Musique de la rue. IX. Reprises pour corrections. Prophète biblique. X. Découpages historiques. Repris et améliorés.

VERTICALEMENT

1. Cure souvent abandonnée. 2. Remettre ses chausses et ses braies. 3. En met plein la vue. Fort en thème. 4. Essence asiatique. Possessif. Gardas pour toi. 5. Abêti et abruti. 6. De plus en plus difficiles à rencontrer. Le strontium. 7. Dans un ensemble. Ouvre des possibilités. 8. Demande de laisser passer. Mal placé sur la langue. 9. Protecteur de la tribu. Structure d'entreprise 10. Tranche de pain. Repris l'impression. 11. Paierait le tueur. 12. Peuvent circuler la nuit.

SUDOKU

N°24-131

							4
				7	6	5	1
		7		1			
		9	2				5
	6				2		9
3				5			1
2	1		7			8	
7				6	5	4	2

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

2	3	1	7	9	4	8	6	5
8	6	9	1	5	2	3	4	7
5	4	7	6	3	8	1	9	2
6	5	3	2	1	7	4	8	9
9	1	4	5	8	3	2	7	6
7	2	8	4	6	9	5	1	3
3	7	2	9	4	1	6	5	8
4	9	5	8	2	6	7	3	1
1	8	6	3	7	5	9	2	4

Moyen

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71.

Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella



PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26



L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux



Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier



Dior. ANDY BUCHANAN/AFP

MODE

CRIEFF (ÉCOSSE)

D'ordinaire, au château de Drummond (Ecosse), on ne croise guère que la propriétaire octogénaire, la baronne Jane Heathcote-Drummond-Willoughby, et des touristes venus admirer les jardins à la française. Ce 3 juin, une foule compacte se presse dans les allées taillées au cordeau, dont un nombre anormalement élevé d'actrices (Lily Collins, Camille Cottin, Jennifer Lawrence, Anya Taylor-Joy...). Malgré la brise fraîche, celles-ci n'ont pas cédé à la tentation du plaid mis à leur disposition et font bonne figure dans leurs élégantes tenues siglées Dior.

Dior, encore? Affirmatif. Un mois et demi après avoir organisé un défilé à New York, la maison a présenté une nouvelle collection de prêt-à-porter féminin à l'étranger, sa croisière 2025. Dans un contexte économique tendu, où le marché chinois ne joue plus son rôle de moteur de croissance pour le luxe européen, on peut s'étonner de voir une marque déployer tant de moyens.

Au sein de la division mode de LVMH, Dior se situe en deuxième position après Louis Vuitton en matière de chiffres d'affaires. La marque a connu ces dix dernières années une progres-

Une carte postale écossaise signée Dior

C'est au château de Drummond que Maria Grazia Chiuri a présenté, le 3 juin, sa collection croisière 2025. Un univers romantique qui modernise les robes à manches gigot de Mary Stuart et les jupes à carreaux

La designer a ajouté des détails dissonants, évoquant le vestiaire punk ou utilitaire: des clous, des ceintures, des cordons

sion spectaculaire, portée par des projets tous azimuts. Parmi les plus notables, on compte l'exposition pharaonique «Christian Dior, couturier du rêve», qui a attiré plus de 700 000 personnes à Paris, en 2017, et a voyagé depuis à Londres, Shanghai, Doha, Tokyo ou New York. Mais aussi l'ouverture, en 2022, d'une boutique parisienne au format grand magasin, avenue Montaigne, abritant un musée, un restaurant et un café. L'activité incessante est documentée par la sortie régulière de beaux livres (sur les foulards Dior, le 30, avenue Montaigne, les proches du fondateur...).

Pour soutenir une politique d'expansion commerciale et culturelle, les défilés jouent un rôle majeur: les collections déployées dans des lieux exceptionnels fournissent la matière première pour les portants des boutiques, les pages des livres, les cartels des musées. Et, depuis 2016, Dior a trouvé en la personne de Maria Grazia Chiuri une designer capable de suivre ce rythme particulièrement soutenu – la créatrice des collections femme présentera d'ailleurs sa prochaine collection dans moins d'un mois, lors de la semaine de la haute couture, à Paris. Mais, pour l'instant, c'est d'une croisière qu'il s'agit,

cette collection très stratégique qui reste plus longtemps que les autres en boutique. «L'Ecosse, c'est un rêve ancien, raconte Maria Grazia Chiuri. C'est un décor romantique de cinéma, mais aussi une contrée qui influence très concrètement nos garde-robes: les jupes à carreaux, les motifs à losanges, les mailles épaisses, ça parle à tout le monde.»

Pour cette croisière 2025, elle égrène donc les symboles écossais. Les premières silhouettes déploient un tartan dans des tons verts, rouges ou violets sur des tailleurs à veste ceinturée et longue jupe fendue; sur une robe-bustier nonchalamment enroulée comme un plaid autour du corps; ou encore sur un combi-short aux découpes géométriques. Il devient un motif imprimé sur des toiles techniques servant de cape ou de robe corsetée. Le kilt apparaît dans de nouvelles proportions, long au point de frôler le sol, parfois associé avec un pull à losanges XXL.

Licornes et chardons

Pour ne pas être trop littérale et séduire une clientèle plus jeune, la designer a ajouté des détails dissonants, évoquant le vestiaire punk ou utilitaire: des clous, des ceintures, des cordons, des patches, des lacets, des poches apparentes bousculent les pièces classiques élaborées avec des artisans locaux (Harris Tweed pour le tweed, Johnstons of Elgin pour la laine, Esk pour les tricots). Le résultat est un peu disparate, mais sa variété lui permet de s'adresser aux jeunes filles autant qu'aux femmes plus âgées.

Comme à son habitude, Maria Grazia Chiuri s'est inspirée aussi d'une figure historique féminine, Mary Stuart, évoquée à travers d'opulentes robes à manches gigot, ou à col blanc montant associé à du velours noir. La reine écossaise au destin funeste brodait son malheur avec des licornes et des chardons – deux emblèmes de l'Ecosse –, ici dispersés sur un imprimé ou disséminés dans de la dentelle. D'autres images apparaissent dans cette collection, imprimées sur des tee-shirts ou des manteaux: celles de la venue de Christian Dior en Ecosse.

Car la destination fait écho au passé de la maison: en 1951, Christian Dior a présenté sa ligne printemps-été dans le Perthshire, où il est revenu en 1955 pour présenter 172 modèles lors d'un bal caritatif donné au Gleneagles Hotel. En 1960, le fondateur n'est déjà plus de ce monde, mais la filiale anglaise de la maison organise encore un événement à une vingtaine de kilomètres, au Scone Palace. Autant de lieux féériques que la marque a pris soin de montrer à ses 550 invités avant le défilé.

Cette collection n'est pas la plus convaincante de Maria Grazia Chiuri, car, en cherchant à moderniser les références royales et le travail des artisans écossais, elle s'éloigne de la fluidité qui fait sa force. Mais le défilé dans son ensemble est indéniablement un succès: la maison a choisi une destination cohérente avec son histoire, qu'elle raconte habilement. Le vestiaire, très complet, est inspiré du lieu où il est dévoilé, dans un exercice de mise en scène parfaitement exécuté et singulier. Louis Vuitton, Chanel, Gucci: les griffes de mode les plus puissantes se livrent toutes à l'exercice parfois périlleux du défilé hors les murs. Et, quand il s'agit d'envoyer une belle carte postale, Dior est imbattable. ■

E. V. B.

ELVIRE VON BARDELEBEN

Au royaume du tweed et du tartan, des étoffes sans héraut

QUI PEUT CITER un designer de mode écossais? Les spécialistes se souviennent de Christopher Kane, qui eut son heure de gloire dans les années 2000 en collaborant avec Versace et Topshop; la marque qui porte son nom a été placée en redressement judiciaire en 2023. Influencé par son héritage écossais et la culture queer, Charles Jeffrey, lui, fêtera les dix ans de sa marque lors de la prochaine fashion week de Londres, en juin, mais sa notoriété reste confidentielle. Jusqu'à présent, l'Ecosse n'a vu éclore aucun créateur de mode majeur.

Ce constat est étonnant, lorsqu'on connaît la richesse de l'industrie textile locale et son influence sur les designers du monde entier. L'Ecosse, c'est évidemment la région du tartan, ce tissu de laine à carreaux qui était déjà fabriqué par les tribus gaéliques installées dans le comté d'Argyll au V^e siècle. Il est devenu un symbole de l'identité

écossaise après la bataille de Culloden de 1746: l'Angleterre victorieuse interdit alors le port du tartan, sous peine d'emprisonnement ou de déportation lointaine, pendant près de quarante ans. Le tartan se diffuse au-delà des frontières écossaises dès le début du XIX^e siècle et la demande s'accroît encore sous l'impulsion de la reine Victoria (1819-1901), qui s'en sert pour décorer sa résidence de Balmoral.

Absence d'école spécialisée

Dans l'histoire récente de la mode, de nombreux designers non écossais se sont approprié ce tissu. L'Anglaise Vivienne Westwood (1941-2022), qui en avait fait sa marque de fabrique, a même officiellement inscrit au Registre écossais des tartans celui qu'elle avait développé en 1993 avec Lochcarron of Scotland. Depuis plus de soixante-quinze ans, cette entreprise tisse en son nom des tartans en pure

laine vierge, et fournit aussi Ralph Lauren, Dior, Isabel Marant et Burberry. Le motif à carreaux beiges, emblématique de cette dernière marque, est d'ailleurs inspiré par le tartan écossais.

L'Ecosse, c'est aussi le berceau du tweed, ce tissu en laine cardée – c'est-à-dire juste peignée pour enlever les impuretés – réalisé en sergé, un motif de tissage entrelacé qui lui confère un aspect rustique. Robuste et confortable, il a été l'apanage des paysans avant de devenir la tenue de campagne de l'aristocratie britannique. Avec la révolution industrielle, au XIX^e siècle, la production s'accroît rapidement et fait vivre des régions entières. Dans les années 1920, Gabrielle Chanel, inspirée par les tenues de chasse de son amant le duc de Westminster, s'en empare pour fabriquer sa fameuse veste.

Si le tweed de Chanel n'est plus fabriqué en Ecosse, la popularité de cette étoffe n'a pas diminué: on en trouve

aussi bien chez Mango que chez Celine. L'Ecosse continue d'en produire une grande partie, notamment dans les îles Hébrides, où le Harris Tweed est protégé par des brevets depuis 1993.

«La mode contemporaine ne cesse de faire référence à l'héritage écossais», constate Clare Hunter, autrice spécialisée dans l'histoire textile. Selon elle, le peu de designers écossais ayant fait une carrière internationale s'explique par l'absence d'école spécialisée – la mode est enseignée à l'université dans le cadre d'études d'art – et de musée du textile mettant en valeur le patrimoine local. «Mais on voit grandir une génération de designers inspirés par l'histoire écossaise, et surtout par la nature: ils fabriquent du cuir végétal et utilisent des déchets organiques pour produire de nouvelles teintures», note Clare Hunter, qui espère que ceux-ci parviendront à se faire connaître à l'international. ■

Rupture de civilisation», «détournement de la valeur de fraternité», «mort d’une certaine idée de l’éthique» : le projet de loi relatif à l’accompagnement des malades et de la fin de vie et les amendements de la commission spéciale de l’Assemblée font l’objet de critiques virulentes. Celles-ci sont-elles justifiées ? Je ne le crois pas. Le projet de loi, dans sa version initiale, est améliorable dans le détail de ses dispositions, mais, dans l’ensemble, c’est un texte nuancé qui parvient, sur un sujet particulièrement complexe, à trouver un point d’équilibre et à proposer des évolutions mesurées, conformes à l’approche française de la fin de vie.

Selon la législation actuelle, les malades peuvent refuser des traitements, même si cela met leur vie en danger. Les soignants ne doivent pas faire preuve d’obstination déraisonnable. Tout patient dont l’état le requiert devrait avoir accès à des soins palliatifs. Il est admis que les traitements prescrits pour soulager des souffrances peuvent abréger la vie du malade. Et quand leur pronostic vital est engagé à court terme (de quelques heures à quelques jours), les patients peuvent, à certaines conditions, recevoir une sédation profonde et continue, pour éviter toute souffrance jusqu’à la mort.

Le projet de loi vise à remédier à deux difficultés : une offre de soins palliatifs notoirement insuffisante, qui ne couvrirait que la moitié des besoins et seulement un tiers des besoins en pédiatrie ; et la situation des malades qui éprouvent des souffrances insupportables, mais dont la mort n’est pas prévisible à court terme, et qui ne peuvent de ce fait recevoir une sédation profonde et continue.

Demande lucide et réitérée

Est prévue, d’abord, une stratégie décennale pour les soins palliatifs, avec un investissement de plus de 1 milliard d’euros supplémentaires. Ensuite, les personnes atteintes d’une maladie grave et incurable qui éprouvent des souffrances physiques ou psychiques insupportables pourront bénéficier d’une « aide à mourir » dans un cadre strict et à la triple condition qu’elles en

Fabrice Gzil Le texte nuancé sur la fin de vie trouve un point d’équilibre et propose des évolutions mesurées

Alors que le projet de loi sur la fin de vie est discuté à l’Assemblée nationale jusqu’au 7 juin, le philosophe souligne combien, selon lui, le texte est conforme à l’éthique et à l’esprit de la législation actuelle

fassent elles-mêmes la demande de manière lucide et réitérée, qu’elles aient eu accès à des soins palliatifs et que leur décès soit prévisible à moyen terme (de quelques semaines à quelques mois). Concrètement, le projet de loi prévoit qu’une substance létale sera mise à disposition du patient, qui se l’administrera lui-même. Dans les cas où le malade n’en a pas la capacité physique, un tiers pourra, à certaines conditions, lui administrer le produit.

Certains points du texte méritent, à l’évidence, d’être encore travaillés. L’on pense en particulier à la disposition prévoyant qu’un proche puisse, dans certains cas, administrer le produit létal. Mais le projet ne conduirait pas, et de loin, à la loi la plus permissive du monde, encore moins à une remise en cause de l’interdit de tuer.

Le texte s’appuie, notamment, sur les avis du Comité national d’éthique et de l’Académie de médecine, et sur les conclusions de la convention citoyenne sur la fin de vie. Il exclut que l’on puisse « aider à mourir » quelqu’un qui ne l’aurait pas demandé. En outre, les mineurs et les personnes vulnérables dont le discernement est fragilisé par des troubles psychiques, cognitifs ou intellectuels ne sont pas concernés par le projet. Des tiers ne pourront administrer le produit létal que dans les rares cas

où le patient est dans l’incapacité de le faire. Et le texte initial exige que le pronostic vital soit engagé à moyen terme, ce qui exclut, par exemple, les personnes atteintes d’une pathologie neuro-évolutive comme la maladie d’Alzheimer. A parler rigoureusement, il ne s’agit donc pas de provoquer la mort, mais de l’anticiper, plus exactement d’aider autrui à hâter la survenue de son décès lorsque ses souffrances lui sont devenues insupportables.

On pourrait considérer qu’il n’est pas nécessaire de légiférer sur des situations aussi rares et intimes. Pourtant, si l’aide

à mourir devait demain représenter en France 1 % des décès (comme c’est le cas en Oregon), ce sont 6 000 personnes qui pourraient être concernées tous les ans. Et un cadre légal protège tout à la fois les patients (contre l’arbitraire) et les soignants (qui disposeront également d’une clause de conscience).

Evolution du cadre légal français

Le texte fait incontestablement évoluer le cadre légal français, mais, en luttant contre les souffrances et en reconnaissant le droit des malades à l’autodétermination, il n’est nullement en rupture avec la législation actuelle.

Aider à mourir n’est pas un soin. Mais quand on a accompagné un patient pendant des mois voire des années, cela peut relever d’un devoir de non-abandon. Ouvrir cette possibilité n’est pas contraire à l’éthique s’il s’agit d’accompagner autrui jusqu’au bout, particulièrement quand on ne peut plus rien médicalement pour lui. Loin d’une remise en cause de l’égale dignité des personnes quel que soit leur état de santé, le texte ouvre une possibilité de fraternité vis-à-vis de ce que j’appellerais la « reconnaissance partagée d’une finitude partagée ».

Si le projet de loi est adopté, ce ne sera en aucune façon une victoire. Il n’y aura rien à célébrer. Et, compte tenu des diffi-

cultés de notre système de santé, il faudra s’assurer que les demandes d’aide à mourir ne résultent pas d’une prise en soins défailante. L’enjeu principal demeure le même : permettre à chacun de vivre dignement jusqu’au terme de sa vie.

Adopter ce texte permettrait toutefois de mieux prendre en compte certaines situations complexes et douloureuses qui se présentent en fin de vie. Cette évolution serait conforme aux attentes des Français. Parmi les 184 personnes représentatives de la société qui ont participé à la convention citoyenne, 76 % se sont déclarées favorables à une évolution du cadre légal, de même que plusieurs associations de patients. En outre, une série d’études montre que cette évolution est loin de susciter un rejet unanime chez les soignants. Par conséquent, plutôt que d’agiter des peurs, respectons le travail du Parlement et laissons-le travailler sereinement. ■

Fabrice Gzil est philosophe, professeur associé à l’université Paris-Saclay et codirecteur de l’Espace éthique Ile-de-France

Le débat parlementaire doit répondre aux attentes des premiers concernés, les patients, non aux craintes des opposants à la loi

Les médecins **François Blot** et **Valérie Mesnage** et la philosophe **Perrine Galmiche** rappellent qu’en 2016, la trop grande prise en compte des critiques des opposants à la loi Claeys-Leonetti avait abouti à un projet qui ne satisfaisait ni ses partisans ni ses opposants

Se positionner aujourd’hui sur un texte de loi en travaux, qui n’est plus tout à fait ce qu’il était hier et qui n’est pas encore ce qu’il sera demain, est un exercice périlleux. Néanmoins, un certain nombre de prises de parole alarmantes sur ce texte et sur ce qu’il serait, ou ne serait pas, nous oblige à proposer un rappel à la raison, loin d’une rhétorique de la peur.

Les critiques s’élevant contre les amendements proposés par la commission spéciale pour l’examen du projet de loi relatif à l’accompagnement des malades et de la fin de vie sont vives de la part des opposants à une quelconque évolution de la loi. Ceux-ci soutiennent l’idée que ce projet conduirait à un élargissement sans précédent dans le monde des critères envisagés pour l’accès à l’aide à mourir.

Si l’on souhaitait s’engager dans ce débat, il pourrait leur être répondu que cette affirmation est fausse, la raison principale étant que, comprises ensemble, les conditions d’accès retenues (maladie grave et incurable en phase avancée ou terminale, souffrance insupportable et capacité de manifestation de la volonté) sont similaires à celles retrouvées dans

les pays l’autorisant, et correspondent aux profils d’une grande majorité des patients bénéficiant de l’aide à mourir.

Plus encore, il pourrait être montré que le texte propose à ce stade des restrictions d’accès n’existant bel et bien nulle part ailleurs dans le monde, à savoir l’assujettissement des souffrances psychiques à une souffrance physique ou la proposition systématique d’une orientation vers un psychologue ou un psychiatre, y compris lorsque le médecin ré-

fèrent n’a pas de doute sur la volonté libre et éclairée.

Critiquer les formulations retenues dans la loi au motif qu’elles sont sujettes à une interprétation subjective ne peut avoir pour but que d’effrayer l’opinion et le législateur, lorsque l’on sait qu’une loi doit nécessairement être interprétée, et plus avant en médecine, que cette interprétation sera guidée par des recommandations de bonnes pratiques. Dans cette perspective, il est d’autant plus important de différencier ce qui relève du périmètre de la loi, à savoir un cadre général d’autorisation qui ne saurait devenir injonction, et ce qui relève des recommandations, venant préciser les modalités d’application du cadre.

A l’étranger tombent par exemple sous le coup des recommandations les critères d’appréciation de la volonté libre et éclairée du patient, du caractère incurable de la maladie et de la souffrance, ou encore la place réservée à l’information, à la consultation et à l’implication des proches.

Il n’est pas nouveau que, dans le débat concernant l’aide à mourir, l’opinion que l’on s’en fait dicte les arguments qui seront mobilisés. En revanche, si la question des contours de l’autorisation se

pose actuellement en France, c’est bel et bien du fait de la reconnaissance de l’importance de la place du patient dans la décision médicale le concernant, et de la reconnaissance de situations de souffrance inapaisable que nombre de professionnels de santé s’engagent aujourd’hui à accompagner, y compris en répondant à une demande de mort.

Rhétorique de la peur

L’enjeu du débat parlementaire doit être de répondre aux attentes des premiers concernés, les patients, et des professionnels de santé prêts à les accompagner au cas par cas, non aux craintes des opposants. Sur la question de l’aide à mourir sur directives anticipées, par exemple, n’est-il pas légitimement envisageable d’autoriser la possibilité pour une personne d’avoir accès à l’aide à mourir si sa demande avait été acceptée, mais qu’elle perd conscience le jour venu, du fait de traitements antidouleur ?

Ou encore à sa demande anticipée, si elle perd irréversiblement la conscience du fait d’un accident aigu, là où sont déjà mis en œuvre des limitations et arrêts de traitement sans nécessairement avoir eu accès à la volonté du pa-

tient ? Sur l’administration de la substance létale, si le droit du patient est au cœur de la démarche, pourquoi ce dernier n’aurait-il pas le choix de la modalité ?

La question de l’administration de la substance létale par un tiers non médecin, qui serait de fait unique dans le monde (excepté pour les infirmiers en pratique avancée), pourrait-elle être examinée du point de vue du médecin référent, afin de pouvoir lui assurer les conditions d’intervention nécessaires pour prodiguer à son patient une fin de vie digne et apaisée ?

Faut-il, enfin, rappeler que ces opposants sont les mêmes qui, hier, se sont levés contre l’ouverture d’un droit à la sédation profonde et continue jusqu’au décès ? Qui ont dicté les conditions d’application de ce droit, au moins dans les recommandations de bonne pratique ayant suivi la loi (définissant le « court terme » par « quelques heures à quelques jours », là où les débats parlementaires envisageaient qu’il puisse recouvrir une période plus longue), mais aussi en refusant de la nommer comme un droit du patient au même titre que les directives anticipées et la personne de confiance ?

Ils sont les premiers aujourd’hui à louer sa pertinence et à refuser d’établir des conditions de contrôle, là où les patients, premiers concernés, continuent à en souligner les insuffisances et les difficultés d’accès.

Va-t-on alors, comme en 2016, laisser une rhétorique de la peur guider la main du législateur et proposer une loi qui ne satisfasse a priori ni les uns ni les autres, au risque qu’elle soit de nouveau instrumentalisée par ses opposants ? Peut-on imaginer la possibilité d’un texte cette fois-ci fondé sur les attentes et expériences des patients requérants et des professionnels prêts à s’engager, plutôt que sur les craintes de ceux qui, dans tous les cas, n’y participeront pas ? ■

François Blot est médecin réanimateur, président du comité d’éthique de Gustave-Roussy ; **Perrine Galmiche** est philosophe, doctorante en éthique, et **Valérie Mesnage** est médecin au centre d’éthique clinique de l’AP-HP, neurologue

Olivier Roy La mobilisation des jeunes pour Gaza n'est pas révolutionnaire, elle est morale

Le politiste estime qu'il n'y a pas d'importation du conflit israélo-palestinien en France. La solidarité avec la Palestine, surtout portée par les élites étudiantes, incarne une posture morale qui a remplacé la politique

Y a-t-il une importation du conflit israélo-palestinien en France ? Les clivages de la société française reflètent-ils les clivages géostratégiques du Moyen-Orient ? Tant l'extrême droite idéologique que La France insoumise partagent une même vision : la solidarité avec la Palestine touche essentiellement les jeunes d'origine immigrée, soutenus par les militants progressistes habitués de tous les combats anti-impérialistes. L'extrême droite pour le déplorer et annoncer la guerre civile à venir, La France insoumise pour se constituer un capital électoral à peu de frais. Dans le monde universitaire, cette confluence des crises du Moyen-Orient à la France est soutenue, entre autres, par deux islamologues, François Burgat à gauche et Gilles Kepel à droite : la question de Gaza serait au cœur des fractures françaises, reflets des grandes divisions de notre planète, depuis le 11 septembre 2001, entre l'Occident postcolonial et le monde du Sud.

Cependant, si l'on prend la peine de regarder de plus près, les choses sont différentes. Il y a certes une bruyante mobilisation de jeunes en faveur de Gaza. Mais elle touche avant tout le milieu étudiant, qui plus est celui des institutions d'élite (Sciences Po, Ecole normale supérieure) où la proportion de musulmans semble faible, comme j'ai pu l'observer. Les universités, où se trouve la masse de jeunes de deuxième génération de l'immigration, ne paraissent pas être au cœur de la

LE MOUVEMENT DES JEUNES EN FAVEUR DE GAZA EST BRUYANT ET TOUCHE AVANT TOUT LE MILIEU ÉTUDIANT, QUI PLUS EST CELUI DES INSTITUTIONS D'ÉLITE

mobilisation. Le constat que la mobilisation touche plutôt les élites étudiantes n'est pas proprement français : on le trouve dans tout l'Occident, à commencer par les Etats-Unis, où l'université Columbia est le pendant de Sciences Po.

De plus, il n'y a aucune manifestation propalestinienne dans les banlieues. Il faut ici rappeler qu'il n'y a jamais eu d'Intifada à la française : toutes les émeutes de banlieue, depuis 1984, sont liées à la mort d'un jeune lors d'une rencontre avec la police, sur les modèles de révolte de mouvements Noirs américains, et pas en écho des révoltes palestiniennes. Non, la Palestine ne jette pas les

masses dans la rue, même si la réprobation envers la politique du gouvernement israélien s'étend de plus en plus. Alors quelle est la nature de cette mobilisation ? Elle reste enfermée dans des *safe spaces*, c'est-à-dire dans les lieux de l'entre-soi, celui des campus, comme l'ont été les manifestations des « places » après 2011, de la place Tahrir, au Caire, à la Nuit debout [en 2016, après une manifestation sur la loi "travail" en France] ou Occupy Wall Street [dénonçant, en 2011, les abus du capitalisme financier aux Etats-Unis]. Elle est pacifique, voire polie. J'étais étudiant au Quartier latin, en mai 1968, et je peux affirmer que ma génération était autrement plus violente (on résistait aux assauts de la police) et autrement plus offensive (on allait dans les usines, on prétendait rejoindre les guérillas du monde entier, de la Bolivie au Dhofar [Oman]). Je ne justifie pas cette violence passée, je dis simplement qu'il faut savoir raison garder pour qualifier le mouvement actuel.

Cette mobilisation n'est pas révolutionnaire. Elle est morale. Les étudiants, dans leur grande majorité, ne demandent pas la destruction d'Israël, mais sa condamnation pour les actions qu'il commet. Ils attachent beaucoup d'importance à l'avis de la Cour pénale internationale. Ils n'inscrivent pas leur mouvement dans le cadre d'une révolte globale des peuples opprimés pour renverser les régimes existants : ils demandent que ces régi-

mes, en France comme aux Etats-Unis, adoptent une posture morale en adhérant au boycott d'Israël. Ils n'ont aucune suggestion d'un nouveau régime, d'un lendemain qui chante. Ils demandent aux puissants non de se démettre, mais de se repentir. Ils ne sont pas utopistes, ils sont moralisants.

Cette mobilisation met en avant la souffrance des populations gazaouies et n'a rien à dire sur la représentation politique des Palestiniens. Dans leur majorité, les protestataires ne crient pas « *Hamas vaincra* », comme nous criions « *FNL vaincra* » à propos du Vietnam. Ils sont dans l'humanitaire, comme leurs opposants sont dans l'indignation de leur réticence à condamner le Hamas : tous esquivent la question politique (qui fera bien sûr tôt ou tard son retour).

Aucun « front arabe »

Elle ne propose aucune conjonction des luttes. Les manifestants ignorent les enjeux vraiment français : le Sahel, de 2013 à 2023, et la Nouvelle-Calédonie, totalement absente du « décolonialisme » des campus, alors que, s'il y a bien un héritage du colonialisme français dans toute sa pureté historique, il est en Nouvelle-Calédonie et pas à Gaza.

La Palestine est une cause morale, pas géostratégique. La guerre de Gaza n'a pas changé le jeu des alliances au Moyen-Orient : il n'y a aucun « front arabe » contre l'Occident, tout au plus un agace-

ment. Les protestations propalestiniennes au Moyen-Orient restent dans la posture et ne menacent pas les régimes en place. Si les Arabes ne prennent pas position sur l'Ukraine, c'est seulement parce que ce n'est pas leur affaire. Il n'y a pas de Sud global : le Brésil ou l'Inde se positionnent en fonction de l'idéologie du régime en place et pas sur une réévaluation de leur rapport à l'Occident. Bolsonaro comptait déplacer l'ambassade à Jérusalem, Lula défend la reconnaissance d'un Etat palestinien.

Si la cause palestinienne est redevenue aussi présente, c'est justement parce qu'il n'y a aucun enjeu stratégique réel. Elle incarne bien cette posture morale qui a remplacé aujourd'hui la politique, tant à droite qu'à gauche, entre condamnation du génocide et condamnation de l'antisémitisme. Mais la certitude d'être dans le camp du bon droit profite in fine à ceux qui ont le pouvoir et peuvent, après le prêche présidentiel, envoyer les gendarmes pour faire décamper ceux qui ont osé faire la morale aux puissants. ■

Olivier Roy est professeur à l'Institut universitaire de Florence (Italie). Il est l'auteur, entre autres, de « L'Aplatissement du monde. La crise de la culture et l'empire des normes » (Seuil, 2022)

Pour la Palestine, contre l'antisémitisme, intersectionnellement

Un collectif d'universitaires estime que la mobilisation des jeunes contre la guerre à Gaza et contre la politique du gouvernement israélien est juste, mais les débats devraient aussi aborder la question de la violence « islam-conservatrice »

La logique coloniale en jeu dans les territoires occupés en Cisjordanie et le massacre par l'armée israélienne de dizaine de milliers de civils à Gaza et à Rafah sont insupportables. Nous condamnons aussi la large complaisance occidentale à l'égard d'un gouvernement qui ignore les règles du droit international depuis tant d'années et du droit international humanitaire en particulier.

Les massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre sont inacceptables, mais ne justifient en rien la boucherie de Gaza. C'est pourquoi on ne peut que soutenir les mouvements internationaux de protestation étudiante qui demandent un cessez-le-feu, l'arrêt des livraisons d'armes à Israël, ou encore le respect des droits humains les plus fondamentaux. On ne peut que saluer les citoyens israéliens mobilisés contre les dérives autoritaires de leur gouvernement et qui font de la libération des otages une priorité. On ne peut que condamner la répression qui s'exerce contre ces mobilisations, ici ou là-bas. Gageons qu'un esprit nouveau surgisse de tout cela, pour res-

souder des liens internationaux progressistes. La route sera longue, on le sait.

La route est aussi fort encombrée. Les propositions alternatives ne datent pas d'hier, elles ont un lourd passé dont le passif pèse par inertie. Les mobilisations dans l'urgence sont nécessaires mais non suffisantes. Il faut aussi assumer cette lourdeur du dossier. Durant les occupations étudiantes, les débats contradictoires doivent pouvoir prendre place sur le fond, c'est-à-dire notamment sur les politiques respectives du Hamas et du gouvernement israélien. Nous n'en avons vu trace ni à Lille, ni à Lyon, ni à Lausanne : nulle critique publique du Hamas, notablement, alors que bien des étudiants y étaient disposés, voire ont critiqué le manque de démocratie interne, comme l'un d'entre nous a pu le constater à Lausanne.

A gauche, l'encombrement

Pour les jeunes de gauche aujourd'hui, il n'y a pas qu'une extrême droite, il y en a trois : l'extrême droite pro-israélienne, en soutien inconditionnel des exactions ordonnées par le gou-

vernement Nétanyahou ou couvertes par lui ; l'extrême droite traditionnelle française, le Rassemblement national, avec ses groupes radicalisés qui réoccupent la rue et son organisation banalisée aux portes du pouvoir ; et il y a la violence islam-conservatrice, qui a tué, lors d'attentats en Europe, et qui a assassiné en Israël, le 7 octobre, en ciblant notamment des militants et militants de gauche.

Toutes s'opposent radicalement à l'égalité des droits et des conditions sociales, aux libertés élémentaires, et défendent des formes diverses de xénophobie, aussi bien contre les musulmans que contre les juifs.

A gauche aussi, il y a de l'encombrement. Même si l'héritage des luttes anticoloniales constitue un leitmotiv mobilisateur, idéologiquement, c'est autre chose : comment défendre l'indépendance des peuples en faisant l'impasse sur leurs révoltes face à l'évolution de régimes vers l'autoritarisme politique et la corruption ?

Le degré de rupture avec le régime colonial précédent n'a pas garanti une meilleure évolution. Le Sénégal n'est pas le moins démocratique, alors qu'il était parmi les moins indépendantistes. Et, malgré sa guerre de libération, l'Algérie n'est pas le plus démocratique. A l'inverse, les pays les plus néocoloniaux n'ont pas servi de modèle démocratique, comme dans les cas du Maroc, de la Tunisie ou de la Côte d'Ivoire.

Il n'est plus possible de soutenir les acteurs de l'indépendance aveuglément, sans tenir compte

des politiques qu'ils promeuvent. Le Hamas est un mouvement historiquement ambivalent, entre composante du mouvement palestinien de lutte nationale et islam-conservatisme autoritaire, sexiste, homophobe et antisémite, qui a choisi, le 7 octobre, d'afficher au grand jour une violence totalitaire digne d'Al-Qaïda et de Daech.

L'intersectionnalité connaît une destinée paradoxale : alors que nombre d'étudiants et de militants s'en revendiquent, y compris dans les mobilisations de soutien à Gaza, la pluralité des logiques oppressives et leurs imbrications complexes passent à la trappe. L'oppression coloniale se confond volontiers avec le postcolonial qui en découle, les courants islam-conservateurs sont comme innocents, dans leurs versions légalistes autoritaires ou

IL N'EST PLUS POSSIBLE DE SOUTENIR LES ACTEURS DE L'INDÉPENDANCE SANS TENIR COMPTE DES POLITIQUES QU'ILS PROMEUVENT

djihadistes meurtrières, l'antisémitisme minoré sinon ignoré.

Pourtant, une même personne peut être discriminée sous un certain angle ou privilégiée sous un autre. On ne peut pas établir de frontière intangible entre une catégorie homogène de « dominants » et une catégorie homogène de « dominés ». C'est ce qu'a commencé à comprendre courageusement le procureur général de la Cour pénale internationale, en proposant d'inculper trois dirigeants du Hamas ainsi que le premier ministre et le ministre de la défense israéliens, sans stricte équivalence entre les actes des uns et des autres, mais en prenant au sérieux le croisement d'une pluralité de logiques criminelles. Le gouvernement américain a malheureusement choisi de combattre cette initiative.

Nouvelles solidarités

C'est dans un cadre renouvelé qu'il faudra inventer des solutions dans nos relations solidaires avec la Palestine, sans négliger la situation de profonde angoisse politique que traversent les Israéliens, a fortiori lorsqu'ils sont favorables à une solution pacifique au conflit. La souffrance des femmes et des hommes palestiniens l'exige, notre indignité face à cette souffrance aussi.

Cela dépendra beaucoup de l'émergence de nouvelles solidarités entre les peuples israélien et palestinien, même si l'effort pour réparer l'injustice historique faite aux Palestiniens devrait être une priorité au sein du débat public israélien. A quand un Manifeste

des 121 [déclaration signée par des intellectuels français en septembre 1960], comme pour l'indépendance en Algérie, mais incluant une condamnation du Hamas ?

Dans cette perspective, les mouvements étudiants contre les massacres à Gaza, pour le cessez-le-feu en Palestine et le retour des prisonniers palestiniens doivent inclure dans leur horizon la condamnation des massacres du 7 octobre par le Hamas et le retour des otages israéliens. Par ailleurs, il ne doit y avoir aucune tolérance à l'égard de propos antisémites. Il s'agit de promouvoir une nouvelle solidarité internationale, dans un monde toujours plus interdépendant. ■

Philippe Corcuff, professeur de science politique à Sciences Po Lyon ; Philippe Mesnard, professeur de littérature comparée à l'université Clermont-Auvergne ; Marion Paoletti, professeure de science politique à l'université de Bordeaux ; Alain Policar, chercheur en science politique à Sciences Po Paris ; Ivan Sainsaulieu, professeur de sociologie à l'université de Lille, chargé de cours à l'université de Lausanne ; Haoues Seniguer, maître de conférences à Sciences Po Lyon ; Sophie Wahnich, directrice de recherche au Centre national de recherche scientifique, Pacte, Sciences Po Grenoble

NEUROATYPIQUE

Tout juste introduit dans Le Petit Robert, le terme, comme son antonyme, neurotypique, est attesté depuis une quinzaine d’années. Il recouvre aussi bien le spectre autistique que les troubles du langage ou de l’attention

HISTOIRE D’UNE NOTION

Parue le 16 mai, la nouvelle édition du Petit Robert accueille cette année 150 acceptions et termes inédits qui rejoignent les 60 000 entrées du dictionnaire. Par leurs usages et leur fréquence, ces nouveaux venus entérinent les préoccupations majeures de l’époque, à commencer par l’environnement, «*domaine très productif depuis plusieurs années*» selon l’éditorial du dictionnaire, avec l’admission de mots comme «*climaticide*» ou «*agrivoltaïsme*». Nombreux aussi sont les termes issus du lexique scientifique et médical : aux côtés du «*neurone miroir*» apparaissent ainsi «*neuroatypique*» et son antonyme, «*neurotypique*». Revenons-en donc aux origines de ce couple notionnel, afin de comprendre au mieux le choix des lexicographes du Robert. Composé du préfixe d’origine grec «*neuro-*», renvoyant aux nerfs et au système nerveux, et de l’adjectif «*typique*», le terme «*neurotypique*» apparaît le premier. L’équipe

du Robert parvient en effet à retrouver sa trace dès 1982 dans l’article «*Principes propédeutiques pour les sciences des langages*» au sein duquel le biologiste Boris Rybak examine des «*protéines neurotypiques*». Il s’agit là de la plus ancienne attestation écrite de l’adjectif. Il faut toutefois attendre un peu plus de vingt ans pour le rencontrer dans son sens actuel, «*qui présente un fonctionnement neurologique considéré comme normal*», selon la toute récente définition du Robert. En 2003, l’adjectif est employé par le psychiatre spécialiste de l’autisme Bruno Gepner dans son article «*Relations psychisme-cerveau, dualisme interactionniste et gradient de matérialité*» lorsqu’il évoque des «*personnes neurotypiques*», en glosant aussitôt : «*c’est-à-dire non autistes*». Défini dans un contexte médical, l’adjectif peut s’extraire de son domaine d’origine, devenant bientôt disponible pour des usages plus courants, mais aussi pour des transformations lexicales. Et, en effet, on trouve son antonyme à peine trois ans plus tard dans l’ouvrage *Le Cerveau*

L’ADJECTIF
«**NEUROATYPIQUE**»
DÉSIGNE, SELON
LE ROBERT,
UN ÊTRE «**DONT LE
FONCTIONNEMENT
NEUROLOGIQUE
DIFFÈRE
DE LA NORME**»

nomade (Les Presses de l’université d’Ottawa, 2006), de la psychologue Michelle Bourassa, lorsque celle-ci insiste sur «*l’importance de savoir repérer la différence entre une personne neurotypique et une autre neuro-atypique*». L’adjectif «*neuroatypique*» y est employé dans le sens exact référencé par Le Robert, désignant un être «*dont le fonctionnement neurologique diffère de la norme*».

Nébuleuse clinique

Comme on le voit, la définition proposée par le dictionnaire est particulièrement vaste. Et pour cause : la neuroatypie caractérise une forme de divergence cognitive commune à de nombreuses pathologies, qui tendent désormais à être pensées aussi comme autant de manières différentes d’être au monde. Sans escamoter les difficultés nombreuses et spécifiques de chacune d’entre elles, le terme «*neuroatypie*» permet de regrouper toute une nébuleuse clinique. L’étiquette recouvre aussi bien le spectre autistique que les troubles du langage et des apprentissages, également nommés «*troubles dys*», tels que la dyslexie, la dysphasie et la dyspraxie. De la même manière, les personnes diagnostiquées haut potentiel intellectuel ou souffrant d’un déficit de l’attention, avec ou sans hyperactivité, sont aussi considérées comme neuroatypiques. Cet hyperonyme se montre donc des plus accueillants, et l’on peut dès lors émettre l’hypothèse que d’autres mots viendront enrichir cette constellation. Géraldine Moinard, directrice de la rédaction du Robert, explique ainsi : «*Différer de la norme peut renvoyer à de nombreux fonctionnements neurologiques, y compris certains qui ne portent pas encore de noms, qui un jour en porteront peut-être, et qui pourront s’inscrire dans cette définition selon leurs usages.*»

Pour autant, la dimension synthétique et le sens ouvert de «*neuroatypique*» et de «*neurotypique*» ne doivent pas oblitérer d’autres termes, synonymes et concurrents, qui n’ont, pour l’heure, pas encore leur place dans les dictionnaires de référence. Créé à partir du même préfixe, on recense également le substantif proche «*neurodiversité*». Forgé à la fin des années 1990, notamment par la sociologue et psychologue australienne Judy Singer, il décrit l’ensemble des différences neurologiques considérées bien moins comme des pathologies que comme de simples variations. Volontiers mis en parallèle avec la «*biodiversité*», ce concept a été très vite employé dans une perspective davantage sociale et politisée par des associations luttant contre le validisme et pour une meilleure visibilité des personnes concernées, dites «*neurodivergentes*». «*Au vu de sa fréquence croissante, peut-être que le substantif “neurodivergence” intégrera l’une des prochaines éditions du dictionnaire. Il est suffisamment employé pour que l’on s’y intéresse de très près*», précise Géraldine Moinard. Pour l’heure, «*neuroatypique*» et «*neurotypique*» font donc seuls leur entrée dans le dictionnaire. Géraldine Moinard explique : «*Nous avons déjà envisagé d’intégrer “neuroatypique” au dictionnaire il y a quelques années, mais il était alors trop restreint dans ses usages, tandis qu’aujourd’hui on l’entend partout.*» Son emploi attesté depuis une quinzaine d’années, le voilà donc consacré par l’ouvrage. Reste à observer si son synonyme suivra. ■

CLARA CINI



CHRONIQUE | PAR PAULINE GROSJEAN

Le coût économique de l’hostilité aux immigrés

Sur l’intégration des migrants, deux grands modèles s’opposent. L’un préconise l’assimilation culturelle, tandis que l’autre, prévalant plus souvent dans les pays anglo-saxons, est plus tolérant aux différences culturelles et ne se soucie guère des signes extérieurs de religion ou de culture. De ces deux modèles, lequel est le plus efficace sur le plan économique ? L’attitude des populations hôtes vis-à-vis des migrants n’a pas seulement un coût social et psychologique pour les migrants, elle présente aussi un coût économique important. Un coût économique pour les migrants, bien évidemment, aussi bien sur le marché de l’emploi, où ils peuvent se voir refuser une embauche, que sur le marché du logement, où la discrimination de certains bailleurs envers les immigrés augmente le coût de leur accès au logement. Mais la discrimination a aussi un coût pour l’économie tout entière parce qu’elle génère de l’inefficacité économique. En empêchant les migrants d’occuper des postes pour lesquels ils sont pourtant qualifiés, elle prive les économies de bienfaits potentiels en matière d’innovation, par exemple. En contraignant au chômage des individus pourtant parfaitement qualifiés pour des emplois à pourvoir, elle renchérit le coût du travail, et donc l’inflation, tout en faisant peser l’indemnisation du chômage sur les finances publiques.

Mesurer l’intégration culturelle

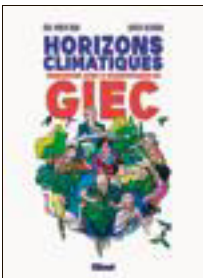
Que coûtent à l’économie les attitudes hostiles des populations locales ? L’intégration culturelle des migrants mène-t-elle automatiquement à leur intégration économique ? Pour répondre à ces questions, trois chercheurs ont étudié la vague d’immigration de 1,6 million de réfugiés, principalement syriens, irakiens et afghans, entrés en Allemagne entre 2015 et 2018 («*Scared Straight? Threat and Assimilation of Refugees in Germany*»), Philipp Jaschke, Sulin Sardoschau et

Marco Tabellini, *NBER Working Paper*, n° 30381). Les auteurs mesurent l’hostilité locale de la population par un indice incluant le nombre d’attaques contre des mosquées et de manifestations d’extrême droite, le vote pour des partis d’extrême droite, des données d’enquêtes mesurant les attitudes vis-à-vis des migrants, le nombre de mariages entre Allemands et migrants et des mesures historiques de xénophobie (pogroms antijuifs et part du vote pour le Parti nazi en 1933). Pour mesurer l’intégration culturelle, les auteurs comparent les réponses de 8 000 migrants et de 30 000 natifs dans plusieurs vagues d’enquêtes d’opinion entre 2016 et 2018. Selon les auteurs, des réponses plus similaires entre migrants et natifs au fil du temps sur des questions portant sur la possibilité de faire confiance aux gens, la nécessité de se venger ou, au contraire, de retourner une faveur, l’intérêt pour la politique, mais aussi le type et la quantité de loisirs consommés, suggèrent une convergence culturelle. L’intégration économique est, elle, plus simplement mesurée par les différences en matière d’emploi et de salaire.

De manière surprenante, les résultats montrent que les réfugiés s’assimilent culturellement plus rapidement dans les régions d’Allemagne où les habitants étaient au préalable plus hostiles aux étrangers. Les auteurs interprètent ces résultats comme la conséquence de la peur et de l’insécurité, plus fortement ressenties par les migrants dans ces régions, selon les données, et qui les forcent à effacer leurs différences culturelles pour ressembler aux natifs le plus vite possible. En revanche, cette intégration culturelle ne s’accompagne pas d’une intégration économique plus rapide. Au contraire. Les données suggèrent même que s’il n’y a pas de différence en matière de chômage, les migrants sont plus susceptibles d’occuper un emploi sous-qualifié et sous-payé dans ces régions qu’ailleurs, ce que les auteurs interprètent comme une conséquence à la fois de la discrimination de la part des employeurs et de la peur des migrants qui les poussent à accepter des conditions de travail pires que celles auxquelles ils pourraient prétendre. Et donc à empêcher l’économie de capitaliser sur leurs compétences. Cesser de se focaliser sur l’intégration culturelle permettrait de gagner en efficacité économique. ■

PLONGÉE EN BD DANS LES ARCANES DU GIEC

LIVRE



HORIZONS CLIMATIQUES.
RENCONTRE AVEC
9 SCIENTIFIQUES
DU GIEC

d’Iris-Amata Dion
et Xavier Henrion,
Glénat, 320 p., 25 €

Les acronymes n’ont pas toujours la vie facile. Le GIEC – Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat – en sait quelque chose. La simple prononciation de son nom peut provoquer des réactions allant de l’indifférence gênée de ceux qui ignorent tout de son existence aux moues dubitatives des adeptes du déni climatique. Contrariée par les difficultés du GIEC à diffuser ses travaux auprès du grand public, Iris-Amata Dion, docteure en sciences de l’atmosphère et du climat, est allée à la rencontre de neuf de ses membres, des scientifiques reconnus dans leur domaine (climatologie, géographie, économie...). Au lieu de consigner leur parole dans les pages d’une thèse ou d’un essai, elle a opté pour une bande dessinée, avec le concours de l’illustrateur Xavier Henrion. Par sa capacité à figurer des notions abstraites à l’aide de correspondances visuelles et de symboles graphiques, le 9^e art regorge depuis une dizaine d’années d’ou-

vrages de vulgarisation dans quasiment tous les domaines de la non-fiction : sciences, politique, sociologie... La question environnementale n’échappe pas à la tendance, comme en témoigne le succès du *Monde sans fin* (Dargaud, 2021), l’album de Jean-Marc Jancovici et Christophe Blain, écoulé à 1 million d’exemplaires. **Devoir d’impartialité** Le but, ici, est de décrire le fonctionnement du GIEC et de ses huit cents contributeurs partout dans le monde, dont la principale mission consiste à synthétiser l’ensemble des connaissances scientifiques existantes sur le climat. Mais aussi de rendre tangibles des phénomènes complexes comme le «*forçage radiatif*» (perturbation de l’équilibre d’un système climatique par des facteurs externes) ou le «*peak soil*» (dégradation des sols de façon irréversible). Moins dense qu’un rapport du GIEC (4 000 pages), mais plus que son résumé destiné aux décideurs politiques (30 pages), l’album soulève en filigrane les questions qui n’y apparaissent pas, en

raison du devoir d’impartialité de ses rédacteurs : l’inaction des Etats, la dénégaration de nombreux acteurs économiques, les effets du capitalisme sur la biodiversité... Les experts du GIEC ont beau ne pas être prescripteurs dans leurs travaux, comme ils le rappellent ici, rien ne les empêche pourtant de prôner une «*fausse neutralité*», à l’image du climatologue Christophe Cassou, longuement cité dans l’album. Ce dernier est régulièrement appelé à témoigner lors de procès pour des actions non violentes dénonçant la politique climatique du gouvernement. Le lecteur oubliera vite les quelques faiblesses de cet ouvrage éminemment utile (dessin perfectible, texte parfois envahissant) pour enrichir ses connaissances sur un sujet aussi brûlant qu’anthropogène. «*Vous avez la tête en permanence dans ces mauvaises nouvelles... Comment faites-vous pour dormir la nuit et revenir travailler le lendemain ?*», est-il demandé aux participants d’une conférence de membres du GIEC. «*Parfois, c’est dur...* », avoue l’un d’eux. ■

FRÉDÉRIC POTET

Scoop sur la Lune | PAR SERGUEI



LA DISCRIMINATION ENVERS
LES IMMIGRÉS PRIVE
LES ÉCONOMIES
DE BIENFAITS POTENTIELS
EN MATIÈRE D’INNOVATION



PAR SYLVIE KAUFFMANN

A large crowd of people is sitting on the grass at an outdoor festival. In the background, there is a white tent and trees. The scene is captured from a low angle, looking up at the crowd.

Lot-et-Garonne
Le Département Lot-et-Garonne
Marwan
Couthures-sur-Garonne
Google
SUD-OUEST
CFC
Les Paysans de Sousselle
Le Pruneau d'Agen
Grande commande photojournalisme
TERRES & CAFE
HINE
outbrain
CORRIERE DELLA SERA
EL PAIS
LE TEMPS
The Guardian
france.tv
3 nouvelle equipe
SUD OUEST
FAR-OUEST REVUE
rtbf
DER SPIEGEL
actu.fr
le Républicain
S inter

Le Monde
NouvelObs
Télérama
Courrier international
LA VIE
IHUFFPOSTI

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

COUTHURES-SUR-GARONNE

LE RENDEZ-VOUS
DES PASSIONNÉS DE L'INFO

12
13
14
JUILLET 2024

The logo consists of the letters 'F' and 'J' in a stylized, white, sans-serif font, positioned side-by-side within a solid red square.

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 24704 DATÉ JEUDI 6 JUIN 2024
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

ITALIE UN VOYAGE D'ÉTUDES SUR LES TRACES DU CRIME ORGANISÉ

Dans le cadre du programme Erasmus+,
des étudiants français se sont rendus sur d'anciennes
terres contrôlées par la Mafia pour
découvrir comment le pays lutte contre ce fléau

PAGE 4



Mikko Anttonen, étudiant en histoire à l'université d'Helsinki. HENRI VOGT POUR « LE MONDE »



Teija Asomaki, étudiante en biologie à l'université d'Helsinki. HENRI VOGT POUR « LE MONDE »



Noora Korpela, membre du parti d'extrême droite des Vrais Finlandais. HENRI VOGT POUR « LE MONDE »



Antti Kaijansinkko, président du syndicat des étudiants de l'université d'Helsinki. HENRI VOGT POUR « LE MONDE »

DES JEUNESSES **EUROPÉENNES**

A la veille des élections européennes, reportages en Finlande, où l'extrême droite
présente au gouvernement depuis un an divise la jeunesse, et au Portugal,
où l'absence de perspectives d'emploi pousse les jeunes diplômés à l'exil économique

PAGES 2-3

LA FINLANDE AU TEMPS DE L'EXTRÊME DROITE

Reportage Dans ce pays, qui affiche pourtant depuis 2018 le plus haut indice de bonheur au monde, les jeunes sont de plus en plus nombreux à se laisser convaincre par le parti des Vrais Finlandais

HELSINKI - envoyée spéciale

Quelques jours du scrutin européen, Noora Korpela, originaire de Salo, une ville d'environ 50 000 habitants dans le sud-ouest de la Finlande, est venue faire campagne à Helsinki. Pour cette infirmière de 27 ans, mère célibataire d'un petit garçon de 8 ans, pas de porte-à-porte ni de distribution de tracts au programme. Les Jeunes Vrais Finlandais, un parti d'extrême droite que Noora a rejoint il y a cinq ans, produisent des vidéos, diffusées sur les réseaux sociaux. Sur l'une d'entre elles, la jeune femme, cheveux blond platine, sirote un Coca-Cola dans un McDonald's, quand elle se rend compte, dégoûtée, que sa paille est en papier. La faute des « directives européennes », dit le message, appelant à voter pour la formation nationaliste, membre du gouvernement depuis juin 2023.

LORS DU DERNIER SCRUTIN EUROPÉEN, MOINS D'UN QUART DES 20-24 ANS S'ÉTAIENT DÉPLACÉS

Au même moment, sur le parvis de l'université, près de la cathédrale d'Helsinki, Kevin Soovik, 25 ans, participe à une mobilisation étudiante en soutien à la Palestine. Depuis le 6 mai, une trentaine de tentes sont installées à l'entrée du campus, au milieu de banderoles exigeant « un cessez-le-feu à Gaza » et « la fin du régime d'apartheid contre les Palestiniens ». « Nous voulons que l'université rompe tous ses liens avec Israël », explique l'étudiant en histoire politique, qui a grandi à Hamina, une localité de 20 000 habitants à 145 kilomètres à l'est de la capitale, et estime qu'« aucun parti en Finlande n'est suffisamment à gauche » à son goût.

Noora et Kevin, que rien ne semble réunir, ont pourtant un point commun : ils ont grandi dans le pays désigné, sept années de suite, le « plus heureux du monde », selon un classement établi par l'ONU. Le 9 juin, ils iront voter – ce qui est plutôt rare chez les jeunes Finlandais. Lors du dernier scrutin



européen, en 2019, moins d'un quart des 20 à 24 ans s'étaient déplacés. A l'occasion des élections législatives, en avril 2023, seulement 57,7 % d'entre eux ont voté, contre 70,9 % pour la moyenne nationale.

Plutôt que d'un rejet de la politique, Silja Porkkala, experte auprès de l'organisation Allianssi, qui regroupe 150 associations finlandaises consacrées à la jeunesse, parle d'un

désintérêt pour les partis : « Les jeunes ont tendance à se mobiliser pour une cause et à exprimer leur engagement sur les réseaux sociaux ou par leur consommation plutôt qu'en votant. » Selon le dernier baromètre réalisé par le Conseil national de la jeunesse, publié le 21 mai, le changement climatique est leur principale source d'inquiétude, devant l'avenir de l'Etat-providence et l'exclusion sociale.

LISBONNE - envoyée spéciale

Rester à Lisbonne, c'est faire passer l'amour pour sa ville, son pays et sa famille avant sa carrière. C'est savoir que l'on aura sans doute un emploi qui ne sera ni stable ni bien rémunéré, et qui nous permettra plus de survivre que de vivre. » Devant les portes de l'université IADE, au bord du Tage, à Lisbonne, Aurelio Antonosciuc expose ce qui est pour lui un simple constat. Autour de cet étudiant de 21 ans, en dernière année de bachelor en design, quatre amies opinent du chef. « C'est facile de trouver un job à Lisbonne, mais pas facile de trouver un bon job », complète Carolina Queiros, 18 ans, à la fois étudiante en communication et photographe. « La question, pour nous tous, c'est de savoir ce qu'on est prêt à sacrifier », poursuit-elle.

Cette conversation, ces jeunes l'ont déjà eue des dizaines de fois. Entre amis ou avec leur famille. Pour eux, la nécessité d'émigrer est une évidence. Non seulement ils ne perçoivent pas assez d'occasions professionnelles pour les jeunes formés à l'université, mais ils ont tous des proches qui ont déjà fait leur valise.

« J'ai un cousin qui est parti travailler dans le tourisme en Suède, et un autre à Londres, dans la finance. Un de mes amis est consultant à Munich, un autre ingénieur informaticien à Zurich : il gagne 4 000 euros par mois, alors qu'ici, il n'aurait pas plus de 1 500 euros, détaille Francisco Lencastre, 20 ans, étudiant en management à l'école de marketing ISEG. Pour ma part, j'essaierai de rester. J'aime trop mon pays pour partir. »

Près de 2,1 millions de personnes nées au Portugal vivent en dehors du pays, dont 1,5 million l'ont quitté ces vingt dernières années, soit 15 % de la population, selon les estimations de l'Observatoire de l'émigration, qui dépend du Centre de recherche et d'études de sociologie de l'Institut universitaire de Lisbonne (ISCTE). Près

L'amertume des jeunes Portugais face au dilemme de l'émigration

En l'absence de perspectives pour les diplômés, beaucoup optent pour un début de carrière à l'étranger, malgré leur attachement à leur pays

d'un quart des Portugais de 15 à 39 ans résident ainsi à l'étranger. Des chiffres qui font de la petite république ibérique le pays au plus fort taux d'émigration en Europe, et le huitième au monde. Entre 2012 et 2016, en pleine crise économique, ils étaient plus de 100 000 par an à émigrer, avec un pic à plus de 120 000 en 2013. Et près de 65 000 personnes plient encore bagage chaque année.

« Le Portugal a toujours été un pays d'émigration. Ce qui choque, c'est que ce soit encore le cas au XXI^e siècle », souligne Liliana Azevedo, chercheuse associée à l'Observatoire de l'émigration de l'ISCTE. Cela alimente l'idée que le pays reste en retard par rapport à ses voisins. Et, même si la plupart de ceux qui partent n'ont pas fait d'études supérieures, le fait qu'un nombre important de jeunes diplômés figurent dans le contingent des émigrés est vécu comme une incapacité à retenir dans le pays ses principaux talents. »

1,5 MILLION DE PERSONNES NÉES AU PORTUGAL L'ONT QUITTÉ CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES, SOIT 15 % DE LA POPULATION

Afin de freiner cet exode, l'ancien gouvernement socialiste mené par Antonio Costa a approuvé en 2023 le remboursement intégral des frais universitaires pour les étudiants de moins de 35 ans qui restent travailler au Portugal un nombre d'années équivalent à la durée de leurs études. Dans le budget 2024, près de 215 millions d'euros ont été alloués à ces aides, qui représentent entre 700 et 1 500 euros annuels pour un étudiant.

INCITATION AU RETOUR

S'il est encore trop tôt pour évaluer les effets de cette mesure sur les départs, les retours au pays, eux, sont en nette hausse. Alors qu'auparavant, environ 15 000 Portugais revenaient chaque année, en 2021, ils étaient plus 30 000, tout comme en 2022. Mais la moitié d'entre eux étaient âgés de 40 à 65 ans, et un tiers avaient plus de 65 ans.

Le programme Regressar (« revenir »), qui offre notamment une réduction d'impôt sur le revenu de 50 % durant cinq ans, lui, séduit davantage les jeunes – 75 % des bénéficiaires ont entre 25 et 44 ans. Entre 2019 et 2023, près de 25 000 personnes sont revenues au Portugal par ce biais. « Il est difficile de savoir quelle part correspond à des personnes qui avaient déjà décidé de rentrer », souligne M^{me} Azevedo. Mais, au-delà de la question de l'efficacité de ce programme, le gouvernement portu-

gais a voulu faire passer un message positif sur le pays, dire qu'il va bien et qu'il a besoin de ses talents. Cependant, dans les faits, le Portugal a du mal à absorber la main-d'œuvre qualifiée, et, pour beaucoup de jeunes qui souhaitent développer leur carrière, l'émigration s'impose... »

Ouverte il y a trois ans, Unicorn Factory, située dans d'anciennes usines du port industriel de Lisbonne, témoigne de la volonté de la municipalité, comme du secteur privé, d'offrir de nouvelles chances à la jeunesse portugaise. Elle abrite une quinzaine de start-up. « Nous n'avons rien contre le fait qu'ils décident de partir. Ce que nous ne voulons pas, c'est qu'ils le fassent parce qu'ils n'ont pas d'opportunités ici », souligne José Mota Leal, chef de projet d'Unicorn Factory. Lisbonne est une ville sûre. On peut y pratiquer le surf. On a de la bonne cuisine et du bon vin, et les talents qui nous manquaient il y a vingt-cinq ans sont là, après un gros investissement dans l'éducation. D'ailleurs, il existe douze licornes [des start-up valorisées plus de 1 milliard de dollars] à Lisbonne, dont six sont portugaises... »

Attablé à la cafétéria, ordinateur ouvert et casque sur les oreilles, Francisco Castro, 26 ans, qui a vu la moitié de ses compagnons d'université quitter le pays à la fin de leurs études, ne tirera pas, « même s'il y a plus d'occasions à l'étranger ». « J'ai trouvé plusieurs

emplois dans des start-up depuis la fin de mes études. Je pourrais aussi travailler à distance pour une entreprise étrangère », estime ce jeune diplômé en économie qui vit chez ses parents, le temps de l'aménagement d'un appartement qu'il vient d'acheter.

FAMILLE ET SOLEIL

Dans un bâtiment industriel rénové, autour d'un patio arboré, Catarina Graça, 48 ans, directrice des ressources humaines au siège portugais de l'opérateur Internet Claranet, voit aussi les choses évoluer. « Les jeunes partent pour l'étranger en quête de meilleurs salaires, mais beaucoup reviennent lorsqu'ils songent à former une famille, après cinq ou dix ans hors du Portugal », explique-t-elle. « Les salaires au Royaume-Uni restent le triple de ceux qu'on propose ici dans la tech, mais ceux qui décident de rentrer privilégient d'autres paramètres, comme la sécurité, la famille ou le soleil », ajoute-t-elle.

EN TROIS ANS, LES PRIX DES APPARTEMENTS À LA LOCATION ONT FAIT UN BOND DE 50 % ET ONT DOUBLÉ EN SEPT ANS

Sur le papier, le Portugal va bien : un taux de croissance de 2,3 % en 2023, une dette ramenée sous la barre des 100 % du produit intérieur brut et un taux de chômage limité à 6,5 % des actifs. Dans les faits, malaise et mécontentement global dominant. L'inflation sévit, et la hausse du salaire minimum (passé de 590 euros en 2015 à 950 euros en 2024) ne s'est pas accompagnée d'une revalorisation aussi nette de la rémunération des classes moyennes, le salaire moyen dépassant à peine les 1 500 euros brut en 2023, soit 1 050 euros net, selon l'Institut national des statistiques.

« Le problème, ce n'est pas seulement les salaires, c'est le logement, regrette Magdalena Santos, 22 ans, en Bachelor en économie à l'ISEG, qui aimerait rester dans sa ville, elle aussi. Il est très difficile de devenir indépendant, étant donné les loyers. » A Lisbonne, expatriés, nomades numériques et retraités européens se disputent les plus beaux quartiers, rénovés pour accueillir de plus en plus de logements touristiques. Les loyers, eux, ont encore flambé de plus de 20 % en 2023, selon les statistiques du portail immobilier Idealista.

En trois ans, les prix à la location ont ainsi fait un bond de 50 %, et ils ont doublé en sept ans. « Pour un étranger, le Portugal, c'est merveilleux : de la bonne cuisine, des belles plages, des gens sympas. Mais pour nous, les prix ne cessent d'augmenter et les salaires restent bas », explique Manuel Araujo, 31 ans, revenu à Lisbonne après deux ans et demi aux Pays-Bas, où il avait suivi sa fiancée. Au bout de trois ans, celle-ci est revenue, en manque de soleil et d'amis. Et lui a décidé de reprendre des études de management.

A ses côtés, Joan Carvalho, 30 ans, ingénieur dans l'industrie automobile, qui vit chez ses parents tout en cherchant un appartement à acheter, ne cache pas son amertume : « J'ai le sentiment que le pays n'est pas pour nous. » ●

SANDRINE MOREL



Pessi Paiarinne, Malin Lehtonen et Saara Ruonala, lycéens à Kallion Lukio, dans le centre d’Helsinki, le 21 mai.

HENRI VOGT POUR « LE MONDE »

conduire à une hausse de l’immigration et des inégalités, ainsi qu’à la progression des idées extrêmes et des mouvements radicaux. »

Dans les couloirs du lycée, un dessin représente le premier ministre conservateur, Petteri Orpo, en clown triste, tandis que sa ministre des finances, Riikka Purra, leader des Vrais Finlandais, a été affublée d’une moustache d’illusionniste. En janvier, les élèves ont voté lors du scrutin organisé par Allianssi, dans 545 établissements scolaires en Finlande, avant la présidentielle : « L’objectif était de créer une habitude chez les jeunes, pour les encourager à aller voter quand ils en auront la possibilité », explique Silja Porkkala.

Au lycée Kallion Lukio, la candidate de l’Alliance de gauche, Li Andersson, est arrivée largement en tête, avec 64 % des voix, devant le Vert Pekka Haavisto. Le conservateur Alexander Stubb, élu président le 11 février, n’a remporté que deux voix. Même chose pour Jussi Halla-aho, le candidat de l’extrême droite. « On ne peut pas dire qu’on soit très mainstream », s’esclaffe Malin Lehtonen, 17 ans, qui précise que le lycée, tourné vers les arts et dont les élèves sont issus de milieux plutôt privilégiés, a la réputation d’être « un havre de paix pour les jeunes LGBTQ ».

« PROTÉGER LA CULTURE »

Au niveau national, 21,52 % des jeunes de moins de 18 ans ont voté pour Alexander Stubb, contre 20,84 % pour Jussi Halla-aho, qui ne s’est pourtant pas qualifié pour le second tour. Lors des législatives, en 2023, les jeunes avaient déjà placé l’extrême droite en tête avec 18,2 % des voix, devant la Coalition nationale de Petteri Orpo (13,1 %) et le Parti social-démocrate de Sanna Marin (13 %).

Attablés à la cantine du « Petit Parlement », l’annexe de l’Eduskunta, le Parlement à Helsinki, Ami Kimanen et Marcus Toppari se réjouissent. Tous deux sont assistants parlementaires de députés Vrais Finlandais.

LES MENACES DÉSIGNÉES SONT L’IMMIGRATION « NÉGATIVE », LE « FÉMINISME INTERSECTIONNEL MODERNE » ET LA POLITIQUE CLIMATIQUE

Etudiante en droit, Ami, 23 ans, vient de Joensuu, dans l’est du pays. Marcus, 28 ans, titulaire d’un master en sciences administratives, a grandi à Lapua, dans l’ouest. Le couple, qui a rejoint les Jeunes Vrais Finlandais en 2020, en assure la vice-présidence. Pour Marcus, ce n’est pas seulement la présence très efficace du parti sur les réseaux sociaux, mais aussi son « idéologie nationaliste » qui séduit les jeunes. « Nous voulons protéger la Finlande, sa culture et sa langue », déclare-t-il, énumérant les menaces : l’immigration « négative » originaire « du Moyen-Orient », le « féminisme intersectionnel moderne », et la politique climatique – le précédent gouvernement, dirigé par Sanna Marin, s’est engagé à atteindre la neutralité carbone dès 2035.

A ses côtés, Ami confie que son choix d’adhérer au parti a suscité l’incompréhension, car si son père est finlandais, sa mère est japonaise. Pour elle, pourtant, rejoindre les Vrais Finlandais était une évidence : « Dans ma famille, nous sommes très conservateurs », précise-t-elle, regrettant que l’image du parti, vu comme « raciste, homophobe et sexiste », repousse les jeunes femmes, alors que « beaucoup des faits [reprochés à ses leaders] remontent à une vingtaine d’années ».

Ce racisme, Maria Miala en est régulièrement la cible, sur les réseaux sociaux notamment. Originaires d’Angola, ses parents sont arrivés en Finlande en tant que réfugiés, il y a une trentaine d’années. Agée de 26 ans, Maria étudie l’administration des affaires, tout en travaillant à la chambre de commerce et en siégeant au conseil municipal d’Helsinki. Elle est candidate aux élections européennes pour le parti de la Coalition nationale (centre droit), qu’elle a rejoint il y a dix ans. « Parce que je suis noire, les gens ne comprennent pas que je n’aie pas choisi un parti de gauche, mais ma couleur de peau a beau être un facteur important dans ma vie, elle ne me définit pas », déclare-t-elle. Maria admet que l’alliance de son parti avec les Vrais Finlandais depuis l’été 2023 la chiffonne : « Ce n’est pas idéal, mais c’est ce que nous pouvions faire de mieux dans le contexte et cela nous permet de mener notre politique. » Libérale, la jeune femme défend la politique d’austérité du gouvernement, qui

s’est fixé comme priorité de réduire la dette publique, actuellement à 75 % du PIB.

A l’automne dernier, les étudiants ont occupé les universités, partout en Finlande, pour protester contre la politique d’austérité, incluant la baisse de leurs allocations logement, jusqu’à 200 euros par mois, selon Antti Kaijansinkko, le président du syndicat des étudiants de l’université d’Helsinki. « Le risque est que les étudiants doivent travailler à côté de leurs études, ce qui va augmenter leur durée et la pression, et pourrait accroître les problèmes de santé mentale », dit-il.

25 % DE CHÔMAGE

Casquette sur la tête, Teija Asomaki, 26 ans, étudiante en biologie moléculaire, témoigne de cette pression : « Nous vivons dans une société où il faut être constamment productif, y compris quand vous faites des études. Personne ne remet en cause le système, malgré la crise climatique : on nous dit qu’il faut juste travailler plus et que les entreprises et le libre marché résoudront les problèmes. »

La situation est d’autant plus compliquée, remarque Silja Porkkala, que le chômage des jeunes dépasse 25 % (contre 9 % de moyenne nationale). « Si une majorité des jeunes Finlandais se sent intégrée dans la société, un petit groupe a le sentiment d’en être exclu », révèle l’experte d’Allianssi. Ainsi, dans le « pays le plus heureux du monde », 37 % des jeunes se disent insatisfaits de leur vie, à en croire l’enquête annuelle de l’université des sciences appliquées de Diaconia, publiée le 10 octobre 2023. Au baromètre mondial du bonheur, ils n’arrivent d’ailleurs qu’à la septième place – les jeunes Litوانيens décrochent le titre.

« Nous traversons une période très sombre », remarque Miro Ilvonen, tout de noir vêtu, des pendants orange aux oreilles. Etudiant en sciences politiques à Turku, Miro, 26 ans, président des Jeunes Verts depuis janvier, s’inquiète de la montée de l’extrême droite en Finlande et en Europe, qui s’accompagne d’un discours homophobe et transphobe. Pour Miro, la priorité doit être de « défendre l’Etat de droit » et de s’assurer que l’ère conservatrice « soit aussi courte que possible ». ●

ANNE-FRANÇOISE HIVERT



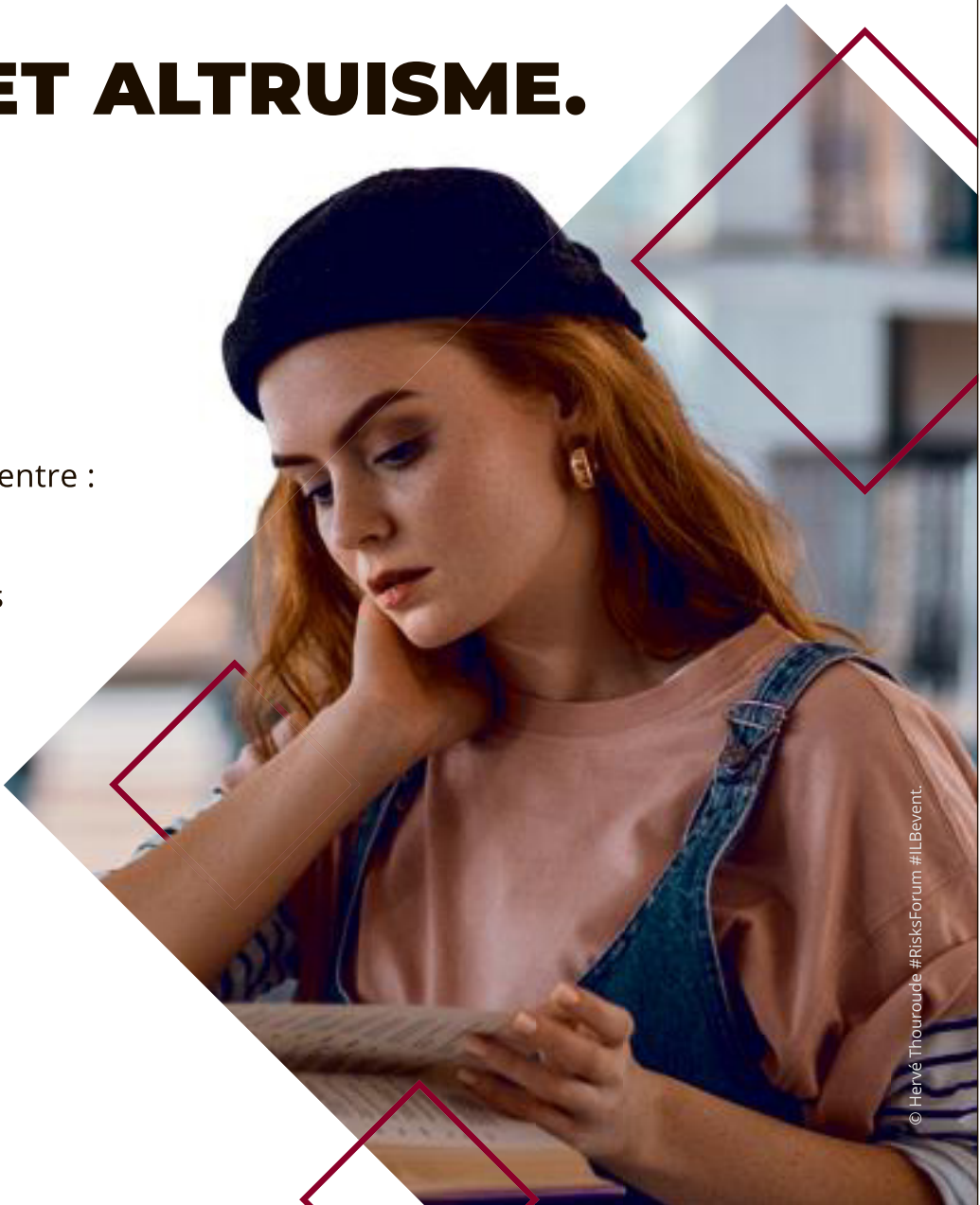
ACCORDER AMBITION ET ALTRUISME. PARADOXAL, VRAIMENT ?

Pas vraiment selon le dernier baromètre de l’EDHEC NewGen Centre : **8 étudiants sur 10 en école de management choisiront leur futur emploi en fonction de son impact sociétal.**

Ce centre d’expertise interroge chaque année plusieurs milliers d’étudiants et suit au plus près les aspirations professionnelles des jeunes générations. L’EDHEC est ainsi idéalement positionnée pour accompagner au mieux les talents de demain, ce que le Financial Times n’a pas manqué de souligner en la classant **n°1 en France pour son accompagnement carrière.**

Make an impact*

*Agissez sur le monde.



© Hervé Thouroude #RisksForum #ILBevent.

DES FRANÇAIS SUR LES TERRES LIBÉRÉES DE LA MAFIA ITALIENNE

Dans le cadre d'un voyage d'études Erasmus+, des étudiants ont découvert comment la société civile peut s'armer contre la criminalité organisée

CASAL DI PRINCIPE (ITALIE) - envoyée spéciale

As-tu assassiné uniquement des personnes impliquées dans la Mafia, ou y a-t-il aussi eu des victimes collatérales ? Qu'as-tu vu dans le regard des personnes que tu as tuées ? Qu'est-ce que ça te fait d'être face à des familles de victimes ? Luigi Bonaventura, ancien boss de la 'Ndrangheta, la Mafia calabraise, baisse parfois les yeux, mais répond à toutes les questions posées par... un petit groupe de Français.

Le dialogue n'est pas tiré d'un film, il n'a pas non plus eu lieu dans une *aula bunker*, salle d'audience spécialement conçue pour abriter un procès concernant la criminalité organisée en Italie. Il s'est tenu au début du printemps à Casal di Principe, une commune de 20 000 habitants

située près de Naples, célèbre grâce au best-seller de Roberto Saviano *Gomorra* et à la série télévisée à succès qui en est tirée. Longtemps fief des clans de la Camorra, la Mafia napolitaine, Casal di Principe est devenue une ville symbole de l'engagement citoyen contre le crime organisé, et a accueilli, au printemps 2024, un séjour d'études. Ateliers sur les statuts de victime et de repent, visite de

L'ITALIE EST PIONNIÈRE EN MATIÈRE DE RÉUTILISATION SOCIALE DES BIENS CONFISQUÉS

biens confisqués, témoignages... Pendant une semaine, une trentaine de Français sont venus découvrir les pratiques des associations italiennes qui se battent contre la criminalité organisée.

« La lutte contre la Mafia, c'est l'affaire de tous. Elle ne peut se cantonner à un bras de fer entre police et gangsters », martèle Fabrice Rizzoli. Casquette bleue sur la tête, ce spécialiste de la grande criminalité et des mafias, enseignant à Sciences Po et à l'école des Hautes Études internationales et politiques (HEIP), a l'allure d'un homme de terrain. Avec son association, Crim'HALT, il organise depuis 2019 des séjours en Italie, sur les terres de l'antimafia, de la Sicile à la Lombardie en passant par la Calabre. Le dernier a été financé à hauteur de 50 000 euros par Erasmus+, le programme de l'Union européenne destiné à soutenir l'éducation, la formation et la jeunesse.

« DES ANTICORPS »

Le voyage rassemble un public hétéroclite, aussi bien par les profils que par les motivations. Marie Charbonneau, étudiante en master Conflits et crises internationales à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, étudie le terrorisme dans le cadre de son mémoire. « Ce séjour me donne envie de creuser les liens entre la prévention du terrorisme et de la criminalité organisée », raconte l'étudiante de 22 ans. « La France dispose d'un fort arsenal judiciaire contre le terrorisme, mais il est moins étoffé en ce qui concerne la mafia. En Italie, c'est l'inverse. Nous devons apprendre les uns des autres », confirme Djamilia Petri. Etudiante en droit à l'université de Trieste, la jeune femme de 22 ans souhaite devenir procureure antimafia : « Lors de ce séjour, j'ai pu rencontrer des proches de victimes. C'est important pour moi de comprendre les effets que peut avoir la criminalité organisée sur des citoyens lambda. »

L'Italie est pionnière en matière de réutilisation sociale des biens confisqués aux mafias. A Casal di Principe, sur 56 biens saisis, 22 ont été mis à la disposition de

« SI ON VEUT DEVENIR CUISINIER, ON VA VOIR UN CHEF. POUR SE FORMER À L'ANTIMAFIA, ON SE REND EN ITALIE »

JEAN-TOUSSAINT PLASENZOTTI du collectif corse Massimu Susini

coopératives ou d'institutions. « Si on veut devenir cuisinier, on va voir un chef. Pour se former à l'antimafia, on se rend en Italie. On étudie les lois, on observe la façon dont la société civile crée des anticorps contre la criminalité organisée », résume Jean-Toussaint Plasenzotti, porte-parole du collectif antimafia corse Massimu Susini, du nom de son neveu, assassiné en 2019. Ce professeur de langue corse dans un lycée ajaccien en est à son troisième voyage Erasmus+ antimafia.

Il a été marqué par la visite d'une villa de 1300 mètres carrés confisquée à un mafieux, transformée en Casa don Diana – du nom d'un curé abattu par la Camorra en 1994 : « Cet ancien centre de commandement pour fomenter des assassinats est devenu un lieu de vie, où sont organisés des ateliers pédagogiques pour les écoles primaires et secondaires sur la légalité environnementale, sociale et les énergies vertes. La lutte contre la criminalité organisée n'est pas uniquement répressive, toute la société civile doit s'impliquer. En France, on en est encore à la préhistoire. »

M. Plasenzotti a poussé, avec le collectif Massimu Susini, une proposition de loi améliorant l'efficacité des dispositifs de saisie et de confiscation des avoirs criminels en France. Le texte a été adopté à l'unanimité par le Sénat fin mars. « Il y a un avant et un après-Erasmus+. Ici, on voit de façon très pratique comment on peut utiliser ces biens », se réjouit Fabrice Rizzoli, qui s'est battu onze ans durant pour obtenir, en 2021, l'adoption d'une

loi sur l'usage social des biens confisqués aux criminels. « Les uns sont mués en commissariat ou poste de police, les autres en centre pour enfants autistes, ou encore en atelier de chocolaterie employant des jeunes en situation de handicap », abonde Elisabeth Borrel. La magistrate et veuve du juge Borrel, assassiné à Djibouti en 1995, fait également partie des participants au séjour.

« AFFRONTER NOTRE DEUIL »

Le groupe compte en effet plusieurs proches de victimes de la criminalité organisée, représentés par deux structures marseillaises, le Collectif des familles de victimes d'assassinats et l'association Conscience, qui se bat pour améliorer les conditions de vie dans les quartiers défavorisés. Fatna Rahem, mère de Liam, mort à 22 ans dans un règlement de comptes lié au trafic de stupéfiants, en juillet 2022, fait partie de ce dernier groupe. Elle se dit marquée par l'échange avec Luigi Bonaventura : « Discuter avec un repent de la criminalité organisée nous aide à affronter notre deuil. On repart plus fort de cette expérience. »

Etudiante à Sciences Po Paris, Agathe Jozon a effectué un stage à Crim'HALT après avoir rencontré Fabrice Rizzoli dans le cadre d'un cours sur la géopolitique des criminalités. « Une fois que tu te plonges dans ce sujet, tu n'en ressors jamais », témoigne la jeune femme, qui s'oriente vers le concours d'officier de police. Elle salue la qualité des échanges avec les victimes de la criminalité organisée : « Entendre leur douleur, leurs problématiques sur le terrain, y compris ce qui les peine dans les procédures judiciaires, est très important pour moi. Plus tard, je serai confrontée à ces personnes dans mon travail, ça me donne des outils pour savoir comment leur parler, pour ne pas utiliser des mots qui blessent. Je ne veux pas devenir un flic froid. » Là où la criminalité organisée corrompt et fracture une société, l'antimafia veut retisser du lien social. ●

MARGHERITA NASI



Parce que si nous voulons changer le monde, il faut bien commencer quelque part.

IT ALL STARTS HERE

*Tout commence ici

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW



FRANCE - CHINE - ESPAGNE - HONGRIE - LUXEMBOURG



LA GRANDE ÉCOLE INTERNATIONALE DE TOUS LES POSSIBLES

- PROGRAMME GRANDE ÉCOLE
Grade de Master
- BACHELOR EN MANAGEMENT INTERNATIONAL
Grade de Licence
- MASTERS OF SCIENCE
7 spécialisations
- MBA BUSINESS & TECHNOLOGY
Avec Arts et Métiers

